

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC

MÉMOIRE PRÉSENTÉ À  
L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À TROIS-RIVIÈRES

COMME EXIGENCE PARTIELLE  
DE LA MAÎTRISE EN ÉTUDES QUÉBÉCOISES

PAR  
YANNICK GENDRON

L'ÉMERGENCE DE DEUX MUNICIPALITÉS SUBURBAINES DE LA  
MAURICIE DANS L'APRÈS-GUERRE : SHAWINIGAN-SUD ET  
TROIS-RIVIÈRES-OUEST, 1945-1974

JANVIER 1998

Université du Québec à Trois-Rivières

Service de la bibliothèque

Avertissement

L'auteur de ce mémoire ou de cette thèse a autorisé l'Université du Québec à Trois-Rivières à diffuser, à des fins non lucratives, une copie de son mémoire ou de sa thèse.

Cette diffusion n'entraîne pas une renonciation de la part de l'auteur à ses droits de propriété intellectuelle, incluant le droit d'auteur, sur ce mémoire ou cette thèse. Notamment, la reproduction ou la publication de la totalité ou d'une partie importante de ce mémoire ou de cette thèse requiert son autorisation.

## RÉSUMÉ

L'objet du présent mémoire est d'étudier le développement de deux municipalités suburbaines de la Mauricie entre 1945 et 1974. Dans l'après-guerre, l'expansion suburbaine, qui s'était surtout manifestée autour des grandes villes, se produit également en périphérie des villes moyennes. Le contexte économique (augmentation du pouvoir d'achat, libéralisation du crédit, etc.) et politique (loi nationale sur l'habitation) favorise l'éclosion domiciliaire en banlieue. Bientôt, cette croissance rapide accentue le décalage entre l'offre et la demande de services publics. Les agglomérations de Shawinigan et de Trois-Rivières, dont les villes-centre connaissent une industrialisation rapide depuis le début du XX<sup>e</sup> siècle, sont aussi touchées par ce phénomène. En effet, les municipalités de Shawinigan-Sud et de Trois-Rivières-Ouest, qui ont un profil socio-économique fort différent avant la Seconde Guerre mondiale, présentent un développement en plusieurs points comparables : problèmes d'équipements collectifs, programme de promotion industrielle, changement de nom, question de l'annexion, etc.

Deux périodes distinctes marquent le développement de ces municipalités entre 1945 et 1974 dont le changement de statut, au début des années 1960, constitue l'événement charnière. Ces municipalités de banlieue, aux prises avec des problèmes d'expansion durant la première période dus à une croissance démographique rapide,

s'appuieront sur cet essor, au cours de la seconde période, pour obtenir le statut de ville et développer des stratégies d'autonomie municipale. Elles sont d'abord caractérisées par le développement des institutions locales et de leurs compétences, puis par la multiplication des interventions municipales dans les domaines industriel et commercial.

À partir des journaux régionaux, des archives municipales et d'entrevues réalisées auprès d'intervenants du monde municipal, nous avons tenté de développer les hypothèses suivantes : (1) les disparités de développement sont liées à leur géographie, aux caractéristiques des villes-centre, à leur évolution démographique et sociale, ainsi qu'aux influences extérieures : l'État provincial, les promoteurs immobiliers, etc. ; (2) la tension chronique qui existe dans la gestion municipale, due aux besoins en services, au manque de ressources et de souplesse du cadre politico-juridique, stimule la recherche de solutions permanentes et l'autonomie municipale; (3) l'incorporation en ville des municipalités de banlieue détermine le passage d'une administration de type traditionnelle à une administration moderne, consacre l'autonomie politique et administrative de ces corporations municipales et concorde avec l'émergence réelle des municipalités de banlieue au point de vue économique, politique et social.

## REMERCIEMENTS

Au terme de cette recherche, nous sommes redevables à de nombreuses personnes qui ont rendu possible la réalisation de ce mémoire. Nous exprimons d'abord notre gratitude à messieurs Pierre Lanthier et Normand Brouillette qui ont dirigé ce mémoire de maîtrise. Ils ont su ramener nos objectifs initiaux à des dimensions réalisables et relancer notre quête lorsqu'elle semblait s'essouffler. Puis, nous tenons à souligner l'aide précieuse de tous les gens qui ont accepté de répondre à nos questions, certaines personnes travaillant toujours pour leur municipalité, d'autres à la retraite ou retirées depuis peu de la vie municipale active, le personnel des archives municipales de l'Hôtel de Ville de Shawinigan-Sud et Trois-Rivières-Ouest qui, en plus de nous accueillir avec courtoisie, ont mis des documents à notre disposition et les locaux nécessaires pour les consulter, ainsi que monsieur Robert Beaumier, ami et collègue, qui a bien voulu commenter une version préliminaire de ce texte. Enfin, nous tenons à remercier tendrement tous les membres de notre famille pour leur support, et particulièrement madame Annie Giroux, notre compagne et assistante, pour sa généreuse collaboration lors de la cueillette des données, ses lectures répétées et sa correction du texte, mais surtout pour sa patience, et ses encouragements quotidiens dans cette démarche intellectuelle.

## TABLE DES MATIÈRES

RÉSUMÉ	ii
REMERCIEMENTS	iv
TABLE DES MATIÈRES	v
LISTE DES TABLEAUX	viii
LISTE DES FIGURES	ix
LISTE DES CARTES	x
INTRODUCTION	1
CHAPITRES	
1. BANLIEUE, SUBURBANISATION, ADMINISTRATION ET POLITIQUE MUNICIPALE	
1) Bilan historiographique	9
2) Étalement urbain et suburbanisation	11
A) Facteurs de localisation résidentielle	13
B) Séparation des lieux de résidence et d'emploi	15
C) Multiplication des entités administratives	16
3) Administration et politique municipales	23
A) Partage du pouvoir	23
B) Administration traditionnelle et moderne	26
C) Politique municipale	29
a) la politique municipale et l'urbanisation	30
b) l'autonomie municipale	33
Conclusion	34

2.	LE DÉVELOPPEMENT (1945-1974)	
1)	Caractéristiques des agglomérations de Shawinigan et de Trois-Rivières	39
	A) Population	40
	B) Activités industrielles	43
	C) Activités commerciales	44
2)	Expansion physique	48
	A) Territoire	49
	B) Logement	50
	C) Voies de communication	60
	D) Services publics	66
3)	Administration municipale et finances municipales	73
	A) Administration municipale	74
	B) Finances municipales	80
	a) les revenus	81
	b) les dépenses	87
	Conclusion	92
3.	STRATÉGIES D'AUTONOMIE MUNICIPALE (1945-1974)	
1)	Préservation du contrôle et de l'intégrité du territoire	98
	A) Avant 1960	99
	B) Après 1960	105
2)	Développement des services municipaux	109
	A) Services des loisirs	110
	a) loisirs paroissiaux	111
	b) Commission des loisirs	112
	c) l'exemple de l'aréna	115
	B) Service de sécurité publique	118
3)	Diversification des activités	125
	A) Intervention dans le secteur commercial	126
	B) Intervention dans le secteur industriel	133
	Conclusion	139

CONCLUSION	143
ANNEXES	
A. Questionnaires d'enquête vierges	152
B. Établissements et employés dans le secteur industriel à Shawinigan, Shawinigan-Sud et Trois-Rivières, 1945-1974	161
C. Établissements commerciaux, 1941-1971	162
D. Dépenses des municipalités, 1963-1974	163
E. « Travaux d'hiver » et « d'encouragement », 1945-1975	165
BIBLIOGRAPHIE	166



**LISTE DES TABLEAUX**

1. Solutions à la multiplication des entités administratives	20
2. Populations des agglomérations de Trois-Rivières et de Shawinigan, 1941-1976	40
3. Établissements commerciaux dans les agglomérations de Trois-Rivières et de Shawinigan, 1941-1971	45
4. Établissements commerciaux à Shawinigan, Shawinigan-Sud, Trois-Rivières et Trois-Rivières-Ouest, 1941-1971	46
5. Types d'occupation des logements à Shawinigan et Shawinigan-Sud, 1941-1976	53
6. Types d'occupation des logements à Trois-Rivières et Trois-Rivières-Ouest, 1941-1976	59
7. Proportion des dépenses municipales dans différents secteurs, Shawinigan, Shawinigan-Sud, Trois-Rivières, Trois-Rivières-Ouest, 1963 et 1974	88
8. Caractéristiques des parcs industriels des Shawinigan-Sud (1970-71) et de Trois-Rivières-Ouest (1969-70)	136

## LISTE DES FIGURES

1. Évolution démographique de Shawinigan, Shawinigan-Sud, Trois-Rivières et Trois-Rivières-Ouest, 1921-1976	41
2. Proportion des populations de l'agglomération de Shawinigan, 1941-1976	42
3. Proportion des populations de l'agglomération de Trois-Rivières, 1941-1976	43
4. Revenus de la taxe foncière générale et de la taxe de vente à Trois-Rivières-Ouest, 1963-1974	84
5. Dépenses de la municipalités de Shawinigan-Sud par secteurs, 1963 et 1974	89
6. Dépenses de la municipalité de Trois-Rivières-Ouest par secteurs, 1963-1974	91
7. Dépenses dans le secteur des services récréatifs et communautaires à Shawinigan-Sud et Trois-Rivières-Ouest, 1963-1974	114
8. Dépenses dans le secteur de la protection publique à Shawinigan-Sud et Trois-Rivières-Ouest, 1963-1974	122

## LISTE DES CARTES

1. Localisation de Shawinigan-Sud et de Trois-Rivières-Ouest dans leur agglomération de recensement	37
2. Shawinigan-Sud : expansion de l'espace bâti, 1941-1975	52
3. Trois-Rivières-Ouest : expansion de l'espace bâti, 1950-1970	55
4. Trois-Rivières-Ouest : noms des secteurs résidentiels	58

## INTRODUCTION

Au Québec, à partir du XX<sup>e</sup> siècle, l'urbanisation se conjugue habituellement à l'industrialisation. De nouvelles villes naissent lorsque l'industrie s'y installe et exige une main-d'œuvre abondante. Cette densification se fait d'abord à proximité du lieu de travail, pour ensuite s'élargir aux municipalités périphériques, à mesure que les moyens de transport évoluent et que le marché de l'emploi se transforme. Il est alors question de suburbanisation. Les banlieues connaissent une période d'expansion grâce au contexte économique (augmentation du pouvoir d'achat, libéralisation du crédit, etc.) et politique (loi nationale sur l'habitation) qui favorise l'essor domiciliaire et l'autonomie locale. Elles absorbent donc une part considérable des nouvelles populations urbaines, et ce au détriment de la ville centrale. Ces migrants viennent en bonne partie de la ville, fuyant l'exiguïté, la cohue et la pollution, et recherchant un milieu mieux adapté à l'éducation des enfants.

Dans l'après-guerre, la croissance suburbaine, qui s'est d'abord manifestée autour des grandes villes comme Montréal ou Québec, s'exprime aussi en périphérie des villes moyennes avec des problèmes similaires. Les forces centrifuges et centripètes qui se rabattent en zone suburbaine altèrent les rapports ville-campagne. Dans un premier temps, les municipalités de banlieue, où l'activité agricole dominait, se révèlent techniquement et financièrement incapables de fournir les services

essentiels aux nouveaux arrivants, d'autant plus qu'elles sont souvent limitées par leur statut de village ou de paroisse. L'accroissement démographique rapide y augmente l'écart entre l'offre et la demande de services publics. Cela se traduit par une détérioration de la qualité de vie. Deux options se présentent alors aux édiles : préconiser un plan d'intervention qui met en valeur le potentiel de développement local (grands espaces, coût du sol, etc.) et miser sur ce potentiel pour développer les infrastructures locales, ou opter pour le regroupement municipal, qui signifie un délestage de compétences locales, et plus souvent qu'autrement, moins d'emprise sur son territoire.

De nombreuses municipalités de banlieue font face à ce dilemme lié à leur prompt transformation. Espaces résidentiels dans la périphérie immédiate de villes industrielles, Shawinigan-Sud et Trois-Rivières-Ouest, dont le nom officiel est « Paroisse de Trois-Rivières » (mieux connue sous l'appellation de Banlieue) jusqu'en 1963, adoptent un toponyme faisant largement allusion à la ville-centre. Toutefois, les relations villes-banlieues, sous le signe de la coopération durant les décennies 1950 et 1960, mais de plus en plus teintées par la volonté d'expansion des unes et le désir d'autonomie des autres, s'effritent. Les nombreux échecs relatifs au regroupement et à l'annexion constituent un lourd héritage politique et introduisent la méfiance dans leurs rapports. Une stratégie d'autonomie locale se manifeste de plus en plus au sein des institutions municipales suburbaines. Elle culmine avec l'incorporation en ville des deux municipalités de banlieue au début des années 1960.

Ce changement de statut nous met en présence de deux périodes distinctes entre 1945 et 1974. La première, de 1945 à 1960, où les édiles de Shawinigan-Sud et

Trois-Rivières-Ouest valsent avec l'idée d'annexion afin de couper court aux problèmes de croissance. La seconde, marquée par des investissements importants dans les infrastructures de base et le développement rapide des services municipaux. Nous nous intéressons donc ici aux politiques mises de l'avant par les deux administrations, à leur réorientation et à l'application de ces politiques dans une perspective comparative.

Les hypothèses étudiées sont les suivantes :

(1) Les disparités de développement sont liées à leur géographie et aux particularités des villes-centre auxquelles elles sont rattachées, mais aussi aux différences dans leur évolution démographique et sociale. Shawinigan-Sud a un peuplement ancien et, avant 1960, sa population est plus importante. Animée par une vie sociale particulièrement développée, son évolution se ressent tôt des querelles internes. Trois-Rivières-Ouest, pour sa part, a une faible population avant 1960, assez dispersée. Au départ, ce sont les influences extérieures qui sont prédominantes : Trois-Rivières, l'État provincial, les promoteurs du centre commercial. C'est par la suite, avec la croissance de la population, qu'une résistance aux forces extérieures, et même des tensions internes font leur apparition.

(2) La tension chronique qui existe dans la gestion municipale, due aux besoins en services et au manque d'élasticité du cadre politico-juridique, et le caractère temporaire et désintéressé de l'aide extérieure exercent une pression sur l'administration locale qui, au-delà des solutions éphémères, doit s'adapter aux nouvelles réalités urbaines, à la concurrence entre municipalités et à l'augmentation

des exigences des citoyens. En ce sens, l'incorporation des villes de Shawinigan-Sud et de Trois-Rivières-Ouest est un point tournant du développement.

(3) Le changement de statut est au centre d'une période de transition qui s'étend de la fin des années 1950, au milieu des années 1960. En fait, il a un impact à la fois symbolique et concret : il signale une certaine maturité urbaine et concède de véritables pouvoirs et responsabilités aux nouvelles villes. De plus, il concorde avec l'émergence réelle des municipalités de banlieue au point de vue économique, politique et social : embauche d'un personnel qualifié, instauration d'un nouveau mode de gestion, modernisation des services municipaux et intervention accrue dans les activités économiques. Ces décisions sont prises en fonction d'une quête d'autonomie. Au bout du compte, toutes ces initiatives la leur procurent face à la ville-centre, mais également face aux gouvernements et au secteur privé, bien qu'elles soient encore très perméables à l'influence de tous ces acteurs.

Afin de vérifier ces affirmations, nous avons divisé le travail en trois parties. La première partie, plus théorique, tente de faire la lumière sur les effets de la suburbanisation, ainsi que sur les notions d'administration, de pouvoir et de politique municipale dans un contexte d'étalement urbain. La deuxième, plus factuelle, essaie de reconstituer le développement de chaque municipalité, en la situant dans son agglomération, et en ciblant des indicateurs de son évolution socio-économique. La dernière partie est une réflexion sur les événements qui s'inscrivent dans une stratégie d'autonomie municipale.

Pour la réalisation de cette recherche, nous avons consulté trois types de sources : (1) les journaux régionaux ; (2) les archives municipales ; (3) les sources

orales. En ce qui concerne les journaux, *Le Nouvelliste*, qui est publié sur une base quotidienne, couvre l'actualité mauricienne ; tandis que *L'écho/L'Hebdo du St-Maurice*, un hebdomadaire, couvre essentiellement l'agglomération de Shawinigan – Grand-Mère. Ils ont été dépouillés systématiquement entre 1945 et 1975 pour former une base de données informatiques d'environ 1200 articles.

Puis, les archives municipales représentent une source de renseignements variés. C'est pourquoi l'investigation s'est limitée aux règlements municipaux et, au besoin, aux procès-verbaux. Tous les règlements de Shawinigan-Sud et Trois-Rivières-Ouest, entre 1945 et 1975, ont été inventoriés de façon exhaustive. Une banque de données a également été constituée afin de faciliter le regroupement par thème ou par période. Il s'agit de 800 règlements municipaux, concernant aussi bien la promotion industrielle que la décence publique, les emprunts pour améliorations locales que les modalités d'élections. Grâce à eux, on connaît les priorités des gouvernements locaux et les changements d'orientation tout au long de la période.

Enfin, pour compléter cette étude, six témoignages ont été recueillis auprès de personnalités locales, d'élus, de fonctionnaires municipaux, en poste ou à la retraite, qui ont participé activement à la vie municipale. Ces informations viennent compléter et souvent enrichir celles déjà trouvées dans les journaux et les archives municipales.



## CHAPITRE 1

### BANLIEUE, SUBURBANISATION, ADMINISTRATION ET POLITIQUE MUNICIPALE

Il est commun de dire que la banlieue est le phénomène urbain le plus marquant depuis la Seconde Guerre mondiale. Mais, qu'est-ce que la banlieue ? Au Québec, les références culturelles anglaises et françaises, ainsi que l'influence majeure du modèle américain, conjuguées à une faible densité de population sur un territoire immense et à l'attraction non équivoque de la métropole, génèrent une évolution suburbaine singulière. Jusqu'à maintenant, la banlieue a constitué un terrain de recherche partagé par plusieurs disciplines qui, sans s'opposer, l'ont abordé différemment. D'où l'intérêt d'une approche pluridisciplinaire modelant les contours du sujet dans une perspective évolutive et historique.

D'emblée, nous devons définir ce terme afin d'éclaircir le thème central de cette étude. La difficulté réside dans la recherche d'une définition commune à l'ensemble des banlieues. Étymologiquement, il faut se reporter à l'époque médiévale pour constater que la portée politique du mot a évolué depuis, bien que les repères géographiques soient restés essentiellement les mêmes. Dans la France féodale, la banlieue désigne « la zone d'une lieue de rayon à l'intérieur de laquelle s'exerce le ban ou pouvoir juridictionnel du seigneur de la ville »<sup>1</sup>. À travers les âges, le *ban* est aboli mais le rapport au pouvoir résiste aux changements juridico-institutionnels. Il

s'inscrit désormais dans la primauté économique, non pas d'un groupe ou d'un individu, mais de la ville sur la périphérie.

La dimension spatiale du concept est intimement liée à son étymologie. Lorsque Mario Polèse définit les limites de la banlieue, et par le fait même celles de l'agglomération, par « le périmètre habituel des migrations journalières », il met en lumière un lien de dépendance, mais surtout la préservation du rapport distance / temps sur la longue durée<sup>2</sup>, c'est-à-dire dans le même sens que l'étude d'Anne Lombard-Jourdan sur le terme *banlieue*, dont la lieue française, dans l'Europe médiévale, correspond *grosso modo* au déplacement maximum des migrations pendulaires autour de la ville. Aujourd'hui, la distance franchie grâce à la motorisation des transports est beaucoup plus grande qu'elle ne l'était pour nos ancêtres, mais c'est sur ces rapports journaliers que se fixent les limites de l'agglomération<sup>3</sup>.

Si l'on considère qu'historiquement l'espace périphérique s'est fractionné pour créer des corporations municipales autonomes et que les échanges villes-banlieues s'accroissent et se diversifient, le concept de banlieue tel qu'énoncé par l'équipe de géographes dirigée par Claude Cabanne au début des années 1990 s'avère le plus opérationnel, soit les « espaces périphériques à la ville, appartenant à des

---

<sup>1</sup> Anne Lombard-Jourdan, « Oppidum et banlieue, sur l'origine et les dimensions du territoire urbain », *Annales*, (mars-avril 1972), no. 2, p. 386.

<sup>2</sup> Mario Polèse, *Économie urbaine et régionale : logique spatiale des mutations économiques*, Paris, Economica, 1994, p. 346.

<sup>3</sup> René Lapière ne manque pas de souligner avec sarcasme une certaine réalité. « *Transiter* devient, dans cette perspective, un terme clé. La chose bientôt s'efface, ne subsiste plus que le mouvement; la banlieue, au fond, n'existe pas. Ce qui la définit, c'est le trajet, l'aller-retour ». (René Lapière, « La règle banale », *Liberté*, no. 173, (oct. 1987), p. 97.)

communes indépendantes administrativement de la ville, mais dépendantes de celle-ci sous bien des aspects »<sup>4</sup>.

Par ailleurs, les termes *banlieue* et *suburb* ne sont pas chargés du même sens. La différence de sens provient de la connotation négative du concept de *banlieue* à la suite d'expériences historiques dissemblables<sup>5</sup>. Alors que la zone suburbaine se développe autour des grandes villes des pays industrialisés au tournant du siècle dernier, deux tendances se dégagent : l'une « européenne », l'autre « nord-américaine ». Contrairement à la *suburb* américaine, que l'on associe à la classe moyenne, la zone suburbaine des villes françaises est marquée par la pauvreté. D'où la signification péjorative du terme *banlieue*<sup>6</sup>. Jean-Bernard Racine, quant à lui, résume les différences entre les banlieues européenne et nord-américaine dans leur rapport au mode de transport (collectif vs individuel) et aux types d'habitat qu'on y retrouve (immeubles à logements vs maisons unifamiliales)<sup>7</sup>.

Bien qu'il faille se garder de toutes généralisations, ces dissemblances s'inscrivent dans l'historiographie française et américaine. L'exclusion, les problèmes sociaux et l'immigration sont des thèmes récurrents de l'histoire suburbaine européenne<sup>8</sup>, tandis que la participation politique, les centres commerciaux, les

<sup>4</sup> Claude Cabanne, dir., *Lexique de géographie humaine et économique*, Paris, Daloz, 1992, p. 37.

<sup>5</sup> Yves Grafmeyer abonde dans le même sens en parlant plutôt de « l'histoire accumulée », tout en signalant les différences qui peuvent exister dépendant de l'endroit et de la période. (*Sociologie urbaine*, Paris, Nathan, 1994, p. 34.)

<sup>6</sup> Pierre George, « À propos du terme banlieue », dans Marcel Roncayolo et Thierry Paquot, dir., *Villes & civilisations urbaines, XVIII-XXe siècle*, Paris, Larousse, Coll. « Textes essentiels », 1992, p. 521-525.

<sup>7</sup> Jean-Bernard Racine, « L'évolution récente du phénomène périurbain nord-américain. I. Les observations traditionnelles », *Revue de géographie de Montréal*, vol. XXIV, no. 1 (1970), p. 46.

<sup>8</sup> Voir, Guy Bugel, dir., *Peuplements en banlieue*, Coll. « Villes en parallèle », no. 15-16 (juin 1990), 339 p. ; Guy Burgel, « Sur quelques pistes en banlieue », *Villes en parallèle*, no. 11 (octobre 1986), Tome II, p. 269-277 ; Thierry Paquot, « Villes et banlieues, d'hier et d'aujourd'hui », *Études*,

promoteurs immobiliers sont des thématiques typiquement américaines<sup>9</sup>. Il est donc malaisé d'adapter intégralement pour le Québec l'approche et les concepts étasuniens ou européens sans risquer de déformer la réalité. Déjà, les différences à l'échelle nationale sont grandes à cet égard.

En premier lieu, nous tenterons de mesurer l'étendue des travaux sur la banlieue dans l'historiographie canadienne. Puis, nous établirons les différences entre les notions de suburbanisation et d'étalement urbain, nous tirerons les principales conséquences de ces différences, en portant une attention particulière au fractionnement administratif des agglomérations. Finalement, nous jetterons un regard sur l'administration et la politique municipale dans le contexte de croissance urbaine d'après-guerre.

### 1) Bilan historiographique

Tel que le relève Paul-André Linteau, dans sa revue de l'historiographie<sup>10</sup>, il n'existe pas d'ouvrage synthèse sur la suburbanisation au Canada<sup>11</sup>. Bien que l'étalement des

---

(septembre 1991), p. 191-201 ; Michel-Louis Rouquette, « Les faubourgs de la cité », *Cahiers internationaux de Sociologie*, vol. XCI (1991), p. 395-398.

<sup>9</sup> Par exemple, Mark Baldassare, *Trouble in Paradise. The Suburban Transformation in America*, New York, Columbia University Press, 1986, 251 p. ; Robert Cervero, *Suburban Gridlock*, Rutgers, The State University of New Jersey, 1986, 248 p. ; Louis H. Masotti, « The Suburban Seventies », *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, Philadelphia, The American Academy of Political and Social Science, 1975, 218 p. ; Peter O. Muller, *The Outer City : Geographical Consequences of the Urbanization of the Suburbs*, Washington D.C., Association of American Geographers, 1976, 55 p. ; Thomas M. Stanback et Richard V. Knight, *Suburbanization and the City*, Montclair, Allanheld, Osmon & Co. Publishers, 1976, 230 p. ; Thomas Stanback, *The New Suburbanization. Challenge to the Central City*, San Francisco, Westview Press, 1991.

<sup>10</sup> Il s'agit de l'un des rares articles théoriques sur le phénomène suburbain canadien dans une perspective comparative avec les États-Unis. Paul-André Linteau, « Canadian Suburbanization in a North American Context : Does the Border Make a Difference », dans Gilbert I Stelter, dir., *Cities and Urbanization : a Canadian Perspective*, Mississauga, Copp Clark Pitman Ltd., 1990, p. 208-224.

viles en zone suburbaine soit, à ses yeux, la tendance majeure du développement urbain d'après-guerre, cela ne se reflète guère dans la production scientifique canadienne. On retrace tout au plus, une poignée d'études de cas dont les traits communs sont le sujet (les banlieues des grandes villes industrielles), la période (la première moitié du siècle) et l'approche méthodologique (propriété foncière et stratégie de développement); en témoignent les travaux de Linteau, de Jean-Pierre Collin et de Walter Van Nus sur la banlieue montréalaise<sup>12</sup>, ceux de Ross Paterson et de Richard Harris sur l'émergence d'une banlieue torontoise de l'entre-deux-guerres<sup>13</sup> ou, plus récemment, l'étude de Harris et Matthew P. Sendbuehler concernant l'apparition d'une banlieue ouvrière d'Hamilton durant les deux premières décennies du XX<sup>e</sup> siècle<sup>14</sup>.

Ce maigre bilan révèle une méconnaissance du phénomène suburbain au Québec, surtout après la Seconde Guerre mondiale. Une véritable histoire suburbaine du Canada reste à écrire. Cela ne peut se faire sans une approche interdisciplinaire, un décloisonnement des disciplines qui permettrait de mettre en relief cette forme de

---

<sup>11</sup> Tel que celui de Kenneth T. Jackson pour les Etats-Unis (*Cabgrass Frontier*, New York, Orford University Press, 1985, 396 p.) ou sur l'expérience suisse par Angelo Rossi (*La décentralisation urbaine en Suisse*, Lausanne, Presses polytechniques romandes, 1983, 196 p.).

<sup>12</sup> Paul-André Linteau, *Maisonnette. Comment des promoteurs fabriquent une ville (1883-1918)*, Montréal, Boréal Express, 1981; Jean-Pierre Collin, « La Cité sur mesure : spécialisation sociale de l'espace et autonomie municipale dans la banlieue montréalaise, 1875-1920 », *Revue d'histoire urbaine*, vol. XIII, no. 1 (juin 1984), p. 19-34 ; Walter Van Nus, « The Role of Suburban Government in the City-Building Process : The Case of Notre-Dame de Grâce, Québec, 1876-1910 », *Revue d'histoire urbaine*, vol. XIII, no. 2 (octobre 1984), p. 91-103.

<sup>13</sup> Ross Paterson, « The Development of an Interwar Suburb : Kingsway Park, Etobicoke », *Revue d'histoire urbaine*, vol. XIII, no. 3 (février 1985), p. 225-235 ; Richard Harris, « A Working-Class Suburb for Immigrants, Toronto, 1909-1913 », *Geographical Review*, vol. 81, no. 3 (juillet 1991) et « 'Canada's All Right': The Lives and Loyalties of Immigrant Families in a Toronto Suburb, 1900-1945 », *The Canadian Geographer*, vol. 36, no. 1 (printemps 1992).

<sup>14</sup> Voir Richard Harris et Matthew P. Sendbuehler, « Hamilton's East End : the Early Working-Class Suburb », *Le géographe canadien*, vol. 36, no. 4 (1992), p. 381-386 et « The Making of a Working-Class Suburb in Hamilton's East End, 1900-1945 », *Journal of Urban History*, vol. 20, no. 4 (août 1994).

croissance urbaine et de dévoiler la profondeur d'un processus jusqu'ici étudié en surface, de ses fondements spatiaux à ses attaches culturelles, en passant par la structure sociale. Il faut cependant éviter quelques écueils, dont l'influence américaine qui domine le champ des études « suburbaines » et peut inspirer ou légitimer un modèle ou une approche déformant la réalité québécoise. Toutefois, dans l'attente d'un ouvrage synthèse sur le phénomène suburbain, le chercheur n'a souvent d'autres choix que de puiser dans l'historiographie américaine et européenne les observations faites sur la banlieue.

## 2) Étalement urbain et suburbanisation

Les concepts d'étalement et de suburbanisation, bien que proches parents, ne réfèrent pas à la même réalité géographique. Ce sont des mouvements similaires, mus par les mêmes forces, mais dont les résultats diffèrent. Ils correspondent à une consommation grandissante d'espace résidentiel par personne, aux « nouvelles activités économiques en expansion qui sont de plus fortes consommatrices d'espace » et à l'amélioration des moyens de transport qui accroissent les migrations journalières sur de plus grandes distances<sup>15</sup>. Il s'agit, dans les deux cas, du développement urbain au-delà des limites administratives de la ville-centre, caractérisé par la séparation des lieux de résidence et de travail<sup>16</sup>. Les concepts divergent dans le résultat d'un tel déploiement. Nous utiliserons le terme *suburbanisation* pour désigner une continuité dans l'espace bâti par rapport à la ville-

---

<sup>15</sup> Mario Polèse, *op.cit.*, p. 360-361.

<sup>16</sup> Angelo Rossi, *op. cit.*, p. 41.

centre, et l'expression *étalement urbain* pour représenter l'expansion désordonnée de l'espace résidentiel. Dans un cas comme dans l'autre, la réalité décrite ne relève pas d'un plan urbain spécifique, mais de la présence ou non d'un schéma d'aménagement, qu'il soit formel ou tacite. De plus, il ne s'agit pas d'un processus désincarné, soit « la dilatation d'un corps sur un substrat rural amorphe »<sup>17</sup>, mais plutôt d'une urbanisation réorganisant les aires de l'agglomération. Ces changements ne se limitent pas à une reconfiguration spatiale : dans leur évolution, ils entraînent des mutations dans les mécanismes du marché et de l'habitat, ainsi que dans les rapports des individus au pouvoir et à l'espace.

Cette extension du tissu urbain « apparaît comme une conséquence inévitable de l'enrichissement collectif »<sup>18</sup>. Signe de progrès, le développement de la banlieue représente cependant des coûts additionnels dans les infrastructures routières et l'élargissement du périmètre des services publics (eau, électricité, élimination des déchets, etc.). Des charges que les municipalités de banlieue ne sont pas toujours en mesure d'assumer.

Dans un premier temps, nous ferons une description des facteurs qui attirent les individus à s'établir en banlieue. Puis, nous tiendrons compte de la dissociation des lieux de résidence et de travail, à la fois cause et conséquence du peuplement en banlieue. Finalement, nous mettrons en lumière un phénomène associé au développement des zones suburbaines : la multiplication des municipalités.

---

<sup>17</sup> Gilles Ritchot, Guy Mercier et Sophie Mascolo, « L'étalement urbain comme phénomène géographique : l'exemple de Québec », *Cahiers de Géographie du Québec*, vol. 38, no. 105 (décembre

### A) Facteurs de localisation résidentielle

Selon Guy Burgel, le marché du travail influence de moins en moins « la fixation spatiale dans l'agglomération »<sup>19</sup>. De façon plus précise, là où il y avait de grandes entreprises se concentrait la population, tandis qu'aujourd'hui les critères d'établissement sont différents. L'érection de nouveaux logements dans un environnement mieux adapté aux familles est beaucoup plus déterminante. Or, les fondements de l'expansion domiciliaire en banlieue sont de deux ordres : économique et socioculturel.

Elle est d'abord liée à la hausse généralisée du niveau de vie, soit la majoration des salaires qui stimule la consommation de masse, mais surtout la libéralisation du crédit qui favorise l'accès à la petite propriété. À mesure qu'on s'éloigne du centre-ville, le logement est moins dispendieux, mais le transport coûte plus cher en argent et en temps<sup>20</sup>. Cela ne constitue pas un obstacle au développement suburbain, comme le souligne Jean-Paul Brunet, « car le bref allongement de temps de transport [...] coïncide le plus souvent avec l'accession à la propriété d'une maison individuelle »<sup>21</sup>. Par ailleurs, John R. Miron, dans un collectif d'auteurs sur l'évolution du logement au Canada, évoque les différents programmes de logements d'après-guerre qui visent « à promouvoir des objectifs sociaux, comme la

---

1994), p. 267.

<sup>18</sup> Mario Polèse, *op.cit.*, p. 347.

<sup>19</sup> Guy Burgel, « À propos de périphérie urbaine : temporalités, mobilités, mutations », *Peuplements en banlieue*, Coll. « Villes en parallèle », no. 15-16 (juin 1990), p. 12.

<sup>20</sup> Mario Polèse, *op.cit.*, p. 318-322.

<sup>21</sup> Jean-Paul Brunet, « Les rapports entre emploi et résidence », *Villes en parallèle*, no. 10 (juin 1986), p. 169.



redistribution du revenu, l'égalité des chances ou la justice sociale »<sup>22</sup>. L'accès à la propriété devient en quelque sorte un droit pour tous les travailleurs canadiens.

Puis, il y a la recherche d'une meilleure qualité de vie, c'est-à-dire à l'écart des inconvénients de la vie urbaine (bruit, pollution, etc.), qui incite la migration vers des zones plus aérées. Pour Jacqueline Beaujeu-Garnier, le désir de posséder une maison individuelle traduirait cette « nostalgie du contact avec la nature et de la vie rurale »<sup>23</sup>. Toutefois, l'image rustique, avec laquelle les promoteurs immobiliers jouent afin d'attirer de nouveaux clients n'est pas le premier critère de localisation. Tel que le souligne Yves Brunet, le citadin qui s'installe en banlieue « à la recherche d'une vie champêtre et des coûts restreints, a vite fait de se rendre compte que son milieu, qui pouvait avoir conservé certains aspects ruraux à son arrivée, s'est vite transformé »<sup>24</sup>. En revanche, « ces gens venus de la "ville" voudraient bien y retrouver le confort "public" : eau, égouts et surtout pavage »<sup>25</sup>. Ce qui s'avère souvent impossible à court terme étant donné la faible densité dans la zone suburbaine et la présence d'un moins grand nombre de contribuables pour supporter financièrement les équipements collectifs.

---

<sup>22</sup> John R. Miron, « L'évolution du logement au Canada », dans John R. Miron, dir., *Habitation et milieu de vie : l'évolution de logement au Canada, 1945 à 1985*, Montréal & Kingston, McGill-Queen's University Press, 1994, p. 19.

<sup>23</sup> Jacqueline Beaujeu-Garnier, *Géographie urbaine*, Paris, Armand Colin, p. 124.

<sup>24</sup> Yves Brunet, « L'exode urbain, essai de classification de la population exurbaine des Cantons de l'Est », *Le Géographe Canadien*, vol. XXIV, no. 4 (1980), p. 386. Voir aussi David L. Birch, « From Suburb to Urban Place », dans Louis H. Massoti, dir., « The Suburban Seventies », *The Annals of The American Academy of Political and Social Science*, Philadelphie, 1975, p. 25-35.

<sup>25</sup> *Le Nouvelliste*, 5 mai 1962, p. 3.

Finalement, l'essence du lotissement en banlieue est davantage liée à l'accession à la propriété qu'au caractère rural des municipalités de la banlieue<sup>26</sup>. Par exemple, si on considère l'émergence de « working-class suburbs » antérieures à 1945, force est de constater que ces banlieusards ne disposaient pas de ressources financières suffisantes pour faire construire leur maison et acquérir un véhicule moteur. Richard Harris et Matthew Sendbuehler, dans une étude sur une banlieue ouvrière d'Hamilton, soutiennent que les villes canadiennes, dans la première moitié du siècle, sont suffisamment petites pour que les travailleurs fassent le trajet en marchant, de leur domicile en périphérie, à l'usine dans la ville<sup>27</sup>. Par ailleurs, les migrants qui décident de s'établir en banlieue, érigent souvent leur maison eux-mêmes, au lieu de faire affaire avec un entrepreneur.

#### B) Séparation des lieux de résidence et d'emploi

L'expansion du bâti urbain en banlieue se distingue autant par son type d'habitation unifamiliale que par les nouveaux rapports qui se trament entre lieu de résidence et lieu de travail. Le fait que cette division soit cause et résultante de la suburbanisation justifie un traitement particulier. Aux dimensions économiques et socioculturelles déjà mentionnées, la nécessité psychologique de séparer les lieux de résidence et d'emploi inciterait la localisation en banlieue. Selon Jean-Paul Brunet, « il y aurait [...] de fortes résistances psychologiques à la coïncidence entre domicile

<sup>26</sup> Alain Faure, « La ville et sa banlieue. Variations sur le thème de la dépendance. », dans Guy Burgel, dir., *Peuplements en banlieue*, Coll. « Villes en parallèle », no. 15-16 (juin 1990), p. 19.

<sup>27</sup> Richard Harris et Matthew P. Senbuehler, *op.cit.*, p. 383.

et lieu de travail »<sup>28</sup>. C'est ce que Jean-Bernard Racine identifie comme étant les « forces psycho-culturelles » qui, en plus des forces économiques, font muer le marché immobilier<sup>29</sup>. La fonction résidentielle domine donc la zone suburbaine.

En contrepartie, la ville devient progressivement un « foyer de rassemblement temporaire »<sup>30</sup>, où se croisent des gens qui vont travailler, d'autres qui profitent de l'éventail des produits et services qu'ils n'ont pas en banlieue. Une fois ces tâches accomplies, ils refluent habituellement vers la zone suburbaine. Cela entraîne d'importantes conséquences économiques. Le risque de déclencher le dépérissement du centre-ville, par exemple. En effet, l'équilibre qu'assurent « les migrations d'achat journalières ou hebdomadaires » dans la ville-centre est menacé par la prolifération de commerces sur les principaux axes de pénétration de la banlieue et par l'érection de centres commerciaux bénéficiant de grands espaces en zone suburbaine. Enfin, l'évolution des transports, des moyens de communications et la généralisation de la motorisation individuelle contribuent à la séparation utilitaire de ces lieux.

### C) Multiplication des entités administratives

La municipalité constitue une entité politique indépendante, un « centre de pouvoir autonome » et décentralisé, non pas un territoire fermé, ni une institution évoluant en vase clos. C'est pourquoi, pour paraphraser Michel Grésillon, *il faut considérer l'agglomération comme un tout, et chaque municipalité comme une part*

---

<sup>28</sup> Jean-Paul Brunet, *op. cit.*, p. 171.

<sup>29</sup> Jean-Bernard Racine, « L'évolution récente du phénomène périurbain nord-américain. II. Les prémices d'un nouveau style de vie », *Revue de géographie urbaine*, vol. XXIV, no. 2 (1970), p. 150.

de l'ensemble<sup>31</sup>. La période 1945 à 1975 est particulièrement marquante pour le développement des grandes et moyennes agglomérations au Québec. La densification de la zone suburbaine engendre un phénomène important : la multiplication des entités administratives.

Dans un premier temps, la création de nouvelles municipalités est attribuable à la politique de reconnaissance du régime municipal québécois « qui s'est faite selon un processus d'addition plutôt que selon un processus de regroupement ou de fusion pour répondre à des besoins nouveaux »<sup>32</sup>. En 1945, le Québec compte 1517 municipalités. Dix ans plus tard, on en dénombre 1640. En 1965, elles sont quarante de plus, pour fléchir à 1574 en 1974<sup>33</sup>. La suburbanisation amplifie le phénomène, en contribuant à l'épanouissement de municipalités de banlieue relativement modestes, dont les dirigeants considèrent l'augmentation démographique comme un encourageant signe de progrès<sup>34</sup>; et cela, en dépit de l'augmentation des coûts en infrastructures de base, de l'incoordination des plans d'aménagement et de l'impossibilité de réaliser des économies d'échelle. La non-intervention gouvernementale est donc en partie responsable de l'accroissement du nombre de corporations municipales.

---

<sup>30</sup> Jacqueline Beaujeu-Garnier et Georges Chabot, *Traité de géographie urbaine*, Paris, Armand Colin, 1963, p. 396.

<sup>31</sup> Michel Grésillon, « La ville et nous géographes (en 1995) », *L'information géographique*, no. 60 (1996), p. 85.

<sup>32</sup> Guy Lord et Daniel Chénard, *Les structures politiques et administratives des municipalités urbaines du Québec*, Montréal, Centre de recherche en droit public / Université de Montréal, 1974, p. 17.

<sup>33</sup> Bureau de la statistique du Québec, *Annuaire statistiques*, 1946, 1956-57, 1964-65, 1977-78.

<sup>34</sup> C'est une constante dans la suburbanisation nord-américaine, l'accroissement de la population est considérée comme un signe de prospérité, bien qu'elle ne présente pas une augmentation proportionnelle des secteurs industriel et commercial. Voir James Borchert, « Residential City Suburbs : the Emergence of a New Suburban Type, 1880-1930 », *Journal of Urban History*, vol. 22, no. 3 (mars 1996), p. 302 et Harold Kaplan, « Development Problems in Suburban Municipalities » in

À force d'adapter le régime municipal aux besoins des municipalités par diverses mesures de soutien financier et de dérogations législatives, le gouvernement provincial encourage la viabilité de petites localités<sup>35</sup>. Comme le signale Mario Polèse, à mesure que l'État se désengage financièrement, « l'autonomie politique des collectivités locales [reste], en bout de ligne, largement tributaire de leur accès à des sources propres de revenu »<sup>36</sup>. D'ailleurs, c'est souvent le problème des municipalités de banlieue qui, bien que connaissant une croissance démographique rapide, sont dépourvues d'industries et de commerces générant des apports fiscaux intéressants. Mais le gouvernement donnera aux corporations de nouveaux outils (ex. : Loi des fonds industriels – 1961), autant de portes de sorties aux projets d'annexion ou de regroupement. Qui plus est, la politique de régionalisation menée parallèlement par le gouvernement fédéral durant les années 1960 et 1970 est caractérisée par la dispersion territoriale des activités gouvernementales afin, entre autres, de « favoriser un développement urbain mieux équilibré à travers le pays en accélérant la croissance économique des petites collectivités urbaines en les rendant plus attrayantes pour les investisseurs du secteur privé »<sup>37</sup>. Cette valorisation des « petites collectivités » se manifeste particulièrement en banlieue.

---

Ralph R. Krueger et R. Charles Bryfogle, *Urban Problems : a Canadian Reader*, Toronto/Montréal, Holt Rinehart and Winston Ltd., p. 132.

<sup>35</sup> Gilles Ferréol l'observe aussi sur le territoire français : « la décentralisation met en place des conditions institutionnelles propices à l'expression renouvelée des particularismes locaux, [mais] cela n'implique pas pour autant l'abandon du principe de péréquation des finances publiques : les demandes de crédits ou de subventions n'ont jamais été aussi fortes! ». (« Espace administré et espace vécu. Une mise en perspective », dans *Géographie sociale. Dynamiques urbaines*, Angers, URA-CNRS, 1991, p. 235.)

<sup>36</sup> Mario Polèse, *op.cit.*, p. 240.

<sup>37</sup> Pierre Bruneau, *Les villes moyennes au Québec : leur place dans le système socio-spatial*, Sillery, Presses de l'Université du Québec, 1989, p. 8.

De plus, on ne peut soustraire à cette dynamique l'effet d'une certaine résistance administrative incarnée par les fonctionnaires et les élus municipaux. Jean-Bernard Racine explique en ces mots les fondements de cette opposition :

...on ne peut imaginer que des administrateurs et des élus, dont la carrière est justement fondée sur la multiplication des entités administratives, se fassent volontairement et spontanément hara-kiri, d'autant plus que les disparités de tous ordres, formelles et fonctionnelles, économiques, sociales, juridiques, parfois démographiques et éthiques, souvent politiques, avouables ou non, héritées d'une croissance spontanée dans le cadre de la politique du laisser-faire et du laisser-aller, sont telles que les heurts d'intérêt paraissent à jamais inconciliables<sup>38</sup>.

Dans une étude comparative des instances des agglomérations urbaines dans le monde parue à la fin des années 1960, un groupe de chercheurs sous l'égide du Ministère des affaires municipales identifie les principaux problèmes de fonctionnement interne. Il met l'accent sur le fractionnement administratif à l'intérieur de l'agglomération et les relations, parfois difficiles, entre les constituantes : d'une part, l'impossibilité pour les petites municipalités de fournir des services adéquats et le refus des villes plus prospères à se laisser intégrer pour venir en aide à des localités en moins bonne position financière. D'autre part, l'apparition de tensions entre les municipalités qui cherchent de plus en plus à se développer et celles, plus modestes, qui veulent préserver leur indépendance. Les auteurs signalent une autre tendance : la recherche des corporations municipales à planifier leur développement afin d'y recevoir maisons, industries et commerces, en laissant peu de

---

<sup>38</sup> Jean-Bernard Racine, « II. Les prémices d'un nouveau style de vie », *op.cit.*, p. 161.

place pour les investissements moins productifs, tels que les habitations à loyer modique<sup>39</sup>.

TABLEAU 1  
SOLUTIONS À LA MULTIPLICATION DES ENTITÉS ADMINISTRATIVES

Solutions	Avantages	Inconvénients
Annexion <sup>40</sup>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ élargissement de la base administrative, financière et des services;</li> <li>■ services à ceux qui n'en avaient pas;</li> <li>■ développement de nouveaux territoires.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ projet inapplicable aux limites d'un autre état ou région administrative;</li> <li>■ résistance des annexés qui craignent les impacts négatifs;</li> <li>■ incitation pour certaines constituantes à s'incorporer, comme réflexe de défense contre l'annexion.</li> </ul>
Fusion <sup>41</sup> ou regroupement municipal	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ même avantages que l'annexion;</li> <li>■ élargissement de la base de financement des services, gestion et planification;</li> <li>■ réduction des municipalités et décisions prises par les représentants directs de la population.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ inapplicable aux limites d'un autre état ou région administrative;</li> <li>■ municipalités prospères ne veulent pas partager;</li> <li>■ résidents, élus, fonctionnaires et groupes de pression craignent de perdre leur identité, leur pouvoir et leur force politique.</li> </ul>
Ententes inter-municipales	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ facilitation d'institution, ne modifiant ni les limites, ni l'autonomie des municipalités sur le plan politique;</li> <li>■ élargissement de la base administrative, financière et des services.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ accord sur une base volontaire;</li> <li>■ existe au plan local et non régional;</li> <li>■ permet le maintien de petites municipalités « non-viables », qui se procurent leurs services à rabais.</li> </ul>
Coopération volontaire	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ aucune incidence sur le plan juridico-institutionnel;</li> <li>■ favorise la collaboration et la mise en commun des services;</li> <li>■ application à une grande variété de situation.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ sans pouvoir exécutif ou juridique;</li> <li>■ unanimité des municipalités garante de son efficacité;</li> <li>■ ne garantit pas une distribution équitable des services ou des coûts de fonctionnement.</li> </ul>
Source : Lise Garon, Gérard Hébert et François Poussard, <i>op. cit.</i> , p. 6-8.		

<sup>39</sup> Lise Garon, Gérard Hébert et François Poussard, *Étude comparative des organismes métropolitains*, Québec, Ministère des Affaires Municipales, [s.d.], p. 1-5.

<sup>40</sup> «[Elles] permettent de rattacher le territoire ou une partie du territoire d'une municipalité à celui d'une autre municipalité plus en mesure d'y fournir les services». (Robert Petrelli et Sylvain Dubois, , *Les collectivités territoriales au Québec : une vision d'avenir*. Volet 3 : *Le regroupement municipal au Québec*, Montréal, Comité conjoint UQAM-CSN-FTQ, 1994., p. 31.)

<sup>41</sup> «... un outil de restructuration politique et administrative permettant la mise en commun des ressources humaines, financières et matérielles d'une communauté pour lui assurer une meilleure planification de son développement». (Charles Dubuc, *Les fusions municipales au Québec*, Rapport d'activités dans le cadre de la maîtrise en analyse et gestion urbaines, ENAP – INRS Urbanisation – UQAM, p. 1 cité dans Robert Petrelli et Sylvain Dubois, *op. cit.*, p. 7.)

Les solutions proposées par le groupe de recherche sont l'annexion, la fusion et les ententes intermunicipales. Les principaux enjeux sont la représentation du pouvoir, le coût et la gestion des services, ainsi que l'équité entre contribuables. Il n'y a pas de solution parfaite qui satisfasse l'ensemble des constituantes et cela se joue souvent hors de portée des contribuables, les propositions étant rejetées tout de go par le pouvoir politique.

Ce n'est qu'au début des années 1960 que les législateurs provinciaux s'éveillent aux nouvelles réalités suburbaines. En préconisant le regroupement municipal volontaire, ils s'opposent à l'annexion et au morcellement du territoire des municipalités qui entraînent « un affaiblissement du pouvoir municipal »<sup>42</sup>. Mais l'État tente vainement d'influencer des mécanismes qui dépassent largement la portée de son action. Avec la Loi des fusions volontaires (1965) et la Loi favorisant le regroupement (1971), le gouvernement provincial essaie de promouvoir ce qui apparaît comme une annexion déguisée pour les dirigeants en banlieue. Cela reste, à leurs yeux, un « mécanisme par lequel le “boa gobe la souris” »<sup>43</sup>. Or, ces regroupements visent principalement la consolidation des revenus de municipalités contiguës et l'élargissement de « la gamme des services offerts à la population »<sup>44</sup>. De 1965 à 1971, 91 municipalités sont impliquées dans 39 fusions volontaires. Entre 1971 et 1988, 220 municipalités donnent naissance à 106 nouvelles corporations municipales<sup>45</sup>.

---

<sup>42</sup> *Ibid*, p. 13.

<sup>43</sup> *Ibid*, p. 7.

<sup>44</sup> Alain Baccigalupo, *Système politique et administratif des municipalités québécoises : une perspective comparative*, Montréal, Agence d'Arc, 1990, p. 26.

<sup>45</sup> Robert Petrelli et Sylvain Dubois, *op. cit.*, p. 10.



Une étude, dirigée par Jean Meynaud et Jacques Léveillé du département de science politique de l'Université de Montréal, fait le bilan des regroupements municipaux, incités par la Loi des fusions volontaires en 1965. Elle tire ses conclusions d'une enquête réalisée auprès du personnel politique, administratif et de personnalités locales au sein de municipalités ayant subi le regroupement. S'ils estiment que la fusion favorise l'expansion industrielle, ils n'y voient pas de « pouvoir magique » pour régler les problèmes administratifs, mais plutôt des moyens plus adaptés pour les régler<sup>46</sup>.

En résumé, la suburbanisation vient bouleverser les fonctions dans l'agglomération. Les politiques de reconnaissance et de développement régional du gouvernement fédéral, jusqu'au milieu des années 1960, favorisent la multiplication des entités administratives. Les mesures incitatives au niveau provincial pour en réduire le nombre, afin de rentabiliser les services et de mieux desservir la population, connaissent des résultats mitigés. À défaut d'harmonie et de concertation, les politiques fédérales et provinciales se nuisent mutuellement. La législation favorisant les regroupements municipaux se heurte aussi à une nouvelle fonction publique municipale, qui voit d'un mauvais œil les fusions administratives et/ou politiques, parce qu'elles signifient des compressions dans le personnel et une perte de contrôle dans un champ d'activité ou sur un territoire donné. En définitive, les solutions amenées par l'État provincial n'ont pas réglé les problèmes liés à la multiplication des municipalités, ni même convaincu les acteurs de la véritable source du problème.

---

<sup>46</sup> Jean Meynaud et Jacques Léveillé, *Quelques expériences de fusion municipale au Québec*, Montréal,

### 3) Administration et politique municipales

#### A) Partage du pouvoir

Le gouvernement municipal étant le palier de pouvoir le plus près des citoyens, il permet à un plus grand nombre de participer à l'organisation collective, individuellement ou au sein de mouvements. Par définition le pouvoir public est issu de la population qu'il représente, c'est-à-dire qu'il doit transcender les besoins particuliers afin de satisfaire ceux de la communauté. Mais la prise en charge du développement urbain ne tient pas seulement du conseil municipal : il « relève d'abord et avant tout d'une dynamique politique qui s'interpose entre les acteurs sociaux et le territoire »<sup>47</sup>. Michel Phlipponneau le souligne parfaitement : « À chaque moment de l'évolution urbaine, les caractères nouveaux de la ville vont s'inscrire en strates dans sa morphologie et ses fonctions, dépendent de ceux qui détiennent les différentes formes de pouvoir, politique, religieux, économique »<sup>48</sup>. Ce pouvoir ne s'exerce pas sans ambages, ni sans influences, dont la forme la plus visible est celle que constituent « les impulsions du pouvoir central », lesquelles sont explicites dans la panoplie de lois et de procédures légales<sup>49</sup>. Administrer c'est aussi choisir et prévoir : cela ne se fait pas en vase clos, mais plutôt en fonction d'échanges constants avec le milieu et les différents types d'intervenants.

Parfois, un groupe de citoyens aux intérêts communs s'organise en mouvement, en association, afin d'agir sur la gestion urbaine. On peut citer, par

---

Éditions Nouvelles Frontières, 1972, p. 106.

<sup>47</sup> Gilles Ritchot, Guy Mercier et Sophie Mascolo, *op. cit.*, p. 276.

<sup>48</sup> Michel Phlipponneau, « Pouvoir municipal et géographie urbaine », *Travaux de l'Institut de géographie de Reims*, no. 29-30, 1977, p. 32

<sup>49</sup> Marcel Roncayolo, *La ville et ses territoires*, Paris, Gallimard, p. 79.

exemple, les Chambres de commerces ou les organisations ouvrières, syndicats et coopératives, qui bénéficient souvent d'une plus grande liberté d'intervention ou d'action que les conseils municipaux. Parallèlement aux institutions municipales, ces associations participent à « l'encadrement territorial de la population »<sup>50</sup>. Elles servent aussi bien à renforcer le milieu, en favorisant les échanges, les interconnaissances, qu'à permettre l'affirmation d'un sentiment d'appartenance, en plus d'assurer la pérennité de la communauté. L'absence de tels groupes peut traduire le manque d'intérêt de la population envers la chose municipale ou révéler le faible degré de solidarité.

Outre l'État et les groupes communautaires, les agents privés (chef d'entreprise, propriétaires fonciers, etc.) « jouent un rôle fondamental dans l'évolution des structures économiques et dans la morphologie elle-même »<sup>51</sup>. De l'objectivité altruiste on passe à la subjectivité intéressée, aux *desiderata* qui touchent un groupe restreint, mais qui sont souvent les seuls échos de la vie urbaine. Dès lors, peut-on s'étonner que, tenant le devant de la scène, ils « reçoivent une écoute attentive des élus municipaux »<sup>52</sup> ? Néanmoins, tous ces groupes, bien que contraignant la liberté d'action des conseils municipaux, sont l'expression d'une plus grande démocratie locale.

Par ailleurs, les nouveaux rapports s'instituant entre le technique et le politique transforment le fonctionnement de l'administration municipale. Auparavant, le rôle du maire s'avérait prépondérant. Selon Baccigalupo, il n'est pas « simple

---

<sup>50</sup> *Ibid*, p. 154.

<sup>51</sup> Michel Phlipponneau, *op. cit.*, p. 35. Voir aussi Yves Grafmeyer, *op. cit.*, p. 98-99.

préfet de discipline [...], mais bel et bien un personnage doté d'une autorité considérable chargé de veiller au bon fonctionnement de sa municipalité »<sup>53</sup>. Le cadre juridique confère au maire, à la fois « instigateur et inspirateur des politiques municipales », d'importants pouvoirs qui en font « le pivot du système politico-administratif local »<sup>54</sup>. Qui plus est, le mode de scrutin, par tous les citoyens habilités à voter, fait en sorte qu'il est l'unique représentant de la municipalité entière.

À mesure que les municipalités s'urbanisent, de nouveaux besoins naissent, commandant d'autres services et souvent une main-d'œuvre spécialisée. Désormais, les décisions prises par le conseil s'appuient sur des bases différentes. Il s'entoure d'administrateurs, de spécialistes et de techniciens « imposants leurs rationalités »<sup>55</sup>. Avec le système de gérance, en particulier, qui connaît du succès depuis le début du XX<sup>e</sup> siècle, les décisions ayant reçu l'aval des professionnels semblent des choix rationnels plutôt que politiques, donc peu discutables. L'avis technique dont s'enquiert la gestion urbaine se révèle « un nouveau type de pouvoir, développé sous un contrôle plus ou moins effectif »<sup>56</sup>.

En effet, dans l'administration municipale, se côtoient de plus en plus deux groupes distincts : les élus municipaux et la fonction publique locale. Baccigalupo, fait une sous-catégorisation de ces fonctionnaires en séparant le personnel municipal

---

<sup>52</sup> François Hulbert, *Essai de géopolitique urbaine et régionale : la comédie urbaine de Québec*, 2<sup>e</sup> éd., Laval, Méridien, p. 20.

<sup>53</sup> Alain Baccigalupo, *op. cit.*, p. 172.

<sup>54</sup> *Ibid.*, p. 173.

<sup>55</sup> Marcel Roncayolo, *op. cit.*, p. 157.

<sup>56</sup> *Idem.*.

salarié, au sens légal<sup>57</sup>, et le personnel « non-salarié », soit les officiers municipaux et les cadres supérieurs. Les uns sont en proie à une uniformisation de fonction et de traitement avec la progression du syndicalisme municipal, les autres sont enclins à une politisation accrue, en dépit de leur neutralité apparente<sup>58</sup>. Ainsi, « raison politique et raison technicienne » sont impliquées dans différents types de relations (subordination, concertation, connivence, etc.) ayant une incidence sur le fonctionnement de la municipalité et l'orientation de son développement<sup>59</sup>. Au Québec, « il y a maintenant plus de cartes qu'autrefois entre les mains des responsables locaux pour opérer une nouvelle donne de la vie urbaine »<sup>60</sup>. Toutefois, cette rationalisation de l'administration municipale peut produire une déresponsabilisation des édiles et enrayer la participation des habitants aux changements dans l'espace suburbain<sup>61</sup>.

#### B) Administration traditionnelle et moderne

La municipalité, issue de la décentralisation de l'État central, dispose d'une certaine latitude dans la fourniture ou non de services. Alain Baccigalupo élabore une classification des administrations municipales relative à l'éventail des fonctions qu'elles endossent : l'administration traditionnelle ou gendarme et l'administration

<sup>57</sup> C'est-à-dire, « toute personne qui travaille pour un employeur moyennant rémunération, à l'exception des cadres ». (Alain Baccigalupo, *op. cit.*, p. 245.)

<sup>58</sup> *Ibid.*, p. 263.

<sup>59</sup> Yves Grafmeyer, *op. cit.*, p. 100.

<sup>60</sup> Marie-Geneviève Dézès, « Stratégie d'entreprises, mutations technologiques, politiques urbaines. Analyse synthétique des débats », *Villes en parallèle*, no. 11 (octobre 1986), p. 275.

<sup>61</sup> Yves Grafmeyer, *op. cit.*, p. 101.

municipale moderne ou providence<sup>62</sup>. Il ne s'agit pas d'une typologie opposant deux styles de gestion, mais plutôt deux niveaux d'action différents, l'un de base, l'autre étendu, qui peuvent cohabiter simultanément au cœur d'une même administration.

D'abord, l'administration municipale traditionnelle ou gendarme constitue le fondement de toutes corporations. On retrouve les services qu'elle regroupe sous une forme ou une autre dans chaque municipalité québécoise, qu'ils soient proposés par la corporation ou le fruit d'une entente intermunicipale. Dans les plus petites municipalités, ils sont condensés entre les mains d'un ou deux fonctionnaires ; dans les plus grandes, ils font l'objet de départements particuliers qui emploient plusieurs personnes. Baccigalupo fait une distinction plus poussée entre les services horizontaux, constitués du cadre administratif de la municipalité (direction générale, secrétariat, finances, personnel, etc.), et verticaux, c'est-à-dire « l'ensemble des services offerts à la population dès les premiers temps du développement des institutions municipales » (sécurité publique, travaux publics, cour municipale)<sup>63</sup>.

Ensuite, il entend par administration municipale moderne ou providence la pénétration des gouvernements locaux dans les secteurs économiques (marchés publics, promotion touristique, promotion industrielle et commerciale, etc.), social, culturel (loisirs, patrimoine, etc.) et environnemental (écologie, aménagement et urbanisme). Elle s'inscrit généralement dans une importante phase de développement urbain. Cette dimension se superpose à l'administration traditionnelle à un certain moment de leur développement, et ne peut se réaliser que dans un certain contexte légal et historique. Alain Baccigalupo y fait implicitement référence, en soulignant les

---

<sup>62</sup> Alain Baccigalupo, *op. cit.*, p. 291.

différences entre les municipalités situées sous et au-dessus de certains seuils démographiques<sup>64</sup>. Ces mutations s'inscrivent aussi dans un cadre légal distinct puisqu'elles correspondent au changement de municipalités de village ou de paroisse, régies par le Code municipal (depuis 1870-71), en villes ou en cités, régies par la Loi des cités et villes (depuis 1903)<sup>65</sup>.

En effet, dans le contexte de la suburbanisation rapide d'après-guerre, qui touche non seulement les grandes villes, mais également les petites et moyennes agglomérations, le Code municipal, mieux adapté aux corporations municipales rurales, ne convient plus aux nouvelles conditions urbaines. De deux choses l'une : soit que les municipalités de village ou de paroisse retardent leur incorporation en cités ou villes, afin de bénéficier plus longtemps du soutien de l'État, mais restent contraintes au plan des initiatives locales (administration traditionnelle); ou bien elles acquièrent un nouveau statut (cités ou villes) et disposent ainsi de pouvoirs décentralisés en matière d'intervention locale (administration moderne). Cette dernière option s'inscrit dans la recherche d'une meilleure prise sur leur développement, caractérisé par une croissance spontanée et par le fossé grandissant entre l'augmentation de la population d'une part, le financement et la disponibilité des services collectifs d'autre part. Cela se traduit par une politique municipale plus interventionniste, soucieuse d'orienter, de stimuler ou d'entraver certains mécanismes économiques, culturels et sociaux.

---

<sup>63</sup> *Ibid*, p. 300.

<sup>64</sup> Au début du XX<sup>e</sup> siècle, le Code municipal et la Loi des cités et villes établissaient à moins de 2 000 le nombre d'habitants dans les municipalités rurales, entre 2 000 et 6 000 celui des villes et à plus de 6 000 la population des cités. (*Ibid*, p. 21).

### C) Politique municipale

Comme nous l'avons vu précédemment, le pouvoir se partage entre les instances formelles (institutions municipales), les acteurs locaux (associations, groupes de pression) et les agents privés (promoteurs, constructeurs, etc.). La politique municipale correspond à la mise en œuvre de ce pouvoir en épousant diverses formes : construction, planification, organisation, promotion, etc. Gérard Divay en donne une brève définition, soit « l'ensemble des décisions relatives aux services municipaux »<sup>66</sup>. Toutefois, la plupart des géographes et des sociologues qui se sont penchés sur la problématique urbaine relativisent le rôle du gouvernement municipal dans le processus de prise de décision<sup>67</sup>. C'est-à-dire que, même en étant indépendantes administrativement, les corporations municipales entretiennent des échanges constants avec le gouvernement central, qui influence, dicte et se substitue même parfois aux initiatives locales. Si le pouvoir n'émane pas uniquement du conseil, sa finalité est également exposée aux interventions extérieures.

Or, dans quelle mesure une action est véritablement issue de la politique municipale, plutôt que l'expression d'un mouvement plus global ? L'incidence du gouvernement provincial intervient à plusieurs niveaux, et il est difficile d'y soustraire les affaires locales. Il exerce d'abord un contrôle dans tous les aspects de la vie municipale, établie dans un cadre légal, le Code municipal et la Loi des cités et

---

<sup>65</sup> La Loi des cités et villes (1903) « délimite nettement la frontière entre le monde urbain et le monde rural ». (Diane Saint-Pierre, *L'évolution municipale du Québec des régions*, Sainte-Foy, UMRCQ, 1994, p. 228).

<sup>66</sup> Gérard Divay et Claude Castonguay, *Les niveaux de services municipaux au Québec*, Montréal, I.N.R.S. – Urbanisation, 1974, p. 70.

<sup>67</sup> « La notion de politique urbaine réunit à la fois les choix effectués par l'autorité locale et les incitations et les refus parfois constitués en stratégie des autorités centrales ». Marcel Roncayolo, *op. cit.*, p. 159.



villes. Ainsi, pour toute transgression ou mesure d'exception, les municipalités doivent s'adresser à la législature provinciale et faire adopter un projet de loi privé. L'État est également instigateur de développement. Yves Grafmeyer donne l'exemple de la politique nationale du logement<sup>68</sup>, mais on pourrait également mentionner la création, par le gouvernement, de zones désignées caractérisées par un renforcement des mesures incitatives à l'implantation industrielle et commerciale. L'État, enfin, est agent de développement lorsqu'il procède à une décentralisation de ses activités administratives, créant ainsi de l'emploi et stimulant l'activité économique d'une municipalité donnée.

#### a) la politique municipale et l'urbanisation

Sous l'effet de la suburbanisation, l'objet fondamental de la politique municipale, soit pourvoir aux services municipaux, devient un problème important. Marie-Geneviève Dèzès dépeint parfaitement les contraintes auxquelles les édiles font face : « orientés à la fois par les préoccupations financières des gestionnaires, et les options sociales d'hommes politiques qu'ils sont en tant qu'élus, [leurs] stratégies de développement sont évidemment plus ou moins fructueuses suivant le contexte économique »<sup>69</sup>. Au lieu d'atténuer la situation, l'accroissement démographique accentue le déséquilibre entre les besoins d'une collectivité locale et les ressources limitées pour les combler. Jacqueline Beaujeu-Garnier décrit avec réalisme

---

<sup>68</sup> Yves Grafmeyer, *op. cit.*, p. 101.

<sup>69</sup> Marie-Geneviève Dèzès, *op. cit.*, p. 275

« l'affrontement dialectique » entre les besoins des citoyens et les préoccupations des décideurs locaux<sup>70</sup>.

L'approvisionnement en eau, par exemple, est un des enjeux majeurs de la suburbanisation<sup>71</sup>. Harold Kaplan, dans une perspective canadienne, pointe du doigt le manque de contrôle sur l'expansion domiciliaire en banlieue. L'incapacité de planifier le déploiement résidentiel dès les premiers moments déstabilise les services publics. L'auteur suggère de restreindre l'émergence de nouveaux secteurs domiciliaires, jusqu'à ce que la population résidente soit convenablement desservie<sup>72</sup>. Pour les décideurs locaux, qui voient dans la croissance de la construction résidentielle un signe de prospérité, la solution suggérée est rétrograde. Par ailleurs, l'application de mesures de planification exige un personnel technique qualifié, une lacune souvent observée dans les municipalités de banlieue à croissance rapide. De plus, ce genre d'initiative rencontre beaucoup d'opposition, car elle exige un minimum d'investissements et les ressources sont limitées. Au bout du compte, pour nombre d'élus et de contribuables, les politiques d'urbanisme ne constituent pas une priorité<sup>73</sup>. C'est pourquoi le rythme d'expansion et le schéma d'aménagement sont largement tributaires des agents privés dans les municipalités de banlieue, bien que les conseils municipaux aient le dernier mot en cette matière.

---

<sup>70</sup> Jacqueline Beaujeu-Garnier, *op. cit.*, p. 240.

<sup>71</sup> Sur le problème de l'eau, voir Jacqueline Beaujeu-Garnier, *op. cit.*, p. 198-200.

<sup>72</sup> Harold Kaplan, *op. cit.*, p. 128.

<sup>73</sup> « Attempts to cut the budget for road repair, school construction, or police protection would meet with organized opposition from the community. But the service provided by planners is much less tangible and less clear to most local politicians and the people who elect them ». Harold Kaplan, *op. cit.*, p. 131-132.

À défaut de fonds suffisants pour amortir le coût des services publics de base, les décideurs locaux cherchent à varier leurs sources de revenus plutôt que de limiter le développement de leur municipalité. Souvent, les villes de banlieue s'endettent pour des équipements dits productifs (ex. : parc et fonds industriels), c'est-à-dire d'éventuels générateurs de gains susceptibles de diversifier leurs activités, afin de financer les équipements improductifs, ceux relatifs à l'expansion résidentielle<sup>74</sup>. Les investissements privés, issus de capitaux locaux (fortunes privées, organismes financiers locaux, taxes et impôts), sont « plus attentifs aux besoins de la ville, plus solidement ancrés mais plus conservateurs, moins ouverts. La ville peut ajouter à ses disponibilités locales des fonds supplémentaires acquis par emprunts, par prêts qu'elle administre au mieux mais dont elle doit payer les intérêts ». Le financement exogène est plus intéressé au profit. Ces capitaux sont utilisés « en fonction de considérations politiques ou techniques qui échappent souvent au pouvoir local et, s'ils sont agents de dynamisme, ils peuvent aussi ébranler dangereusement l'équilibre local soit par leur arrivée, soit par leur disparition brutale »<sup>75</sup>. Ce qui donne naissance au paradoxe évoqué par Kaplan : la plupart des contribuables en zone suburbaine désirent la venue d'industries créant des emplois et allégeant leur fardeau fiscal; cependant aucun ne veut d'industries bruyantes et polluantes dans son quartier<sup>76</sup>.

---

<sup>74</sup> Jacqueline Beaujeu-Garnier, *op. cit.*, p. 240.

<sup>75</sup> *Ibid.*, p. 241.

## b) l'autonomie municipale

Force est de constater qu'en banlieue, l'équipement collectif de base ne suit pas l'accroissement démographique. Thomas M. Scott aborde la question du coût des services sous l'angle de la banlieue résidentielle. À l'instar de Mario Polèse, il établit un lien entre la viabilité économique et politique. Manifestement, les dirigeants ne sont confrontés aux questions de survie que lorsque les limites des revenus générés par leur structure économique, à prépondérance domiciliaire, sont atteintes. Il constate cependant qu'au lieu d'intégrer la ville-centre « [to] face their common and related problems together, within the framework of new and more appropriate urban political institutions », les municipalités de banlieue sont à la recherche d'une plus grande autonomie. Se basant essentiellement sur les travaux d'Oliver P. Williams, il associe cette attitude au mode de vie en banlieue, plus précisément à la tranquillité et la possibilité de participer au pouvoir : « William's conclusion – and this may be the key to understanding the politics of metropolitan governance for the remainder of the century – is that suburbanites will work hard to protect access to, and control over, life-style decisions »<sup>76</sup>. En ce sens, le « contrôle de l'espace urbain » n'est pas le premier effet recherché ou une finalité en soi. Ce qui compte vraiment, c'est plutôt la préservation de l'autonomie municipale qui mène à ce « contrôle ». Vision utopique, Mario Polèse la définit comme la maîtrise absolue, par les municipalités, de leur base fiscale et de la prestation des services<sup>78</sup>. Considérant le cadre légal dans lequel évolue

---

<sup>76</sup> Harold Kaplan, *op.cit.*, p. 129.

<sup>77</sup> Thomas M. Scott, « Implications of Suburbanization for Metropolitan Political Organization », dans Louis H. Massoti, dir, « The Suburban Seventies », *Annals of The American Academy of Political and Social Science*, Philadelphie, 1975, p. 42.

<sup>78</sup> Mario Polèse, *op. cit*, p. 236.

les municipalités québécoises, leur autonomie ne peut être relative qu'à l'exercice ou non d'activités prescrites par la loi, ainsi qu'à leur pouvoir limité de taxation. Dès lors, les collectivités locales maintiennent un lien de dépendance fiscal (ex. : paiement de péréquation) et logistique (ex. : services sociaux), « qui est le plus sûr agent de soumission des villes à la politique de l'État »<sup>79</sup>. C'est pourquoi la question de la dépendance de la banlieue doit de plus en plus être ~~considérée~~ <sup>considérée</sup> dans ses rapports avec l'État central plutôt qu'avec la ville-centre<sup>80</sup>. Ainsi, les municipalités de banlieue préservent leur autonomie, dans la mesure où elles exercent les pouvoirs mis à leur disposition et qu'elles recourent à leurs propres sources de revenu, dans le cadre plus ou moins rigide du régime municipal québécois.

### Conclusion

En somme, l'administration municipale est un intermédiaire entre les paliers supérieurs de gouvernement et les citoyens. Son fonctionnement est le fruit d'une intense interaction avec son milieu. Elle est de ce fait l'instance la plus près des contribuables. L'accessibilité caractérise l'administration municipale, où il se trouve moins d'intermédiaires entre le citoyen et le comité exécutif. Réciproquement, elle représente un groupe d'individus vivant sur un même territoire, au niveau fédéral et provincial. Quant aux agents privés, ils détiennent une place de choix sur l'échiquier municipal : ils font plus que revendiquer, ils promettent le développement. Le pouvoir municipal « est limité par celui qu'exerce l'État et en système capitaliste libéral par

---

<sup>79</sup> Jacqueline Beaujeu-Garnier, *op. cit.*, p. 244.

les détenteurs du capital, propriétaires fonciers et entreprises »<sup>81</sup>. En fait, il est une cohabitation de forces diverses, perméable aux influences et aux changements. Toutefois, la mise en place au niveau local d'une fonction publique, cette nouvelle forme de pouvoir légitimée par le savoir, vient modifier ces rapports, tout en intégrant à la gestion les notions de productivité, de rentabilité et d'efficacité. Cela s'inscrit dans le passage d'une administration traditionnelle, offrant les services de bases, à une administration moderne, qui intervient dans de nouveaux champs de compétence (ex. : loisirs, promotion industrielle)<sup>82</sup>. Par contre, le fossé se creuse entre la volonté des gouvernements à regrouper les municipalités, ou à rentabiliser les infrastructures existantes, et les corporations municipales qui cherchent de plus en plus à développer des services spécifiquement adaptés aux besoins locaux. Bien que l'influence du gouvernement se fasse sentir dans la gestion locale, le conseil municipal conserve suffisamment de latitude pour ne pas être qu'un pion entre les mains de l'État. Ainsi, les édiles doivent maintenir un équilibre entre les ressources et les besoins, et pour cette raison établir une stratégie de développement local. Dans les municipalités de banlieue, l'augmentation démographique, d'abord considérée comme un signe de progrès, crée une tension qui menace ce fragile équilibre. À défaut de limiter leur expansion, les dirigeants, secondés d'une nouvelle technocratie, cherchent plutôt des

---

<sup>80</sup> Sur le lien de dépendance, voir Alain Faure, « La ville et sa banlieue. Variations sur le thème de la dépendance », dans Guy Burgel, dir., *Peuplements en banlieue*, coll. « Villes en parallèle », no. 15-16 (juin 1990), p. 16-21.

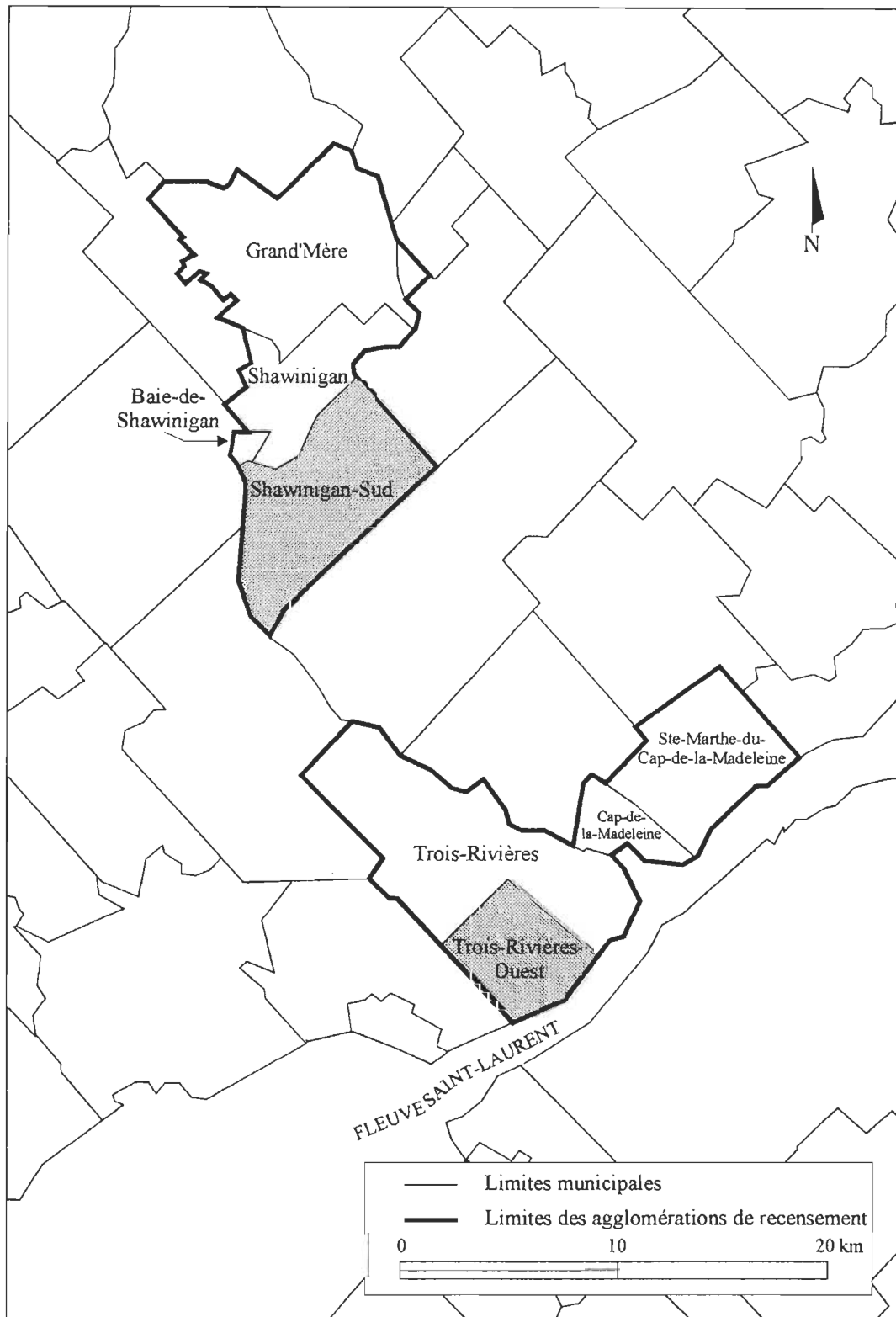
<sup>81</sup> Michel Phlipponneau, *op. cit.*, p. 32.

<sup>82</sup> Il s'agit d'un mouvement plus vaste qu'Alain Baccigalupo identifie comme « le rationalisme technocratique de la Révolution tranquille ». (Alain Baccigalupo, *op. cit.*, p. 88). Il se manifeste au sein d'autres institutions. Yvan Rousseau et Roger Levasseur montre bien, dans leurs travaux sur le mouvement Desjardins, les nouveaux rapports de force qui s'établissent entre les différents acteurs à l'arrivée de spécialistes et de nouveaux cadres. (Yvan Rousseau et Roger Levasseur, *Du comptoir au réseau financier. L'expérience historique du mouvement Des jardins dans la région du Centre du Québec, 1909-1970*, Montréal, Boréal, 1995, 388 p.)

moyens de diversifier les activités sur leur territoire. En bout de ligne, il en va de leur autonomie politique.

# Carte 1

## Localisation de Shawinigan-Sud et de Trois-Rivières-Ouest dans leur agglomération de recensement



Source : Région 04 : Mauricie-Bois-Francs (partie sud), [s.l.n.d.].



## **CHAPITRE 2**

### **LE DÉVELOPPEMENT (1945-1974)**

L'essor des banlieues à l'étude entre 1945 et 1974 s'inscrit dans le développement spectaculaire des superficies urbaines en Amérique du Nord. La conjoncture économique favorisant les investissements et l'achat de biens durables, les contracteurs et promoteurs immobiliers exploitent à fond ces circonstances, d'autant plus qu'il y a pénurie de logements depuis 1940. Cette situation permet l'émergence des municipalités de Shawinigan-Sud et Trois-Rivières-Ouest, qui subissent alors d'importantes mutations physiques sous l'effet de l'urbanisation de la région. Leurs profils socio-économiques au début et à la fin de la période sont si différents qu'il est difficile de croire qu'il s'agit de la même municipalité. Quelle est la situation de l'une et l'autre en début de période ? Comment ont-elles évolué ? Et sous l'effet de quels facteurs ? C'est dans cette perspective que nous nous penchons sur le développement des municipalités de Shawinigan-Sud et Trois-Rivières-Ouest, afin d'en déterminer la forme, le rythme et l'intensité.

Pour ce faire, nous dresserons d'abord un portrait socio-économique des deux municipalités. Cela nous permettra d'identifier la position qu'occupent Shawinigan-Sud et Trois-Rivières-Ouest dans leur agglomération respective. Ensuite, nous mettrons en relation l'expansion physique et l'intervention des gouvernements locaux en matière de logement, de transport et d'équipements collectifs de base afin de

mettre en évidence leur influence dans ces domaines. Finalement, nous considérerons l'évolution de l'administration municipale et tenterons de mesurer la variation des autres secteurs sur la structure administrative et les finances locales, c'est-à-dire sur la capacité pour ces municipalités de gouverner et de contrôler leur propre développement.

### 1) Caractéristiques des agglomérations de Shawinigan et de Trois-Rivières

Pour percevoir clairement le rôle et la vocation des municipalités de Shawinigan-Sud et Trois-Rivières-Ouest entre 1945 et 1974, il est nécessaire de les replacer dans leur environnement. Un survol de l'évolution des populations de chaque constituante des agglomérations shawiniganaise et trifluvienne nous permet de reconstituer la situation des deux banlieues par rapport aux autres municipalités. Pour ce faire, nous avons considéré les municipalités qui composent les agglomérations de recensement telles que définies en 1971 : d'une part, les municipalités de Shawinigan, Shawinigan-Sud, Grand-Mère et Baie-de-Shawinigan, d'autre part celles de Trois-Rivières, Trois-Rivières-Ouest, Cap-de-la-Madeleine et Ste-Marthe-du-Cap. Par ailleurs, nous avons tenu compte de trois facteurs liés au développement urbain : la population, l'industrie et le commerce. À partir des données des recensements décennaux, nous avons dégagé les caractéristiques propres à chaque municipalité de l'agglomération, en prêtant attention tant aux variations majeures qu'aux fluctuations subtiles.

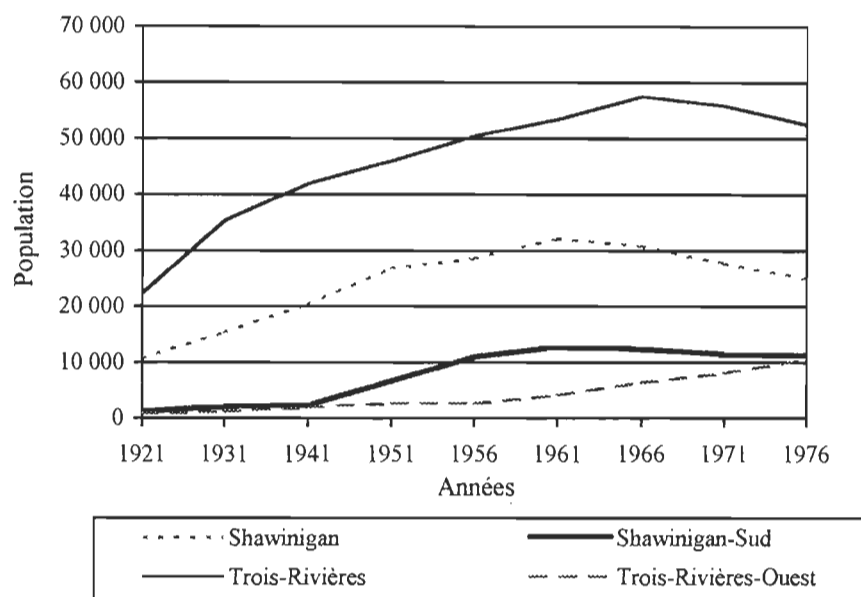
## A) Population

L'étude préliminaire des statistiques permet de constater qu'il y a, en effet, deux périodes distinctes dans l'évolution des populations : 1941-1961 et 1961-1976.

TABLEAU 2 POPULATIONS DES AGGLOMÉRATIONS DE TROIS-RIVIÈRES ET SHAWINIGAN, 1941-1976					
<b>Agglomérations et villes</b>	<b>1941</b>	<b>1951</b>	<b>1961</b>	<b>1971</b>	<b>1976</b>
Agglomération de Shawinigan	32 470	45 862	61 743	57 246	52 707
<i>Shawinigan</i>	20 325	26 903	32 169	27 792	24 921
<i>Grand-Mère</i>	8 608	11 089	15 806	17 137	15 999
<i>Shawinigan-Sud</i>	2 282	6 637	12 683	11 470	11 155
<i>Baie de Shawinigan</i>	1 255	1 223	1 085	847	632
Agglomération de Trois-Rivières	56 790	68 685	86 235	97 930	98 583
<i>Trois-Rivières</i>	42 007	46 074	53 477	55 869	52 518
<i>Cap-de-la-Madeleine</i>	11 961	18 667	26 925	31 463	32 126
<i>Trois-Rivières-Ouest</i>	1 881	2 695	4 094	8 057	10 564
<i>Ste-Marthe-du-Cap-de-la-Mad.</i>	941	1 249	1 739	2 541	3 375
Source : <i>Recensement du Canada</i> , 1941 vol. II, tab. 10; 1951, vol. I, tab. 12a; 1961, vol. 1.2, tab. 19; 1971, vol. 1.1, tab. 9; 1976, vol. 1, tab. 6.					

La première, entre 1941 et 1961, durant laquelle les agglomérations de Shawinigan et Trois-Rivières connaissent des augmentations semblables en valeur réelle, soit un peu plus de 29 000 âmes. Il s'agit d'un accroissement plus appréciable pour celle de Shawinigan, de l'ordre de 90,15 % comparativement à 51,89 % pour celle de Trois-Rivières. Dans l'agglomération shawiniganaise, la municipalité qui connaît alors le bond de population le plus élevé, toutes proportions gardées, est Shawinigan-Sud, avec une progression de l'ordre de 455,78 % depuis 1941. Cependant, la plus grande augmentation en valeur absolue appartient à la ville-centre, Shawinigan, avec près de 12 000 âmes. Dans l'agglomération trifluvienne, durant la

même période, Cap-de-la-Madeleine obtient la meilleure augmentation nette et proportionnelle, avec 15 000 nouvelles âmes, ce qui équivaut à un accroissement de 125,11 %. Pour sa part Trois-Rivières-Ouest maintient une position relativement modeste dans l'agglomération, en dépit d'un taux de croissance de 117,65 %.



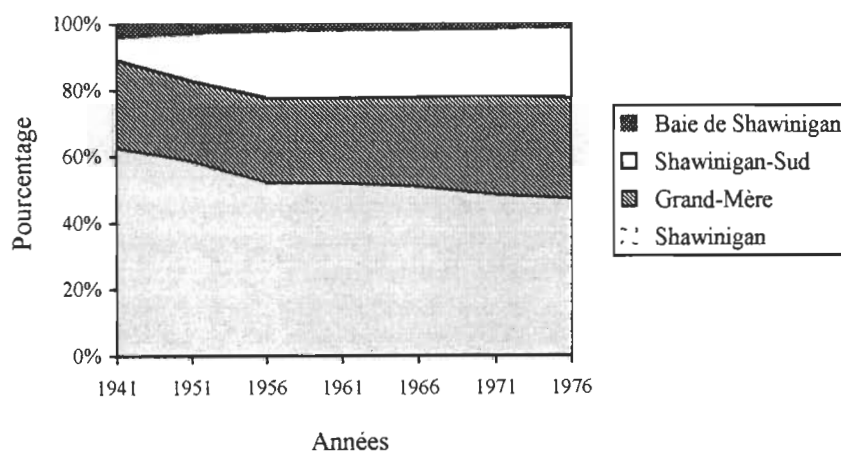
**Figure 1. Évolution démographique de Shawinigan, Shawinigan-Sud, Trois-Rivières, Trois-Rivières-Ouest, 1921-1976**

Source : *Recensement du Canada*, 1941 vol. II, tab. 10; 1951, vol. I, tab. 12a; 1961, vol. 1.2, tab. 19; 1971, vol. 1.1, tab. 9; 1976, vol. 1, tab. 6.

Pendant la seconde période, de 1961 à 1976, l'agglomération de Shawinigan subit une chute démographique de 14,63 %, soit un peu plus de 9 000 individus. Proportionnellement, Shawinigan enregistre la plus grosse perte, soit 22,53 % de sa population. La ville de Grand-Mère est la seule qui n'accuse pas de déficit, mais une faible augmentation de 1,22 %. Shawinigan-Sud, fortement liée à l'économie de la cité qui connaît de graves difficultés, voit sa population enregistrer une variation

négative de 12,05 %, soit 1528 individus. Du côté de l'agglomération trifluvienne, la population de Trois-Rivières décline de 1,79 %. Mais celle de Trois-Rivières-Ouest bénéficie de l'augmentation réelle et proportionnelle la plus élevée : 6 470 individus, pour un accroissement de 158,04 %. D'ailleurs, cette municipalité est la seule à maintenir une croissance supérieure à cent pour-cent durant les deux périodes. Ici, le mouvement de desserrement démographique de la ville-centre vers la banlieue est plus évident, puisque toutes les municipalités enregistrent des augmentations sauf Trois-Rivières<sup>1</sup>.

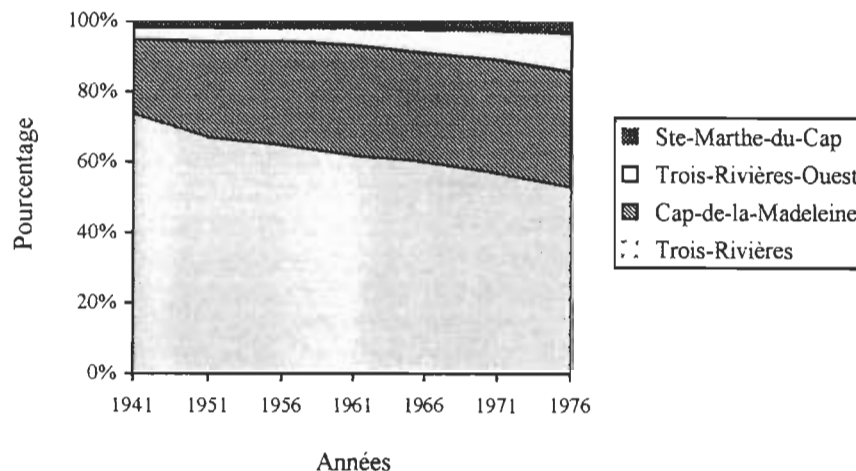
Enfin, par rapport à l'agglomération, la population de Shawinigan-Sud qui ne représente que 7 % de l'ensemble en 1941, atteint 20 % en 1976 (figure 2). Pour les mêmes années, Trois-Rivières-Ouest compte respectivement pour 3 % et 10 % de la population de l'agglomération trifluvienne (figure 3).



**Figure 2. Proportion des populations de l'agglomération de Shawinigan, 1941-1976**

Source : *Recensement du Canada*, 1941, vol. II, tab. 10; 1951, vol. I, tab. 12a; 1961, vol. 1.2, tab. 19; 1971, vol. 1.1, tab.9; 1976, vol. 1, tab. 6.

<sup>1</sup> Comme le souligne Cecyle Trépanier dans une étude sur la mobilité interurbaine, « le phénomène de la suburbanisation est (...) une réalité des plus évidentes dans l'agglomération de Trois-Rivières ». (Cecyle Trépanier, « La mobilité dans l'agglomération de Trois-Rivières », *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 122, no. 57 (décembre 1978), p. 390).



**Figure 3. Proportion des populations de l'agglomération de Trois-Rivières, 1941-1976**

Source : *Recensement du Canada*, 1941, vol. II, tab. 10; 1951, vol. I, tab. 12a; 1961, vol. 1.2, tab. 19; 1971, vol. 1.1, tab.9; 1976, vol. 1, tab. 6.

À la lumière de ces informations, force est de constater qu'entre 1941 et 1976 Shawinigan-Sud est une banlieue démographiquement plus importante que Trois-Rivières-Ouest, non seulement en valeur réelle, mais proportionnellement à son agglomération.

#### B) Activités industrielles

Dans la première partie du XX<sup>e</sup> siècle, les villes dotées d'une base industrielle importante connaissent un essor démographique notable, accompagné d'un développement proportionnel des infrastructures et des institutions municipales. La plupart d'entre elles deviendront des villes importantes, des centres administratifs et/ou commerciaux, du moins au plan régional.

Pour leur part, bénéficiant peu ou prou des taxes industrielles, les municipalités suburbaines doivent composer avec une population grandissante et se

contenter de faibles revenus provenant essentiellement de la taxe foncière et de la taxe de vente. Par conséquent, l'implantation d'établissements industriels est un enjeu de taille pour leur développement.

En ce qui concerne Shawinigan-Sud, sa base industrielle restreinte du milieu des années 1940 avec seulement 6 établissements et 22 employés, négligeable au niveau de l'agglomération, prend de plus en plus d'ampleur pour atteindre le total de 17 établissements et 206 employés en 1968 (annexe B). En 1974, les établissements industriels sont au nombre de 13, employant 245 travailleurs. Dans le cas de Trois-Rivières-Ouest, l'étude de Jacques Raymond sur l'utilisation du sol nous renseigne sur l'évolution du secteur industriel. En 1963-64, on y retrouve cinq entreprises qui « emploient une main d'œuvre presque négligeable »<sup>2</sup>. Dix ans plus tard, ce secteur a peu progressé - 8 usines, 58 employés - et comme le souligne Raymond, il « ne montre guère de signes de relance ou de progression pour les prochaines années »<sup>3</sup>.

### C) Activités commerciales

Le développement des banlieues, la consommation de masse, la progression du travail féminin et l'évolution des moyens de transport sont autant de facteurs qui contribuent à l'évolution des activités commerciales en périphérie des villes (annexe C). Le centre-ville est concurrencé par les magasins le long des « pénétrantes » et par les nouveaux centres commerciaux, mieux adaptés aux nouvelles exigences du

<sup>2</sup> Jacques Raymond, *Évolution de l'utilisation du sol à Trois-Rivières-Ouest : 1964-1975*, mémoire de baccalauréat (géographie), Trois-Rivières, Université du Québec à Trois-Rivières, 1981, p. 27.

<sup>3</sup> *Ibid.*, p. 28.

marché. Les conséquences du déclin industriel de Shawinigan se font sentir sur l'agglomération entière, tandis que le centre-ville de Trois-Rivières, déjà affecté par un « centre d'achats » dans la Banlieue en 1961, est menacé par un autre centre commercial sur son propre territoire dès 1971.

TABLEAU 3 ÉTABLISSEMENTS COMMERCIAUX DANS LES AGGLOMÉRATIONS DE TROIS-RIVIÈRES ET SHAWINIGAN, 1941-1971					
Agglomérations et villes	1941	1951	1961	1966	1971
Agglomération de Shawinigan					
<i>Shawinigan</i>	231	377	358	336	313
<i>Grand-Mère</i>	123	166	173	169	195
<i>Shawinigan-Sud</i>	17	58	73	75	77
<i>Baie de Shawinigan</i>	7	5	5	3	n.d.
Agglomération de Trois-Rivières					
<i>Trois-Rivières</i>	557	633	521	527	503
<i>Cap-de-la-Madeleine</i>	123	204	207	215	215
<i>Trois-Rivières-Ouest</i>	n.d.	n.d.	n.d.	63	86
<i>Ste-Marthe-du-Cap-de-la-Madeleine</i>	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Source : <i>Recensements du Canada</i> , 1941, vol. X, tab. 8 ; 1951, vol. VII, tab. 4 ; 1966, vol. VI, tab. 6 ; 1971, vol. VII, tab. 5.					

Entre 1941 et 1971, Shawinigan-Sud présente l'augmentation proportionnelle la plus importante de l'agglomération avec une hausse de plus de 600 % du nombre d'établissements. Toutefois, l'essentiel de son développement s'effectue durant les vingt premières années, correspondant à sa période d'accroissement démographique, le nombre d'établissements commerciaux étant passé de 17 en 1941 à 73 en 1961. La plupart d'entre eux se situent alors aux abords de la cinquième avenue. Les marchands profitent ainsi d'une clientèle composée de la population locale, mais





Pour Trois-Rivières-Ouest, nous n'avons pas de statistiques commerciales antérieures à 1966, mais l'activité commerciale y est certainement plus intense à partir de 1961, année d'ouverture d'un « centre d'achats ». L'engouement pour ce fruit du « nouvel urbanisme commercial moderne »<sup>4</sup> s'explique en partie par l'exploitation des lacunes observées dans le centre-ville. En plus des immenses aires de stationnement, on y propose une diversité de boutiques et de services, une variété de produits, et ce dans une ambiance de tranquillité et de quiétude.

Grâce à d'importants investissements et agrandissements, le nombre d'établissements commerciaux sur le territoire ouestrifluvien passe de 63 en 1966 à 86 en 1971. Trois-Rivières-Ouest compte également deux rubans commerciaux d'importance<sup>5</sup>. Il s'agit des boulevards Royal et Jean XXIII, bordés de magasins, qui sont aussi les principaux axes de pénétration avant l'inauguration du pont Laviolette. Comme la 5<sup>e</sup> avenue à Shawinigan-Sud, les commerces de ces artères desservent la population locale, mais également une clientèle de passage. Dans son étude sur ces deux artères commerciales, Ghislain Sanscartier souligne leur caractère propice à l'implantation de concessionnaires et de vendeurs de voitures usagées : leur bon taux de circulation routière, leur visibilité et leur accès facile font en sorte que la majorité d'entre eux se situent aux abords de ces boulevards<sup>6</sup>. Il faut aussi considérer les nouveaux incitatifs qui attirent les commerçants à Trois-Rivières-Ouest après 1960,

---

<sup>4</sup> Jacqueline Beaujeu-Garnier, *op.cit.*, p. 144.

<sup>5</sup> C'est-à-dire « des développements linéaires de commerces de détail et de bureaux de service en association avec une grande densité de trafic routier ». (Ghislain Sanscartier, *Des artères commerciales spécialisées : les boulevards Royal et Jean XXIII de l'agglomération trifluvienne*, Trois-Rivières, Université du Québec à Trois-Rivières, 1989, p. 3.)

<sup>6</sup> *Ibid*, p. 20

en particulier le pont en 1967 et les projets des autoroute 40 et 55 dès les années 1970.

Au terme de ce survol socio-économique, un décalage apparaît clairement entre l'évolution des deux municipalités de banlieue. Cela met en évidence l'existence de deux périodes ayant une incidence particulière sur l'essor économique de chacune des banlieues. Dans un premier temps, Shawinigan-Sud et Trois-Rivières-Ouest présentent certains avantages recherchés par des investisseurs potentiels : dynamisme local, fort taux de croissance démographique, grands espaces et un coût du sol relativement bas. Par ailleurs, la montée du tertiaire amène des investissements majeurs à Trois-Rivières-Ouest mais assez peu à Shawinigan-Sud. Néanmoins, il s'agit d'activités minoritaires, la vocation principale étant résidentielle. En dépit des moyens déployés par les édiles après 1960 pour diversifier les activités en banlieue et la rendre plus séduisante aux yeux des promoteurs, le déséquilibre persiste entre les différents secteurs d'activités.

## 2) Expansion physique

La suburbanisation implique un mouvement de population et un redéploiement de certaines activités, mais elle s'inscrit d'abord et avant tout dans l'espace. En premier lieu, nous avons voulu connaître son incidence sur le territoire des deux municipalités à l'étude, tant dans ses limites que dans l'utilisation du sol. Ensuite, nous avons considéré le développement de la fonction résidentielle en banlieue, notamment au niveau du nombre et de l'occupation des logements, ainsi que le contrôle exercé par

la municipalité dans le secteur domiciliaire. Puis, sachant que l'expansion de la banlieue est intimement liée au développement des rues, nous avons examiné l'évolution des voies de communication. Finalement, l'aménagement et l'extension des services publics à Trois-Rivières-Ouest et Shawinigan-Sud font l'objet de notre dernier point d'analyse.

### A) Territoire

En 1945, la Paroisse de Trois-Rivières est encore profondément rurale, tandis que Shawinigan-Sud possède des caractéristiques témoignant déjà d'une certaine maturité urbaine : un plan ordonné de développement, des institutions municipales indépendantes, un réseau d'aqueduc et d'égout, un axe commercial défini, etc. Ces disparités s'expriment clairement dans la façon dont se définissent les nouvelles limites territoriales, mais également dans le repli non équivoque de l'agriculture.

Dans un premier temps, l'évolution territoriale de la municipalité ouestrifluviennne est marquée par le morcellement. Entre 1945 et 1961, la Paroisse de Trois-Rivières, qui s'étend à l'origine, au-delà de l'actuel boulevard des Forges, perd la moitié de son territoire aux mains de la Cité de Laviolette. En effet, les résidents de la partie nord se séparent en 1954 pour former la municipalité de Saint-Michel des Forges<sup>7</sup>. Lorsque celle-ci décide en 1961 d'unir sa destinée à celle de Trois-Rivières, la Paroisse se retrouve en quelque sorte limitrophe à cette dernière au nord et à l'est.

---

<sup>7</sup> François Delagrave et la Corporation communautaire Saint-Michel des Forges, *Au pays des cyclopes : Saint-Michel des Forges, 1740-1990*, Trois-Rivières, Corporation communautaire de Saint-Michel des Forges, 1990, p. 861.

Cette situation géographique s'ajoute à la pression exercée par la cité sur la banlieue pour l'annexer.

Contrairement à Trois-Rivières-Ouest, le développement territorial de Shawinigan-Sud se fait par addition. Il est le fruit de l'annexion de la municipalité de la Paroisse Notre-Dame-de-la-Présentation d'Almaville en 1953. Outre la cité de Shawinigan sur l'autre rive du St-Maurice, elle partage alors ses frontières avec la municipalité de St-Théophile au nord-est et celle de Notre-Dame-du-Mont-Carmel au sud-est.

## B) Logement

Shawinigan-Sud et Trois-Rivières-Ouest, longtemps considérées comme les déversoirs naturels des villes-centre, connaissent un essor grâce à l'activité résidentielle. Toutefois, les deux municipalités de banlieue seront au plus fort de leur croissance à des moments différents comme on l'a vu précédemment. Entre 1945 et 1960, Shawinigan-Sud poursuit son expansion amorcée avec la guerre, tandis qu'à Trois-Rivières-Ouest, aux fermes parsemées sur le territoire se joignent une poignée de résidences estivales en bordure du fleuve. À partir des années 1960, Trois-Rivières-Ouest entre dans une phase de développement sans précédent, pendant qu'à Shawinigan-Sud, sévèrement touchée par le déclin industriel de l'agglomération shawiniganaise, le rythme de développement diminue. Par contre, on y retrouve des stratégies et des étapes de développement similaires. C'est qu'elles partagent certains problèmes : leur faible condition économique étroitement liée à leur vocation de cité-

dortoir et la difficulté de restreindre la croissance du secteur domiciliaire sans compromettre l'évolution de la municipalité entière.

En 1944, Gérard Filteau écrit : « Les logements manquent toujours à Shawinigan. De nombreux travailleurs doivent voyager soir et matin dans un rayon de vingt milles autour de la ville »<sup>8</sup>. Ce que l'auteur souligne alors comme un inconvénient, décrit en réalité le développement domiciliaire considérable dans la couronne immédiate de Shawinigan, particulièrement du côté de Shawinigan-Sud. À l'instar de Trois-Rivières-Ouest, les coopératives d'habitation, grâce au système de corvées, vont permettre à de nombreux ouvriers d'acquérir leur première résidence<sup>9</sup>. D'ailleurs, une publicité de la Coopérative d'habitation Saint-Sauveur lance un appel particulier aux familles ouvrières « qui souffrent des taudis et du manque de logis (...) de prendre en main leurs propres affaires »<sup>10</sup>.

Avant 1941, la croissance de la superficie urbanisée se fait progressivement, à partir des terrasses inférieures du St-Maurice (carte 2). Puis, avec l'effort de guerre, Shawinigan-Sud gagne en importance. Cela est principalement dû à l'accroissement de la production industrielle à Shawinigan, à la Loi nationale de l'habitation et à la popularité grandissante de la maison unifamiliale au cours des années 1950.

---

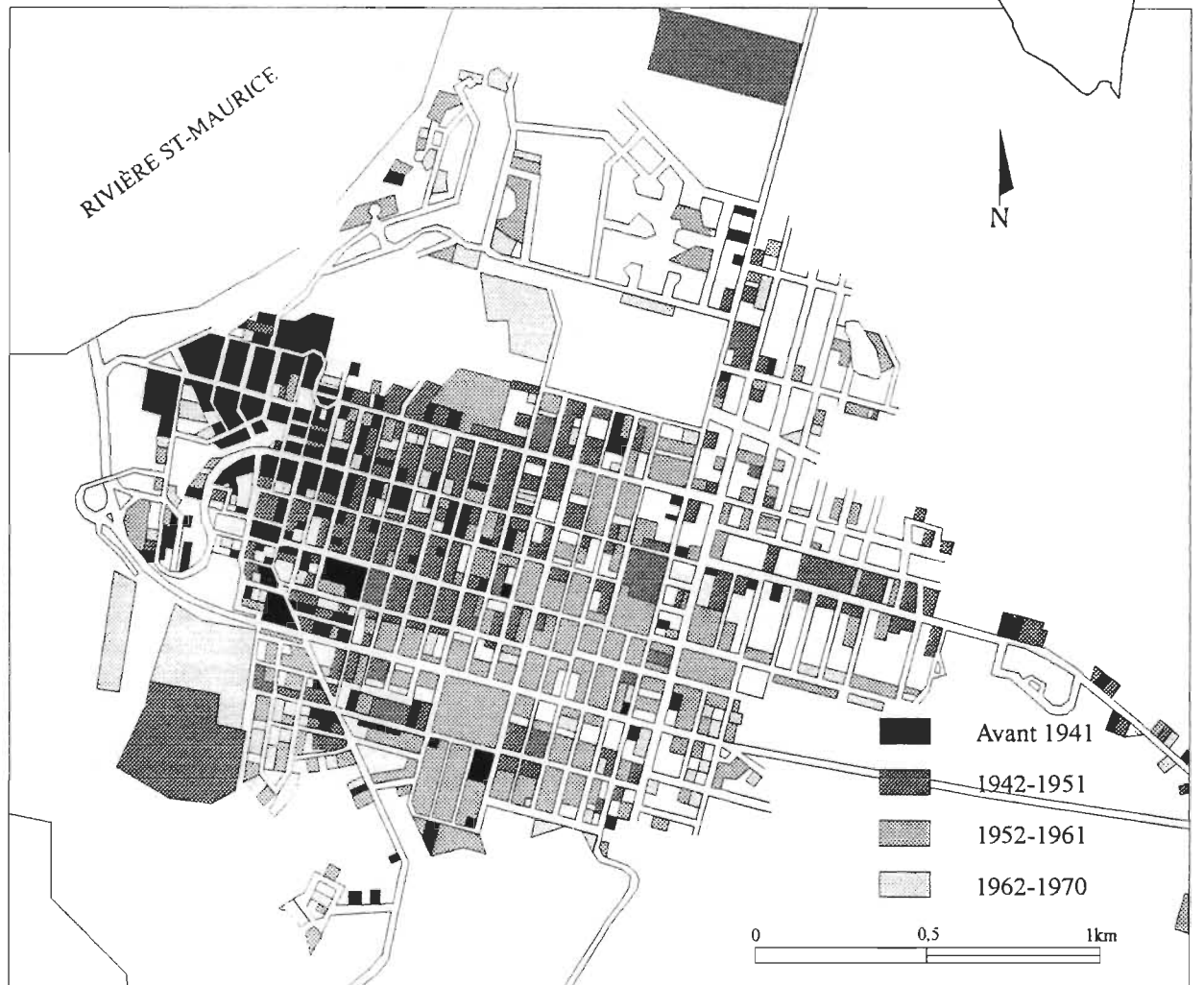
<sup>8</sup> Gérard Filteau, *L'épopée de Shawinigan*, Shawinigan, 1944, p. 252.

<sup>9</sup> La « Coopérative d'habitation Saint-Sauveur » en 1948, et la moins prospère « Coopérative d'habitation Notre-Dame d'Almaville » au début des années 1950. Sylvie Cossette, *Shawinigan-Sud : une histoire entre-nous*, Shawinigan, 1981, p. 225-227. Sur l'habitation coopérative au Québec, voir Jean-Pierre Collin, *La cité coopérative canadienne-française : Saint-Léonard-de-Port-Maurice, 1955-63*, Montréal, PUQ, 1986, 184 p.

<sup>10</sup> *L'écho du St-Maurice*, 12 janvier 1950, p. 8.

## Carte 2

### Shawinigan-Sud : expansion de l'espace bâti, 1941-1975



Source : Normand Brouillette, *Le déclin industriel de Shawinigan : ses conséquences sur l'organisation de la vie urbaine*, mémoire de maîtrise, Québec, Université Laval, 1971. 230 p.

En effet, la vocation résidentielle de la municipalité et le caractère unifamilial du logement dans la municipalité s'affirment entre 1941 et 1951. Le village de Shawinigan-Sud qui constitue une municipalité de locataires à 54,61 % en 1941, devient une ville où la propriété domine peu à peu. Sous l'effet de la Loi nationale de l'habitation en 1944 et des mesures de zonage qui favorisent la maison unifamiliale, la proportion est renversée au recensement de 1951 avec plus de la moitié des logements qui sont occupés en propriété.

TABLEAU 5  
TYPES D'OCCUPATION DES LOGEMENTS À  
SHAWINIGAN ET SHAWINIGAN-SUD, 1941-1976

Années	Shawinigan – propriétaires		Shawinigan – locataires		Shawinigan-Sud – propriétaires		Shawinigan-Sud – Locataires	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
1941	774	21,45	2835	78,55	182	45,39	219	54,61
1951	1310	23,10	4360	76,90	700	52,43	635	47,57
1961	2290	31,66	4942	68,34	1714	66,51	863	33,49
1966	2455	33,54	4865	66,46	1664	63,03	976	36,97
1971	2483	33,04	5031	66,96	1753	62,36	1058	37,64
1976	2947	37,11	4994	62,89	2120	64,97	1149	35,03
Source : <i>Recensements du Canada</i> , 1941, vol. V, tab. 5 ; 1951, vol. VI, tab. 7; 1961, vol. 2.2, tab. 12 ; 1966, vol. 2, tab. 5 ; 1971, vol. 2.3, tab. 3 ; 1976, vol. 3, tab. 4.								

Malgré l'essor des années 1941-1961, il n'y aurait pas lieu de parler d'effet trou de beigne. Selon les constatations de Normand Brouillette, la construction domiciliaire à Shawinigan-Sud et Shawinigan suit « sensiblement » les mêmes tendances depuis 1956. « Il n'est donc pas question de dépeuplement marqué du centre-ville au profit de la banlieue comme on a pu l'observer dans certaines autres agglomérations des années 1950 »<sup>11</sup>. D'ailleurs, après 1961, l'industrie du logement

<sup>11</sup> Normand Brouillette, *op. cit.*, p. 163.



connaît un ralentissement marqué d'une faible hausse des unités de logement de 9,08 % jusqu'en 1971. En 1941-51 et 1951-61, Shawinigan-Sud enregistrait des augmentations successives de 232,92 % et 93,03 %.

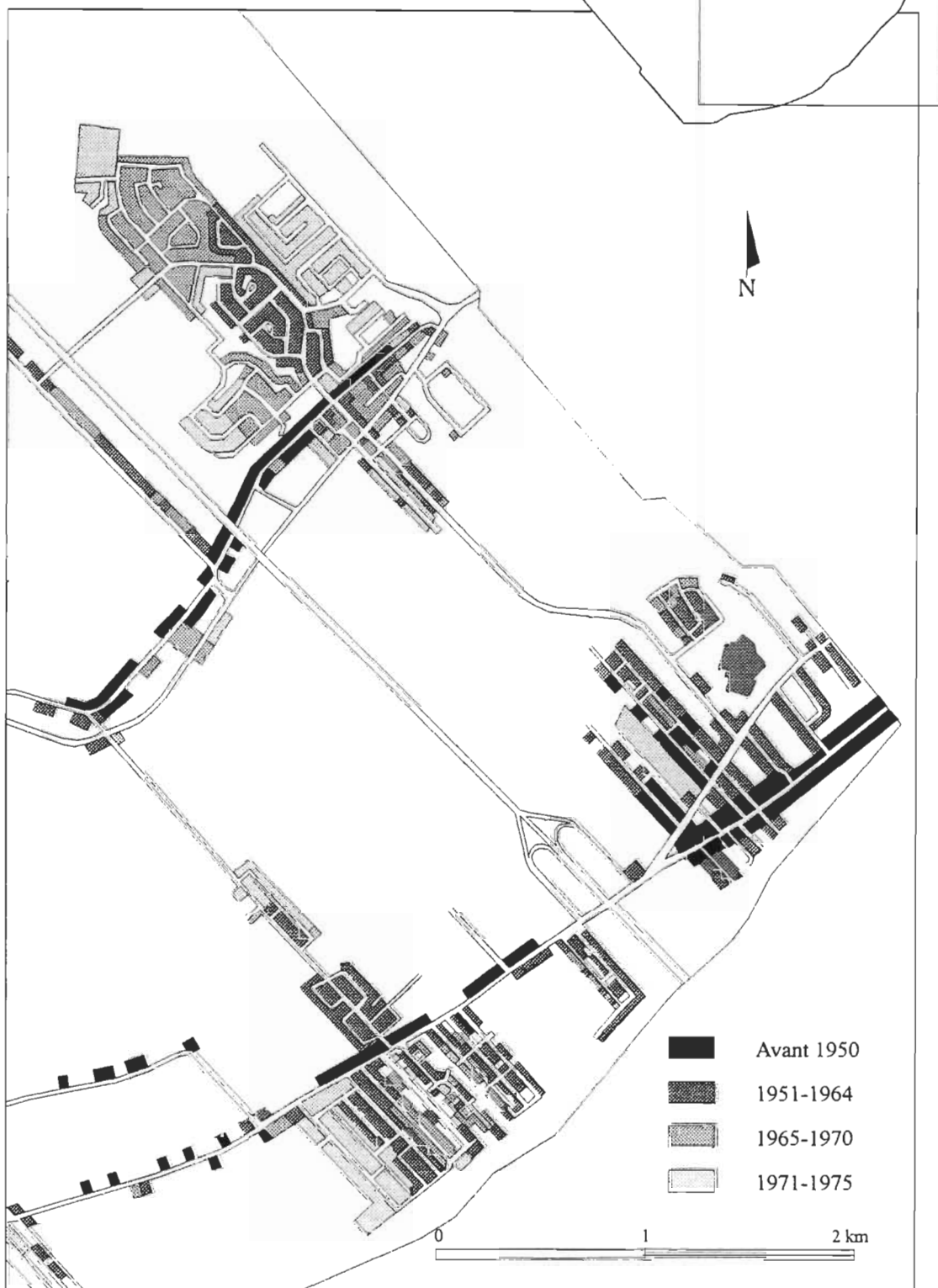
Néanmoins, la municipalité se doit d'agir afin de restreindre le développement puisqu'elle est incapable de fournir des services de base adéquats aux nouveaux résidents<sup>12</sup>. Plutôt que de permettre aux promoteurs de bâtir en dehors de la superficie urbanisée, et d'attirer ainsi une clientèle qui recherche une tranquillité champêtre, le conseil municipal préfère, dès les années 1960, obliger les constructeurs à s'implanter là où les services sont rendus<sup>13</sup>. En dépit du ralentissement de la construction domiciliaire, cette mesure prévient l'éparpillement des immeubles sur le territoire urbanisé, et la hausse des coûts d'installation et de raccordement pour la municipalité.

---

<sup>12</sup> Entre 1950 et 1960, il ne se passe guère plus d'un mois sans que les journaux locaux ne soulignent l'activité intense qui règne dans le domaine de la construction à Shawinigan-Sud : un projet domiciliaire d'envergure, le nombre record de permis émis, les « pavillons familiaux qui semblent à la mode dans le Grand Village en pleine expansion ». (*L'écho du St-Maurice*, 9 mai 1956, p. 1).

<sup>13</sup> *Règlements de Shawinigan-Sud*, no. 141, 1 août 1960.

# Carte 3 Trois-Rivières-Ouest : expansion de l'espace bâti, 1950-1975



Source : Canada, Carte militaire de la ville de Trois-Rivières, [1:25 000], Ottawa, Service de cartographie du Ministère de la Défense Nationale; photographies aériennes du Ministère de l'énergie, des mines et des ressources, 1950, 1964, 1970, 1975..

Appréhendant les effets du développement urbain, de telles mesures sont prises dès les années 1940 par les édiles de la Paroisse de Trois-Rivières. De 1946 à 1948, l'adoption de quelques règlements restrictifs leur permet de conserver un contrôle sur les nouvelles constructions dans les limites de la municipalité, mais ils ne sont pas encore en mesure de régir l'application des normes de construction et de zonage<sup>14</sup>.

À partir des années 1950, les chalets et les autres résidences estivales en bordure du fleuve, ainsi que le développement coopératif - la Coopérative Ste-Catherine-de-Sienne, dans la paroisse du même nom- dans la partie sud de la municipalité, cèdent progressivement leur place à un développement domiciliaire privé, toujours plus loin à l'intérieur des limites « paroissiales ».

La construction résidentielle à Trois-Rivières-Ouest connaît un essor à compter des années 1960. D'une part sous l'effet des initiatives de la Société centrale d'hypothèque et de logement, d'autre part avec l'appétit des promoteurs immobiliers à l'annonce, en 1959, de l'implantation d'un centre commercial d'envergure dans les limites de la Paroisse. Chaque mois, de nouveaux chantiers sont mis en branle. Ils se situent d'abord en marge de la cité de Trois-Rivières, polarisés le long de deux grands axes de communication parallèles, les boulevards Royal au sud et Jean XXIII au nord, avant de s'étaler en grappe, par secteur, vers l'ouest au-delà du « centre d'achats » (carte 3). Mais le développement domiciliaire promis par les promoteurs et

---

<sup>14</sup> Qu'il s'agisse de veiller à l'établissement des nouvelles constructions (règlement no. 20, 4 novembre 1946), de prohiber la construction sur des lots non-cadastrés (règlement no. 25, 3 juin 1947) ou bien de prohiber l'installation des services d'égout et d'aqueduc sans l'autorisation du conseil (règlement no. 28, 14 septembre 1948).

escompté par les édiles autour du centre commercial, ne répond pas immédiatement aux attentes : la spéculation foncière en est la principale responsable<sup>15</sup>.

Les parties nord et sud de Trois-Rivières-Ouest, délimitées par la voie ferrée, s'inscrivent non seulement dans le territoire, mais dans la mentalité des gens. Pour nombre d'entre eux, la partie nord, qui bénéficie d'un développement plus complet grâce à des promoteurs soucieux du détail, représente la division la mieux nantie. D'autant plus que la partie nord, constituée d'une succession de terrasses, surplombe en quelque sorte, la partie sud de Trois-Rivières-Ouest<sup>16</sup>. À défaut d'un contrôle adéquat du développement et d'un plan d'aménagement avant le milieu des années soixante, des inégalités dans la finition ou l'éclairage des rues, par exemple, alimentent cette perception.

En 1960, les secteurs Laurentien et de la Terrasse Duvernay sont les premiers à être soumis à un règlement strict de zonage et de construction, grâce à un projet de loi privé, le « bill 130 »<sup>17</sup>. Avec l'avènement du pont Laviolette en 1967, le développement de l'autoroute 40 et de la Transquébécoise, l'industrie du logement connaît peu de répit. Il s'agit dans bien des cas de l'extension de secteurs plus anciens où les services publics sont installés et les routes pavées.

---

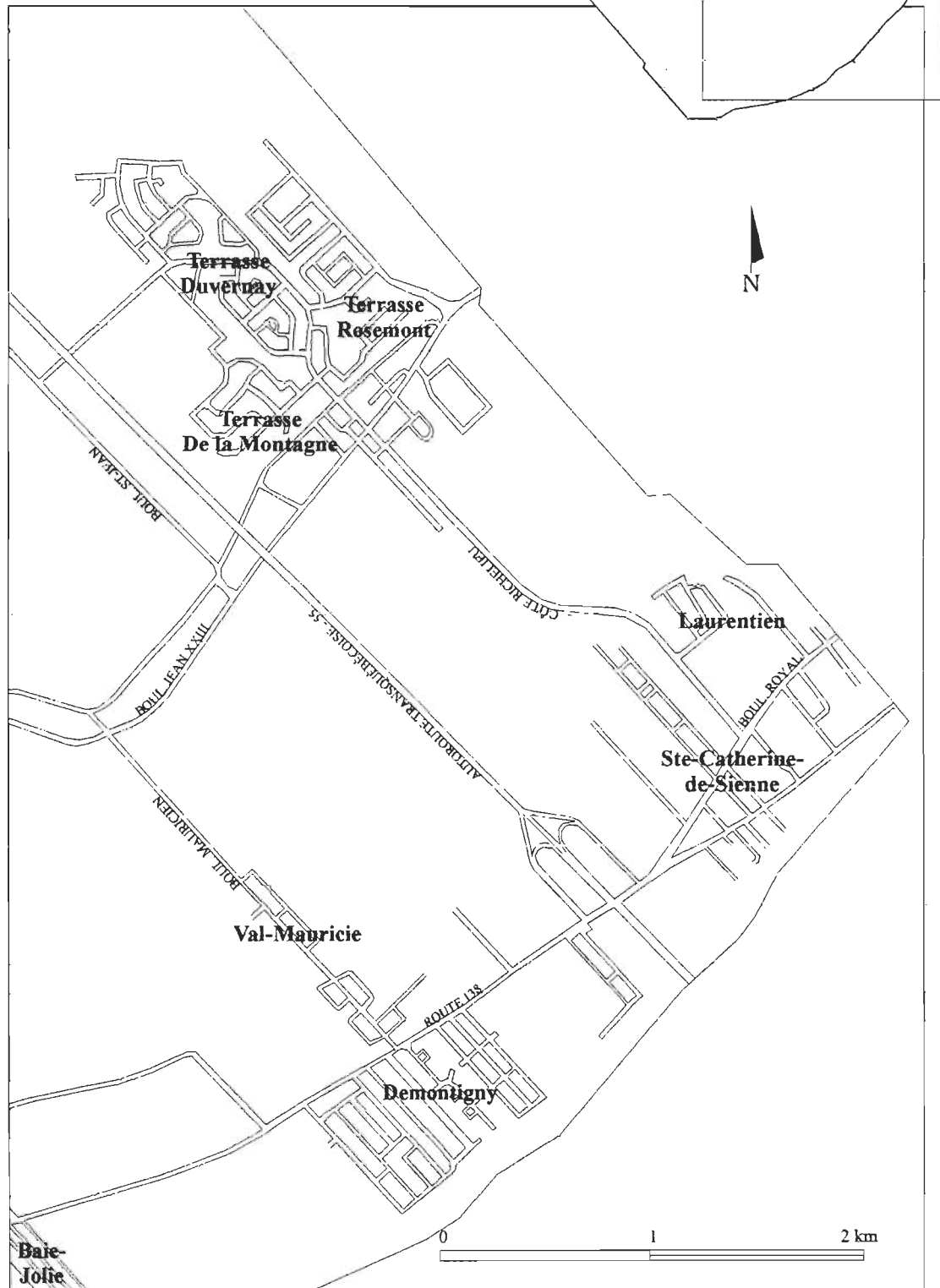
<sup>15</sup> Claude Labrecque, *Les espaces commerciaux des villes de Trois-Rivières et Trois-Rivières-Ouest*, mémoire de baccalauréat (géographie), Trois-Rivières, Université du Québec à Trois-Rivières, 1982, p. 25.

<sup>16</sup> Luc Héroux, *Évolution de la problématique de la circulation à la Terrasse Duvernay de Trois-Rivières-Ouest, 1963-1989*, mémoire de baccalauréat (géographie), Trois-Rivières, Université du Québec à Trois-Rivières, 1989, p. 5.

<sup>17</sup> Réal Fleury, *Trois-Rivières-Ouest : 25 ans*, Trois-Rivières-Ouest, [s.édit.], 1988, p. 8.

# Carte 4

## Trois-Rivières-Ouest : noms des secteurs résidentiels



Source : Canada, Carte militaire de la ville de Trois-Rivières, [1:25 000], Ottawa, Service de cartographie du Ministère de la Défense Nationale, 1975.

Les statistiques du logement concernant Trois-Rivières-Ouest pour la période antérieure à 1963 sont peu nombreuses. En regard de son statut et de son faible niveau de population avant cette date, les recensements fédéraux et provinciaux comptent peu d'informations sur ce sujet. On sait cependant que le nombre de logements double en 10 ans à partir de 1966, passant de 1434 à 2960 unités en 1976. Durant cette période, le type d'occupation des logements varie peu, soit entre 71 % et 77 % de propriétaires. Non seulement il s'agit de logements en propriété, mais également de maisons unifamiliales dans 71 % à 73 % des cas.

TABLEAU 6  
TYPES D'OCCUPATION DES LOGEMENTS À  
TROIS-RIVIÈRES ET TROIS-RIVIÈRES-OUEST, 1941-1976

Années	Trois-Rivières Propriétaires		Trois-Rivières Locataires		Trois-Rivières- Ouest Propriétaires		Trois-Rivières- Ouest locataires	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
1941	1625	22,03	5751	77,97	-	-	-	-
1951	2670	28,02	6860	71,98	-	-	-	-
1961	4089	33,05	8284	66,95	-	-	-	-
1966	5213	36,91	8910	63,09	1086	75,73	348	24,27
1971	5813	37,40	9731	62,60	1459	71,45	583	28,55
1976	6591	37,76	10865	62,24	2278	76,96	682	23,04
Source : <i>Recensements du Canada</i> , 1941, vol. V, tab. 5 ; 1951, vol. VI, tab. 7; 1961, vol. 2.2, tab. 12 ; 1966, vol. 2, tab. 5 ; 1971, vol. 2.3, tab. 3 ; 1976, vol. 3, tab. 4.								

L'essentiel du développement résidentiel dans les deux municipalités de banlieue s'effectue en deux périodes distinctes. Une première, de 1945 à 1960, est caractérisée par l'essor de Shawinigan-Sud, et un développement embryonnaire du côté de la Paroisse de Trois-Rivières. Alors que les habitations se multiplient dans la banlieue sud-shawiniganaise à l'intérieur d'un plan en damier, le mode de développement ouestrifluvien se précise : d'une dispersion de l'habitat,

caractéristique du monde rural, on passe à un développement coopératif localisé, puis à une expansion par secteurs. À Trois-Rivières-Ouest et davantage à Shawinigan-Sud, les coopératives d'habitation jouent un rôle moteur dans le peuplement suburbain. Toutefois, à défaut de pouvoir fournir les services de base adéquats, les municipalités de banlieue sont souvent forcées de limiter la construction à certains endroits. Une seconde période, après 1960, est marquée par la croissance résidentielle à Trois-Rivières-Ouest, et par un ralentissement prononcé de l'activité domiciliaire à Shawinigan-Sud. C'est également une période où l'aménagement gagne en importance : on élabore un plan d'ensemble et des normes de construction pour l'ensemble du territoire.

### C) Voies de communication

À Shawinigan-Sud, la dynamique du travail influence l'extension et l'amélioration des rues. Les premières préoccupations des édiles concernent les routes interurbaines. Ces travaux de réfection constituent une nette amélioration pour la population ouvrière sud-shawiniganaise qui doit se rendre quotidiennement dans la cité pour y gagner sa vie<sup>18</sup>. Afin de maintenir un contrôle sur le développement des infrastructures routières, Shawinigan-Sud municipalise l'asphaltage, l'entretien et la réparation des routes au cours des années 1950<sup>19</sup>. Cette prise en charge financière et logistique permet à la municipalité de répondre aux pressions exercées par l'essor

---

<sup>18</sup> En juin 1950, le village de Shawinigan-Sud fait une demande de soumission afin de construire 18 000 pieds de trottoirs (*L'écho du St-Maurice*, 22 juin 1950, p. 10), trois fois plus que le projet initial annoncé en mai de la même année (*L'écho du St-Maurice*, 25 mai 1950, p. 4).

résidentiel et l'usage grandissant des véhicules automobiles entre 1941 et 1961. Par ailleurs, la circulation locale est de plus en plus réglementée tant au niveau de la vitesse que du stationnement<sup>20</sup>.

Puis, les routes régionales donnent une certaine visibilité à Shawinigan-Sud. En effet, la cinquième avenue, prolongement de la route 19 à l'intérieur de Shawinigan-Sud, se développe grâce au taux élevé de circulation, issue de deux sources : les automobilistes qui viennent de l'extérieur en transit vers Shawinigan, et les travailleurs locaux qui gagnent leur vie dans la ville-centre. D'ailleurs, c'est cette population qui réclame l'amélioration des voies de communication entre les deux municipalités. En 1954 par exemple, un groupe d'hommes d'affaires de la région demande l'élargissement de la côte de la 5<sup>e</sup> avenue, afin d'y faciliter la circulation<sup>21</sup>. La réponse du conseil est l'ouverture de la 12<sup>e</sup> avenue vers Shawinigan au début des années 1960<sup>22</sup>. L'inauguration d'un nouveau pont plus large sur le St-Maurice en 1962 est un autre élément de solution au problème de circulation entre les deux villes<sup>23</sup>.

Au niveau national, cependant, Shawinigan-Sud ne parvient pas à tirer son épingle du jeu. Lors de l'annonce du prolongement de la Transquébécoise au début

---

<sup>19</sup> *Règlements municipaux de Shawinigan-Sud*, no. 99, 5 mai 1952 ; no. 140, 17 août 1959.

<sup>20</sup> *Règlements municipaux de Shawinigan-Sud*, no. 165, 19 mars 1962.

<sup>21</sup> *L'écho du St-Maurice*, 2 juin 1954, p. 1.

<sup>22</sup> Cette route à quatre voies fait alors l'objet d'un débat sur sa commercialisation. En clair, il en ressort que cela risque de faire mourir les petits commerces de la 5<sup>e</sup> avenue, l'artère plus ancienne à deux voies.

<sup>23</sup> L'étroitesse de l'ancien pont ne permettait pas à une voiture et un camion de s'y croiser. Aux heures de pointes, cela créait des bouchons de taille. Cette situation qui durait depuis plus de dix ans est imputable à un différend politique. Les électeurs du comté provincial de St-Maurice ayant une députation libérale, il ne plaisait guère à l'Union Nationale et son chef, Maurice Duplessis, de leur offrir un nouveau pont. La mort de Duplessis et l'élection du gouvernement libéral de Jean Lesage permettent de rattraper le temps perdu et de construire le pont en moins de deux ans.



des années 1960, le conseil municipal suggère au Ministère de la Voirie que la route passe par Shawinigan afin de desservir Shawinigan-Sud<sup>24</sup>. Quelques années plus tard, en 1973, un comité sud-shawiniganais formé de personnalités locales est chargé d'obtenir leur propre voie d'accès à la Transquébécoise. En plus d'un stimulant économique d'envergure pour cette « zone désignée », le comité estime qu'il s'agirait d'un raccourci pour les populations rurales environnantes en ce qui concerne le transport d'écolier et l'accessibilité à l'Hôpital Régional, ouvert depuis 1972, et d'un parcours plus raisonnable pour « les compagnies de transport (industriels et commerciaux) qui risqueraient surtout moins d'accidents sur des circuits de côtes abruptes et presque inconcevables [sic] »<sup>25</sup>. Mais ce sera en vain. Après une véritable saga (trois ou quatre tracés), la bretelle d'accès n'est toujours pas construite. En empruntant l'autoroute, les automobilistes en provenance de Trois-Rivières ne sont plus dans l'obligation de traverser Shawinigan-Sud pour se rendre à Shawinigan. Les commerces de la 5<sup>e</sup> avenue sont ainsi privés d'une partie de leur clientèle.

À Trois-Rivières-Ouest, l'ouverture et la confection de rues s'intègrent aux différents projets domiciliaires en cours. Les constructeurs et les nouveaux propriétaires sont les seuls à pouvoir générer les fonds suffisants à l'ouverture et à la finition des voies de circulation locale. Cette structure de paiement ne permet pas un contrôle du conseil municipal sur l'aménagement ou les priorités locales, ni sur les modalités de construction. Le manque de réglementation avant 1960, au moment où certains quartiers prennent de l'essor, pose des problèmes légaux. Par exemple, ces

<sup>24</sup> *L'écho du St-Maurice*, 15 septembre 1965, p. 15.

<sup>25</sup> *Hebdo du St-Maurice*, 14 février 1973, p. 4.

travaux effectués en 1946, dont les contribuables n'acceptent pas les modalités de paiement et pour lesquels ils ont gain de cause auprès du conseil<sup>26</sup>. Promue au rang de ville, la municipalité s'engage alors dans de nombreux emprunts qui, dans plus du tiers des cas, servent à financer les infrastructures routières et qui seront ultérieurement répartis à l'ensemble des propriétaires concernés.

Quant aux voies interurbaines, elles prennent de plus en plus d'importance à mesure qu'on avance dans la période. Le développement résidentiel contribue à l'essor des boulevards Royal et Jean XXIII. Ces voies parallèles facilitent les échanges avec la cité et canalisent les migrations quotidiennes des banlieusards vers la ville. Perpendiculaire à ces deux artères, le boulevard St-Jean donne accès à un autre secteur de la cité, celui des Forges. Il contribue aussi à alimenter les migrations quotidiennes (pendulaires ou alternantes) entre la ville et la banlieue : un bon accès à la ville-centre est un enjeu crucial pour les résidents de la Paroisse. Par exemple, au début des années 1960, le boulevard St-Jean est l'objet d'une requête de quatre-vingt-cinq propriétaires qui réclament son élargissement afin de rendre la circulation plus fluide : « Attendu que la plupart des usagers de cette route sont des travailleurs qui gagnent leur vie à Trois-Rivières, il leur est nécessaire d'avoir une voie d'accès facile et rapide afin de leur éviter des pertes de temps et de salaire »<sup>27</sup>. La vocation interurbaine de ce boulevard est d'autant plus dominante que l'activité commerciale y est peu développée. Non seulement pour ces considérations, mais également pour la facilité d'entretien l'hiver, l'éventualité d'un pont enjambant le Saint-Laurent et

---

<sup>26</sup> *Règlements municipaux de la Paroisse de Trois-Rivières*, no. 19, 6 avril 1946.

<sup>27</sup> *Le Nouvelliste*, 2 mai 1960, p. 13.

l'ouverture imminente du nouvel aéroport de Trois-Rivières, le conseil acquiesce à la demande des contribuables et les travaux d'améliorations sont menés par le Ministère de la voirie<sup>28</sup>. Toutefois, l'année même où le pont est inauguré, le gouvernement fédéral cesse de subventionner l'aéroport et Air Canada abolit son service, ce qui réduit sensiblement l'importance de cette route<sup>29</sup>.

Au plan régional, le pont sur le fleuve Saint-Laurent est certainement la contribution la plus importante au développement de Trois-Rivières-Ouest depuis le début des années 1960. Conscient de l'impact positif sur les secteurs résidentiels et commerciaux, le conseil municipal adopte une résolution en 1956, donnant son entier appui pour un pont sur le fleuve dont les amorces se situeraient dans les limites de la Banlieue<sup>30</sup>. Il n'était pas encore construit que les promoteurs du « Centre d'achats » estimaient déjà les retombées positives d'un tel projet<sup>31</sup>. Dans sa thèse de maîtrise sur les impacts de l'ouverture du pont sur le secteur tertiaire de la rive sud, Laurent Deshaies met en lumière l'attrait psychologique de la rive nord urbanisée pour la population rurale de la rive sud<sup>32</sup>. Toutefois, il n'y a pas que le secteur commercial qui bénéficie de l'ouverture du pont, mais tout le secteur domiciliaire. De nombreux travailleurs de la rive-sud viennent s'installer à Trois-Rivières-Ouest<sup>33</sup>. Donc, le pont, nouvelle voie de communication avec la rive sud du Saint-Laurent, joue également le

---

<sup>28</sup> *Ibid*, 17 août 1960, p. 3.

<sup>29</sup> Tom McGrath, *History of Canadian Airports*, Ottawa, Lugus, 1992, p. 239.

<sup>30</sup> *Le Nouvelliste*, 14 janvier 1956, p. 3.

<sup>31</sup> *Ibid*, 4 août 1961, p. 11.

<sup>32</sup> Laurent Deshaies, *L'influence de l'ouverture du pont de Trois-Rivières sur les commerces et les services de la rive-sud du Saint-Laurent*, thèse de maîtrise, Ottawa, Université d'Ottawa, 1972, 254 p.

<sup>33</sup> « Ces employés préfèrent s'établir à Trois-Rivières-Ouest pour être plus près de la ville de Trois-Rivières et aussi parce que, étant situé à proximité du pont qu'enjambe le fleuve Saint-Laurent, ils peuvent se rendre en quelques minutes à leur travail ». (*Le Nouvelliste*, 29 août 1970, p. 2.)

rôle de levier économique et stimule l'activité commerciale et domiciliaire qui connaît d'ores et déjà des succès depuis le début des années 1960.

En ce qui a trait à l'implantation d'infrastructures routières d'envergure nationale, les amorces du pont et l'extension des voies rapides sur le territoire de Trois-Rivières-Ouest ne posent pas tous les problèmes d'expropriation que connaît alors Trois-Rivières et qui sont dus à la densité de son développement ; sauf, peut-être, le tracé de l'autoroute 40 qui, ayant changé à quelques reprises, provoque le déménagement d'un cinéma en plein-air ouvert depuis moins d'un an<sup>34</sup>. Ainsi, au cours des années 1970, Trois-Rivières-Ouest devient un point de liaison entre l'autoroute 40 et la Transquébécoise (autoroute 55), une plaque tournante au niveau de la circulation régionale. Cela n'est d'ailleurs pas étranger à l'intense développement que connaît la ville après 1975.

En somme, Shawinigan-Sud souffre, tout au long de la période, de l'état des voies de communication, trop peu nombreuses et en mauvaises conditions. La municipalité n'y doit pas sa stagnation, mais ce facteur y a certes contribué. Elle est définitivement mal intégrée au réseau routier, tant dans ses liaisons interurbaines qu'au niveau des voies rapides. En effet, si Shawinigan-Sud semble bien intégrée au réseau régional entre 1945 et 1960, cet avantage est rendu stérile par l'état du pont menant à Shawinigan. Il faut attendre les années 1960 pour que des initiatives locales et provinciales viennent rétablir une certaine fluidité dans la circulation. Une meilleure intégration au réseau national n'aurait probablement pas relancé la petite

---

<sup>34</sup> *Idem.*

municipalité en banlieue de Shawinigan, sa croissance étant déjà fortement hypothéquée par le déclin industriel de la ville-centre. D'ailleurs, les municipalités ont peu d'emprise en dehors du réseau local.

Quant au développement routier de Trois-Rivières-Ouest, il est principalement le fruit de forces externes, tant au niveau local que régional. À l'échelle locale, chaque secteur ayant une paternité différente, il n'en tient souvent qu'aux promoteurs de définir le tracé du réseau et d'en exécuter les travaux. Il en est de même pour les routes régionales et nationales, les paliers de gouvernements supérieurs emboîtant le pas aux bâtisseurs. À cet égard, Trois-Rivières-Ouest jouit de sa position et, en quelque sorte, de son faible développement antérieur à 1960, puisqu'elle est en mesure d'accueillir, sans trop de problèmes d'espace, les infrastructures routières d'envergure implantées au cours des années subséquentes. Bien que les édiles municipaux semblent plus sensibles à l'évolution des voies interurbaines, canaux d'échanges et de migrations journalières villes-banlieues, ils font tout en leur pouvoir pour que les amorces d'un futur pont enjambant le St-Laurent soient situées à l'intérieur de la municipalité. L'obtention de telles infrastructures, conjuguée au croisement de certaines voies rapides, contribuent à l'essor suburbain.

#### D) Services publics

L'installation et l'extension des services publics dans les municipalités de banlieue s'effectuent en deux périodes distinctes. L'une, de 1945 au début des années

1960, caractérisée par l'augmentation de la consommation d'eau et la mise en place d'un service d'aqueduc qui s'appuie essentiellement sur les infrastructures des villes-centre et l'expertise privée. Cela occasionne d'autres problèmes relatifs à la prévention des incendies, aux ententes intermunicipales et à l'implantation de standards dans l'installation d'aqueducs privés. Les conseils municipaux y vont donc de quelques solutions temporaires, souvent insuffisantes. L'autre, de 1960 à 1975, au cours de laquelle sont prises des solutions définitives, les efforts étant divisés entre la confection, la standardisation et la municipalisation des conduites d'aqueduc, et l'amélioration du réseau d'égout.

Le financement, un problème commun aux municipalités de banlieue en croissance rapide, est le principal obstacle au développement des services publics<sup>35</sup>. Faute de revenus suffisants, la Paroisse de Trois-Rivières se tourne vers le privé. Mais un autre facteur l'y pousse : les difficultés pour le conseil d'en arriver à un accord avec la ville-centre. Sous prétexte que Trois-Rivières risque une disette d'eau, le gérant de la cité de Laviolette propose des projets d'entente particulièrement onéreux pour la Banlieue<sup>36</sup>. C'est par compagnie privée interposée, la Compagnie d'aqueduc de la Banlieue, que les négociations sont les plus fructueuses. Là où les discussions avaient échoué, la Compagnie persiste, et obtient finalement la permission de se raccorder au système d'aqueduc de Trois-Rivières. Cependant, de sévères restrictions

---

<sup>35</sup> C'est également le cas de Kingsway Park, en banlieue de Toronto, dans l'entre-deux-guerre. Voir Ross Paterson, *op.cit.*, p. 228; Harold Kaplan, *op. cit.*, p. 128.

<sup>36</sup> En 1948, le gérant de Trois-Rivières arrive avec un projet d'entente qui vendrait l'eau à la Paroisse 0,25 \$ le mille gallons. Ce qui représenterait 20 \$ quotidiennement, soit 80 000 gallons par jour l'été ou environ 0,04 % du débit quotidien de la Cité. (*Le Nouvelliste*, 3 juin 1948, p. 3.) Le maire de la Paroisse, qui éprouve de réels problèmes d'approvisionnement en eau trouve ce prix un peu élevé : il propose 0,10 \$ le mille gallons, mais sans succès.

accompagnent l'utilisation de ce raccordement, de sorte que la Paroisse n'est guère en meilleure position qu'au début de la période<sup>37</sup>.

C'est pourquoi, en 1949, la municipalité finance des travaux de recherche qui mènent à la découverte d'une source d'eau en mesure de fournir tous les contribuables, soit environ 250 000 gallons d'eau par jour<sup>38</sup>. Toutefois, en 1953, à la suite de négociations avec la Compagnie d'aqueduc de la Banlieue et d'une consultation populaire, la municipalité prend en charge son exploitation<sup>39</sup>. Afin de répondre à la demande en services, la municipalité de la Paroisse de Trois-Rivières met en opération un nouveau puits dès 1956. Toutefois, son exploitation est de courte durée puisqu'on le condamne en 1959, à cause du manque d'entretien. La population de la Paroisse doit encore souffrir des solutions temporaires, et particulièrement de l'assistance de Trois-Rivières qui interrompt son soutien de façon intermittente, pour ne pas manquer d'eau. La même année, la municipalité procède à l'extension du réseau d'aqueduc et au forage de nouveaux puits, sous la direction d'un ingénieur, le premier à l'emploi de la municipalité<sup>40</sup>.

Les problèmes d'aqueduc semblant être résolus dans la Paroisse, les édiles décident d'orienter leurs efforts vers le réseau d'égout, qui n'est guère en meilleur état. Un projet d'égout souterrain, dirigé par une firme d'ingénieurs-conseils, est alors entrepris. Un mois à peine après l'annonce, l'arpentage topographique en vue de la

---

<sup>37</sup> Le conseil accepte de fournir l'eau en cas d'extrême urgence seulement. Les cas sont jugés par le gérant municipal de Trois-Rivières, et l'eau est vendue à la Paroisse 0,25 \$ le mille gallons. (*Ibid*, 26 octobre, p. 3 et 4 novembre 1949, p. 3.)

<sup>38</sup> *Ibid*, 10 février 1949, p. 3.

<sup>39</sup> *Ibid*, 23 décembre 1953, p. 3.

<sup>40</sup> *Règlements municipaux de la Paroisse de Trois-Rivières*, no. 57-C, 6 août 1959.

pose d'un système d'égout est amorcé, pressé par les nombreuses demandes des contribuables<sup>41</sup>. Mais les problèmes reliés à la condamnation d'un puits foré en 1956 interrompent la progression des travaux qui ne seront repris qu'en 1959, lorsque la Paroisse achète l'égout privé du secteur Val-Mauricie. Entre temps, un homme d'affaires construit à ses frais l'égout d'un projet domiciliaire d'envergure : la Terrasse Duvernay<sup>42</sup>. La municipalité connaît alors quelques difficultés avec les bâtisseurs d'égouts privés<sup>43</sup> : dans l'éventualité d'une municipalisation complète du réseau, elle ne veut pas être dans l'obligation d'acheter un système non conforme aux normes municipales. Finalement, de 1945 à 1963, les travaux d'égout connaissent peu d'évolution. Des investissements mineurs successifs servent à améliorer le système en place mais la majorité des contribuables ont toujours une fosse septique.

Du côté de Shawinigan-Sud, le *boom* domiciliaire entre 1945 et 1960 ébranle le système d'aqueduc. Dans les années 1950, la municipalité est couramment aux prises avec des pénuries d'eau. En 1952, la municipalité prend donc en main l'extension future de tout le réseau d'alimentation sur son territoire, mais ne dispose ni des ressources financières, ni des ressources professionnelles afin d'en assumer la charge<sup>44</sup>. Malgré la nécessité d'améliorer l'efficacité générale des services publics, on fait preuve d'un conservatisme flagrant dans les emprunts qui y sont consacrés : depuis la fin de la guerre jusqu'en 1956, un seul emprunt, celui de 1946, est destiné à

<sup>41</sup> *Le Nouvelliste*, 23 octobre 1957, p. 3.

<sup>42</sup> *Ibid.*, 10 avril 1959, p. 3.

<sup>43</sup> Un litige opposant les municipalités de Trois-Rivières et de la Paroisse de Trois-Rivières au sujet de l'égout de la Terrasse Duvernay, éclate en mai-juin 1960. L'année suivante, la construction d'un égout sans permis dans un secteur récent oblige la municipalité à freiner toute construction d'égout non autorisée. (*Ibid.*, 27, p. 3 et 28 mai 1960, p. 13).



l'aqueduc. L'éventualité d'une annexion avec Shawinigan a-t-elle incité la municipalité à restreindre ses dépenses ? À tout le moins, il en est beaucoup question dans les journaux à l'époque. Il faut attendre les événements dramatiques de l'été 1956, pour qu'on y consacre plus de temps, mais également plus d'argent. L'assèchement complet des deux réservoirs d'une capacité de 1 600 000 gallons, un matin de juin, dévoile l'instabilité du système d'alimentation, de même que l'ampleur et l'urgence des travaux qu'il faut y accomplir. On décide alors, pour parer au plus pressant, de pomper les eaux du Lac Loranger et de demander aux citoyens de limiter leur consommation d'eau. Dans les semaines qui suivent, le conseil municipal accepte alors la solution proposée par une firme d'ingénieurs-conseils de Montréal : le raccordement temporaire à la cité de Shawinigan<sup>45</sup>.

Perdant ainsi une part du contrôle sur la fourniture et l'évolution des services aux mains de la ville-centre, la municipalité investit dans la recherche d'une nouvelle source et dans l'amélioration du réseau d'alimentation en eau. En effet, le « geste humanitaire » de Shawinigan envers la population de Shawinigan-Sud devient une dépendance qui brime, en quelque sorte, l'autonomie de la municipalité, du moins sur le contrôle et l'amélioration du système d'aqueduc. À titre d'exemple, en 1959, pour résoudre son problème de pression, le conseil suggère d'installer une pompe qui augmenterait le débit, ou de modifier la grosseur des canalisations sur son territoire,

---

<sup>44</sup> *Règlements municipaux de Shawinigan-Sud*, no. 100, 5 mai 1952.

<sup>45</sup> Le maire de l'époque, Bruno Sigmen, rappelle l'événement en ces mots : « les travaux furent exécutés avec fébrilité, et le 9 octobre 1956, les maires Gaston Hardy de Shawinigan et Bruno Sigmen de Shawinigan-Sud, dans un geste bien significatif, ouvraient la valve qui ramenait l'eau dans la municipalité de Shawinigan-Sud ». (André Jean Bordeleau *et al.*, *Sous les soleils passés...*, Shawinigan-Sud, [s.édit.], 1987, p. 11-12.)

ce qui aurait le même effet<sup>46</sup>. Mais Shawinigan refuse, sous prétexte qu'il s'agit là de dépenses supplémentaires pour eux<sup>47</sup>. C'est pourquoi la municipalité de Shawinigan-Sud entreprend, avec l'appui financier du Ministère des affaires municipales<sup>48</sup>, des travaux d'une valeur d'un demi-million de dollars pour ériger la « canalisation amenant l'eau de Shawinigan et du Lac-à-la-Pêche jusque sur les hauteurs » de Shawinigan-Sud<sup>49</sup>.

À Trois-Rivières-Ouest, au moment de devenir ville en 1963, le constat des améliorations à apporter est sans équivoque<sup>50</sup>. Dorénavant, la municipalité veille à la confection simultanée des services et des rues, évitant ainsi une construction par étape et coûteuse. Les travaux s'intègrent mieux aux secteurs en croissance, et suivent davantage le rythme de développement. Cependant, le coût de ces infrastructures plonge la municipalité dans un endettement disproportionné. Près d'un million de dollars sont investis entre 1964 et 1967, afin d'améliorer le système d'approvisionnement en eau et d'étendre le service aux nouveaux secteurs<sup>51</sup>. Ainsi, à la fin des années 1960, les principaux travaux d'infrastructures concernant l'aqueduc sont complétés et la municipalité a récupéré le plein contrôle de l'approvisionnement en eau.

---

<sup>46</sup> *L'écho du St-Maurice*, 10 juin 1959, p. 1.

<sup>47</sup> *Ibid*, 17 juin 1959, p. 1.

<sup>48</sup> Une somme annuelle de 23 000 \$ sur vingt ans, et une subvention supplémentaire de 100 000 \$. (*Ibid*, 21 mars 1961, p. 9).

<sup>49</sup> *Ibid*, 20 décembre 1961, p. 2.

<sup>50</sup> « La municipalité de la Paroisse de Trois-Rivières, de toute évidence, fait face à de sérieux problèmes de croissance. Ses membres s'étendent de façon étonnante de tous les côtés. Les constructions domiciliaires poussent comme des champignons. Des secteurs complets naissent en quelques mois ». *Le Nouvelliste*, 5 mai 1962, p. 3.

<sup>51</sup> *Règlements municipaux de Trois-Rivières-Ouest*, no. 162-N, 5 octobre 1964 ; no. 162-N-1, 5 septembre 1967.

C'est également le cas pour Shawinigan-Sud qui, avec le changement de statut, exprime non seulement le désir de résoudre définitivement les problèmes d'aqueduc et d'égout, mais dispose dorénavant du financement et de l'expertise nécessaires pour y mettre un terme. En effet, 1963 est une date charnière pour le développement de la municipalité. Cette année-là, un emprunt de \$ 3 millions sert à financer des travaux à effectuer dans les services publics. Les retombées estimées sont considérables : des investissements de onze millions de dollars pour les cinq années suivantes, et des infrastructures permettant à Shawinigan-Sud d'accueillir une population de 35 000 âmes<sup>52</sup>. De plus, on estime que les « travaux d'hiver » 1963-64 qui y sont rattachés, de l'ordre de 1 300 000 \$<sup>53</sup> permettront de mettre au travail les chômeurs locaux qui comptent sur ces travaux « pour passer l'hiver »<sup>54</sup>. Ainsi, les travaux liés à l'emprunt de trois millions de dollars permettent de rétablir une certaine stabilité de l'approvisionnement en eau. Par ailleurs, la somme de 750 025 \$ attribuée à la modification des égouts existants révèle la désuétude du réseau en fonction. Une somme moindre, 547 755 \$ est consacrée aux autres travaux d'égout<sup>55</sup>. En somme, le quart des travaux accomplis grâce à l'emprunt le sont pour rénover le système d'égout.

---

<sup>52</sup> *L'écho du St-Maurice*, 23 octobre 1963, p. 3. Bien que la petite municipalité n'atteigne pas cette population, ce chiffre est réaliste, si on considère que les estimations de la firme d'ingénieurs-conseils Héroux et Tremblay évaluait la population à 85 400 âmes en 1983. (*Ibid*, 5 juin 1963, p. 4).

<sup>53</sup> *Le Nouvelliste*, 19 juin 1963, p. 10. En fait, ils sont de 1 102 129.80 \$, tel que mentionné dans le règlement d'emprunt. *Règlements municipaux de Shawinigan-Sud*, no. 182, 4 novembre 1963.

<sup>54</sup> *L'écho du St-Maurice*, 6 novembre 1963, p. 6.

<sup>55</sup> *Règlements municipaux de Shawinigan-Sud*, no. 181, 25 octobre 1963.

Finalement, confrontées à des problèmes semblables, Shawinigan-Sud et Trois-Rivières-Ouest adopteront des solutions similaires. Dans un premier temps, elles font appel à de l'aide extérieure. L'urgence des situations, quoique différentes, les feront se tourner vers la ville-centre. Mais ce secours ne peut se faire que sur une base temporaire. Quant au recours au secteur privé, cela n'est pas la solution idéale. En plus d'en perdre le contrôle, cela risque d'engendrer la création d'un égout multiforme, sans standards, et d'établir des inégalités entre les citoyens, dans la fourniture et la qualité des services. Ces moyens ne sont donc pas rentables à long terme, et ne prémunissent pas les municipalités contre la répétition des mêmes problèmes tant et aussi longtemps que celles-ci ne cessent de croître. C'est ce qui amènera les municipalités de banlieue, quoique limitées par leurs faibles revenus, à prendre en charge l'extension des services publics, d'abord timidement, puis après 1960, à mesure que l'activité résidentielle prend de l'ampleur.

### 3) Administration et finances municipales

Dans le système municipal, la richesse collective et la gestion du bien public est un facteur déterminant de la qualité de vie individuelle. La suburbanisation rapide d'après-guerre ébranle les administrations locales, là où on retrouvait surtout des activités agricoles. Nombreuses sont les localités qui, n'étant pas en mesure d'assumer une gestion efficace, sont intégrées aux villes-centre sous forme de quartier. De cette façon, elles espèrent jouir de services équivalents à leur ville d'accueil. Les autres doivent apporter des changements à leur administration afin de

répondre aux besoins d'une population croissante. Cette poussée suburbaine influe sur l'organisation municipale, qui présente un développement horizontal, avec de plus en plus de services et d'interventions dans le domaine économique et culturel, et vertical, c'est-à-dire, de plus en plus hiérarchisé. Considérant le décalage démographique qui les sépare et le changement de statut qui survient quelques années plus tard, dans quel état les institutions municipales de Shawinigan-Sud et de Trois-Rivières-Ouest franchissent-elles le cap des années 1960 ?

Nous avons tenté de répondre à cette interrogation en retraçant l'évolution des corps municipaux et en insistant sur la spécialisation des tâches, fruit de l'incursion technocratique dans l'administration locale. Puis, nous avons effectué un survol de la situation financière de Shawinigan-Sud et de Trois-Rivières-Ouest, en considérant surtout les colonnes des revenus et des dépenses de chacune.

#### A) L'administration municipale

La structure de l'administration municipale n'est pas statique, elle évolue selon les nécessités. Elle doit permettre à la municipalité d'assumer pleinement son rôle, c'est-à-dire d'assurer des services publics adéquats et de créer un climat favorable au développement. C'est pourquoi l'administration des municipalités de banlieue, presque exclusivement formée d'élus en 1945, se modifie rapidement à partir des années 1960, et même plus tôt dans le cas de Shawinigan-Sud. La plupart des responsabilités, qui n'incombent d'abord qu'aux édiles, subissent

progressivement un nouveau partage entre le conseil et certains spécialistes des secteurs administratifs et techniques. Cette transformation ne se fait pas sans heurts. En effet, le Code municipal de la province qui régit les municipalités rurales ne permet pas l'embauche d'une fonction publique municipale permanente, et contraint les municipalités à utiliser les services de firmes privées. Seul le recours à un projet de loi privé permet aux municipalités de paroisse ou de village de se doter d'une main-d'œuvre professionnelle permanente avant le changement de statut. Ainsi, Shawinigan-Sud et Trois-Rivières-Ouest bénéficient de quelques assouplissements à la loi.

Avant 1960, le travail du maire et des conseillers nécessite qu'ils soient particulièrement polyvalents. Le conseil n'est pas uniquement une instance, il doit veiller à l'application des décisions et à l'exécution des travaux. Certes, il est secondé par les officiers municipaux prévus par le Code Municipal, c'est-à-dire le secrétaire-trésorier, les inspecteurs agraires et des cours d'eau, mais ces dispositions sont anachroniques pour des municipalités de plus en plus urbanisées. D'ailleurs, les édiles ne possèdent souvent pas l'expertise nécessaire pour entreprendre certains travaux<sup>56</sup>. Qui plus est, le travail est tel que les assemblées mensuelles du conseil ne suffisent plus pour suivre les nombreux dossiers en marche : les services publics, les projets domiciliaires, le parc et le fonds industriels, etc. Depuis le milieu des années 1950, l'absence d'une main-d'œuvre professionnelle se traduit par la difficulté à

---

<sup>56</sup> Dans une entrevue consacrée au quotidien *Le Nouvelliste* en 1973, le conseiller Henri Guilbert, en poste depuis 1950, livre ses impressions sur l'évolution de l'administration municipale : « aujourd'hui, les conseillers n'ont qu'à prendre des décisions, alors qu'auparavant il nous fallait être aussi les exécutants, ce qui n'était pas facile ». (*Le Nouvelliste*, 28 juillet 1973, p. 3).

recruter du personnel qui doit cumuler plus d'une fonction<sup>57</sup>, la surcharge de travail pour les autres<sup>58</sup> et l'appel constant à des firmes d'urbanistes, d'ingénieurs et de conseillers légaux dans le cadre de projets d'envergure.

C'est pourquoi la première partie de la décennie 1960 est consacrée à l'embauche de professionnels pour contrôler la croissance rapide de la ville. Au lieu d'un travail à la pièce, les fonctionnaires municipaux assurent une stabilité et une surveillance constante des développements de la municipalité, tout en préservant une continuité administrative et technique, en dépit du roulement politique. Les élus qui étaient, à la fois, instances décisionnelles et exécutives, se trouvent déchargés d'une part de leur travail. Néanmoins, le partage des responsabilités et du pouvoir au sein du corps municipal, entre les élus et les fonctionnaires, existe déjà avant l'engagement du premier ingénieur, en général sur une base contractuelle. La nouveauté réside dans la permanence de l'emploi.

Dans plusieurs cas, les conseils devancent le changement imminent de statut pour s'entourer d'un personnel compétent. Dans la Paroisse, en 1959, grâce à l'adoption d'un projet de loi privé, la municipalité obtient des pouvoirs spéciaux, dont la nomination de certains officiers municipaux. L'année suivante, les recherches sont entamées afin de trouver les candidats idéals pour assumer les postes d'ingénieur et de secrétaire-trésorier. La municipalité engage un premier ingénieur permanent dès

---

<sup>57</sup> Les inspecteurs agraires doivent agir comme inspecteurs en construction. (*Ibid*, 30 octobre 1956).

<sup>58</sup> En 1961, le surintendant de l'aqueduc à qui on vient de déléguer la responsabilité des égouts avec une augmentation de 0,25 \$ l'heure et une camionnette à sa disposition, se plaint qu'il doit « travailler six jours par semaine pour suffir à la tâche ». (*Ibid*, 3 octobre 1961, p. 3).

1962<sup>59</sup>. À Shawinigan-Sud, le besoin de se doter d'une main-d'œuvre professionnelle permanente se présente plus tôt durant la période. Même si l'incorporation en ville, en 1961, joue un rôle déterminant dans la gestion municipale, Shawinigan-Sud bénéficie également d'assouplissements extraordinaires de la loi afin que les restrictions du Code Municipal n'entravent pas son expansion. L'embauche d'un ingénieur dès 1951 et la création d'un poste d'ingénieur-gérant à la fin des années 1950 contribuent au morcellement des tâches du conseil, et sa consignation à une activité de plus en plus décisionnelle. De 1951 à 1974, cinq ingénieurs se succèdent à Shawinigan-Sud, dont quatre occupent le poste d'ingénieur-gérant. À l'instar de Trois-Rivières-Ouest, certains d'entre eux quittent leur fonction pour le secteur privé ou pour occuper la même fonction dans une autre ville. Dans la plupart des cas, ils partent vers une ville plus importante ou offrant de meilleures conditions d'embauche.

Au plan administratif, Shawinigan-Sud et Trois-Rivières-Ouest montrent des itinéraires très variés. Dans la Paroisse, jusqu'en 1961, le poste de secrétaire-trésorier est attribué de façon arbitraire par le conseil. Cette année-là, la sélection est confiée à une firme comptable pour trouver le candidat le mieux qualifié. Le choix s'arrête sur un jeune comptable, diplômé de l'École des Hautes Études Commerciales, une décision qu'entérine le conseil municipal avec l'appui de la Chambre de Commerce locale. On ne tarit pas d'éloges pour ce secrétaire-trésorier qui s'emploie, durant son premier mois en tant que fonctionnaire municipal, à moderniser la gestion de la

---

<sup>59</sup> *Ibid*, 17 juillet 1962, p. 3.



municipalité<sup>60</sup>. Avec la démission du secrétaire-trésorier en 1967, qui occupe également la gérance depuis 1964, les fonctions seront scindées avec la création du service du greffe. Quant à Shawinigan-Sud, les services de la trésorerie et du greffe sont assumés par le secrétaire-trésorier tout au cours de la période. En fait, sa tâche évolue peu entre 1945 et 1974, et seulement quatre personnes s'y succèdent. Selon un quotidien régional, cette stabilité est ce qui a permis à la municipalité de « bien progresser »<sup>61</sup>.

L'implantation du système de gérance intervient à des moments différents dans le développement des municipalités. Il est intimement lié aux préoccupations de l'époque. Bien que les services publics monopolisent les efforts des conseils des deux municipalités avant les années 1960, ils sont certainement plus préoccupants à Shawinigan-Sud durant cette période, ce qui a probablement une incidence sur le profil du candidat recherché. Le type de gérance, administrateur ou ingénieur, s'inscrit donc dans le contexte. À Shawinigan-Sud, on envisage d'instaurer le système de gérance dès 1959, mais cela s'avère impossible en vertu du Code Municipal, qui régit l'ensemble des municipalités rurales et de village. La municipalité fait donc

---

<sup>60</sup> Roland Désaulniers raconte les circonstances de son entrée en fonction : « Quand je suis arrivé, il n'y avait qu'une caisse à biscuits comme document. Aucun document, aucun livre, rien. Je travaillais jusqu'à deux, trois, quatre heures du matin. Le premier livre qu'on a balancé, avec les embrouilles qu'ils avaient : où chercher les documents ? où chercher les affaires ? Finalement, on a travaillé jusqu'à cinq heures du matin avec d'autres employés. Arrive alors la secrétaire que j'avais : « Je ne comprends pas ça Monsieur Désaulniers, ça ne marche pas, ça arrive à zéro... ». C'est parce que ça balance. C'est ça qu'on cherchait. ». *Entrevue avec Roland Désaulniers*, 24 février 1997.

<sup>61</sup> « Pendant que les administrateurs se succèdent à tour de rôle, le secrétaire-trésorier demeure à son poste des années durant. Il devient le dépositaire de l'histoire dans ses détails les plus simples, de la municipalité. Avec le temps, il devient un puits d'histoire locale, une encyclopédie municipale. Si la municipalité de Shawinigan-Sud a su si bien progresser après avoir connu des heures difficiles, au début de son existence, puis durant les crises, les périodes de chômage, c'est que sous ce rapport, elle a été mieux servie puisque ceux qui l'ont servie lui ont donné le meilleur d'eux-mêmes ». (*Le Nouvelliste*, 17 juin 1950, cité dans Sylvie Cossette, *op. cit.*, p. 88.)

appel au comité des « bills privés » afin de créer un poste d'ingénieur-gérant chargé « de surveiller et de diriger sous le contrôle du maire, les affaires de la municipalité et les travaux qu'elle fait exécuter »<sup>62</sup>. Il se substitue donc au maire comme agent d'exécution. Le premier ingénieur-gérant, en poste en août 1960, est alors secondé dans son travail par une poignée de fonctionnaires municipaux déjà en place : un surintendant des travaux, un directeur de police, un secrétaire-trésorier et quelques journaliers<sup>63</sup>. Lorsque le règlement instituant la gérance à Trois-Rivières-Ouest est adopté, il mentionne que le secrétaire-trésorier occupera la première gérance municipale<sup>64</sup>. Il y a bien quelques opposants qui soutiennent la candidature de l'ingénieur local<sup>65</sup>, mais le règlement est adopté tel quel. Les activités de ce comptable, au poste de secrétaire-trésorier puis de gérant, effritent l'image classique d'un gérant municipal cantonné « dans un rôle d'agent d'exécution tourné vers la mise en œuvre des décisions du Conseil »<sup>66</sup>. En fait cette perception tient de la description de tâche du gérant incluse dans la loi des cités et villes<sup>67</sup>. Certes, le gérant doit mettre en application les décisions et règlements votés par le conseil, mais il

---

<sup>62</sup> *Règlements municipaux de Shawinigan-Sud*, no. 140, 1 août 1960.

<sup>63</sup> Sylvie Cossette, *op. cit.*, p. 83.

<sup>64</sup> Cette charge est officiellement créée en mai 1964. *Règlements municipaux de Trois-Rivières-Ouest*, no. 149-N, 4 mai 1964.

<sup>65</sup> Dès avril 1963, l'ingénieur est pressenti par le maire comme étant le futur gérant. *Le Nouvelliste*, 24 avril 1963, p. 3.

<sup>66</sup> Alain Baccigalupo et Luc Rhéaume, *Les administrations municipales québécoises : des origines à nos jours : anthologie administrative*, Montréal, Agence d'Arc, 1984, p. 388.

<sup>67</sup> « 108. Le conseil peut décréter par règlement approuvé par les électeurs municipaux et par le lieutenant gouverneur en conseil, la création d'une charge municipale, dont le titulaire appelé « gérant » sera l'officier exécutif de la municipalité et aura pour fonction de surveiller et de diriger, sous le contrôle du maire et du conseil, les affaires de la municipalité et les travaux qu'elle fait exécuter ». (Charles-Nap. Dorion, *Loi concernant les cités et les villes, annotée avec jurisprudence au 1<sup>er</sup> janvier 1956*, Montréal, Wilson & Lafleur, Ltd., 1956, p. 67.)

s'occupe aussi de faire la promotion de la ville, en l'absence d'un commissaire industriel.

Bien que le changement de statut marque une étape importante dans le développement de l'administration municipale, il n'en constitue certainement pas l'origine. La constitution du corps municipal se modifie au rythme et à la façon dont les besoins se présentent. La gérance en est le meilleur exemple. Entre 1945 et 1974, l'administration municipale est passée d'une poignée de volontaires et de bénévoles à un groupe d'élus rémunérés et de fonctionnaires spécialisés, qui se pose comme un nouvel intermédiaire entre les édiles et les citoyens. Cette spécialisation de la gestion locale assure désormais une base solide aux projets à long terme et une vision d'avenir. Toutefois, elle confine les élus locaux au processus décisionnel. Cela dit, l'accession au rang de ville au début des années 1960 ne fait que dévoiler un processus amorcé depuis une décennie déjà : la constitution d'une technocratie locale.

## B) Finances municipales

Tout au cours de la période, les élus, puis les fonctionnaires municipaux, sont à la recherche d'alternatives afin d'augmenter les revenus de la municipalité : le développement et l'autonomie politique en dépendent. En dépit de leur statut de paroisse ou de village et de leur proximité de la ville qui, elle, peut se fier sur l'imposition des biens-fonds industriels et sur d'autres sources variées de revenus liées à la diversité des activités, Shawinigan-Sud et Trois-Rivières-Ouest cherchent à

rétablir un équilibre fiscal en misant sur certains avantages inhérents, comme les grands espaces disponibles aux projets résidentiels ou commerciaux. En cela, le changement de statut sera salubre quoique, sous bien des aspects, il ne s'agit que d'un progrès relatif. Sans l'embauche de comptables ou d'ingénieurs durant les années 1950, les transformations du début des années 1960 n'auraient pas eu l'ampleur ou la visibilité qu'elles ont eues.

#### a) les revenus

Les besoins criants d'infrastructures nouvelles, soit de routes pavées, d'aqueduc et d'égout à partir de 1945, mais de façon plus singulière à partir des années 1950, entraînent la municipalité de Shawinigan-Sud vers un endettement progressif. En effet, les emprunts par obligations sont devenus la principale source de financement.

La période qui s'étend du milieu des années 1940 à la fin des années 1950 est particulièrement féconde dans la recherche d'alternatives aux emprunts à répétition. Au début des années 1950, malgré l'intervention du maire, qui fait appel à la collaboration des citoyens pour régler « le problème financier de la municipalité »<sup>68</sup>, le conseil doit effectuer deux emprunts, à intervalle de trois ans, totalisant 200 000\$<sup>69</sup> afin de « couvrir les déficits accumulés à date, les dépenses capitalisées »<sup>70</sup>. Les contribuables n'ont souvent d'autres choix que de donner leur aval à de telles

---

<sup>68</sup> *L'écho du St-Maurice*, 26 juillet 1951, p. 1.

<sup>69</sup> *Règlements municipaux de Shawinigan-Sud*, no. 93, 14 septembre 1951 ; no. 112, 17 mai 1954.

<sup>70</sup> *L'écho du St-Maurice*, 9 août 1951, p. 3.

dépenses, sans quoi ils doivent les absorber eux-mêmes sur le compte de taxe ou souffrir de l'insuffisance des infrastructures existantes<sup>71</sup>. Ils en subissent d'ailleurs les effets en 1955, avec l'adoption de l'évaluation scientifique. Elle n'a pas seulement comme conséquence l'augmentation des revenus de la taxe foncière générale, mais également l'uniformisation de la procédure d'évaluation sur tout le territoire, puisque la Paroisse d'Almaville est annexée en 1953. Cette mesure, comme toute mesure risquant de gonfler le compte de taxe, s'avère impopulaire auprès des contribuables : certains d'entre-eux reprochent au conseil le peu de distinction entre l'urgent et le superflu, comme les 15 000 \$ versés à un évaluateur spécialisé<sup>72</sup>.

Ayant épuisé la plupart des sources locales de revenus et voulant éviter la hausse de la taxation foncière, résultat de l'alourdissement de la dette municipale, Shawinigan-Sud se tourne vers la cité. En 1958, le conseil municipal rencontre les autorités shawiniganaises pour proposer l'imposition sur leur territoire d'une taxe de vente dont une partie de la perception reviendrait à la municipalité de banlieue<sup>73</sup>. Shawinigan refuse. Cette vaine tentative s'inspirait d'une démarche entreprise l'année précédente par la Ligue des contribuables et la Commission scolaire auprès du gouvernement provincial afin de toucher une part des taxes industrielles de Shawinigan. D'ailleurs, Shawinigan-Sud reprend essentiellement la même argumentation : la responsabilité de Shawinigan dans la situation économique sud-shawiniganaise. D'abord, parce qu'elle aurait depuis peu rejeté l'annexion du revers

---

<sup>71</sup> Par exemple, en ce qui concerne l'emprunt de 100 000 \$ en 1954, un refus se serait traduit par une taxe spéciale de 0,60 \$ du 100 \$ d'évaluation. (*Ibid*, 9 juin 1954, p. 3).

<sup>72</sup> *Ibid*, 4 juillet, p. 10 et 25 juillet 1956, p. 8.

<sup>73</sup> *Ibid*, 19 novembre 1958, p. 1.

de la main. Ensuite, sous prétexte que la ville-centre déverse sa population à Shawinigan-Sud. Enfin, considérant que 2 000 Sud-Shawiniganais travaillent dans les usines et achètent dans les commerces de Shawinigan<sup>74</sup>. Cela dit, ni l'annexion scolaire, ni les taxes de vente ou industrielle applicables dans la Cité ne se réalisent. La situation financière est telle que le gouvernement provincial doit intervenir<sup>75</sup>.

La seconde partie de la période, entre 1960 et 1975, en est une de stabilisation des finances municipales : le secteur industriel se fait de plus en plus présent à Shawinigan-Sud et le changement de statut de municipalité de village à ville en 1961 lui donne des nouveaux pouvoirs de taxation qui, sans régler tous les problèmes financiers, sont comme un baume sur la plaie ouverte de l'annexion. Par ailleurs, même si Shawinigan-Sud ne bénéficie plus des services de la voirie provinciale, les nombreux programmes de « travaux d'hiver » et « d'initiatives locales » viennent pallier cette perte. Entre 1961 et 1972, la ville de Shawinigan-Sud participe plus de vingt-cinq fois, c'est-à-dire plusieurs fois par hiver, à ces travaux à coûts partagés entre la municipalité, les gouvernements provincial et fédéral. Il s'agit d'améliorations variées, de la construction de trottoirs à la réparation d'égout en passant par la rénovation du poste de police. Ils atteignent parfois le million de dollars, et les octrois absorbent parfois jusqu'à la totalité des coûts. Dans la plupart des cas, cependant, ils nécessitent des investissements municipaux supérieurs à 50 %

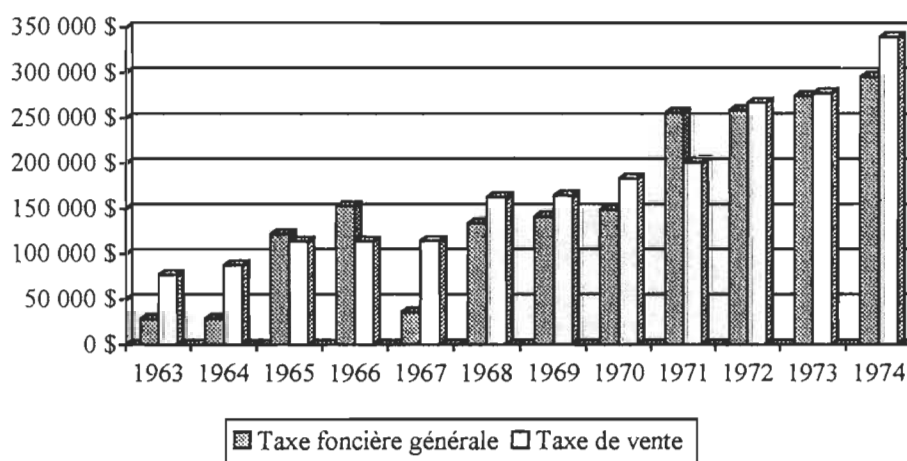
---

<sup>74</sup> *Ibid*, 16 janvier 1957, p. 12.

<sup>75</sup> La crise atteint son paroxysme en mars 1960, lorsque la municipalité n'a d'autres choix que d'arrêter tous les travaux en cours et de remercier trente employés de leurs services, faute d'argent. Devant cette impasse financière, le conseil prie le gouvernement provincial de se mêler des affaires de la municipalité. C'est ce qu'il fait en autorisant un emprunt de 90 000 \$, que le gouvernement lui avait refusé quelques mois auparavant. (*Ibid*, 16 janvier 1957, p. 12).

du coût estimé. L'apport du gouvernement provincial pour sa part, non seulement dans le cadre de ces programmes, mais par tous les transferts et les subventions, tourne autour de 20 % des revenus totaux de la municipalité entre 1963 et 1965.

Dans sa phase d'urbanisation rapide au début des années 1960, le conseil municipal de Trois-Rivières-Ouest rencontre des problèmes de financement similaires à ceux que connaissait Shawinigan-Sud une dizaine d'années auparavant. Les problèmes liés à l'expansion des réseaux d'aqueduc et d'égout concernent moins l'expertise nécessaire que le financement indispensable à leur déploiement. Cependant, un événement vient modifier la perspective fiscale au début des années 1960. Il s'agit de l'implantation d'un centre commercial évalué à 900 000 \$ et qui doit assurer des revenus importants à la corporation.



**Figure 4. Revenus de la taxe foncière générale et de la taxe de vente à Trois-Rivières-Ouest, 1963-1974**

Source : Bureau de la statistique du Québec, *Finances municipales*, Québec, Ministère de l'Industrie et du Commerce, 1963-1974.

Bien que la taxe de vente ne rapporte pas les gains escomptés durant les trois premiers mois de 1961<sup>76</sup>, elle atteint 77 719 \$ en 1963 et dépasse les 300 000 \$ à la fin de la période. L'ouverture du pont sur le fleuve St-Laurent en décembre 1967, contribue à l'augmentation substantielle de ses revenus. De sorte qu'il n'y a qu'en 1971 que les revenus de la taxe foncière générale dépassent ceux de la taxe de vente<sup>77</sup>, et cela malgré l'adoption de l'évaluation scientifique en 1965 (figure 4).

Lorsque la municipalité prend définitivement le contrôle des services publics au début des années 1960, l'absence de financement adéquat laisse plusieurs citoyens dans l'expectative. D'ailleurs, la ville de Trois-Rivières-Ouest participe peu aux programmes de travaux d'hiver et d'encouragement des initiatives locales (annexe E) : la municipalité n'y contribue qu'à cinq reprises entre 1962 et 1974<sup>78</sup>. Si bien que les revenus totaux provenant des subventions et des transferts des gouvernements provincial et fédéral totalisent 173 670 \$ entre 1963 et 1974, pour une moyenne annuelle de 14 472 \$, tandis qu'à Shawinigan-Sud, ils atteignent 1 074 359 \$ pour une moyenne de 89 530 \$ par an<sup>79</sup>.

Dans la veine des changements apportés au corps municipal (ingénieur, comptable) et au statut de la municipalité depuis le début des années 1960, le conseil

---

<sup>76</sup> Elle est d'un peu plus de 4 300 \$, alors qu'on envisageait au moins 15 000 \$. *Le Nouvelliste*, 28 septembre 1962, p. 3.

<sup>77</sup> *Finances municipales*, 1971-72.

<sup>78</sup> La déclaration du maire Gouin, nous donne une piste d'explication sur la perception qu'ont les élus sur ces programmes : « Nous ne saurions prendre avantage d'un bon d'achat de \$20 applicable sur un manteau de \$100, si d'abord nous ne disposons pas du \$80 nécessaire pour l'acquérir ». Ce que cherche alors à illustrer le premier citoyen, c'est le refus de la ville de Trois-Rivières-Ouest de participer au programme d'initiatives locales du gouvernement fédéral, qui impliquerait une dépense approximative de 38 000 \$ pour 12 000 \$ de subvention. (*Le Nouvelliste*, 30 novembre 1971, p. 2).

<sup>79</sup> *Finances municipales*, 1963 à 1974.



fait appel à une firme d'évaluateurs spécialisés. À l'instar de Shawinigan-Sud, les mesures touchant directement la taxe foncière sont très impopulaires. Toutefois, l'adoption de l'évaluation scientifique en 1965 ne rencontre pas vraiment d'opposition. Même si la valeur totale des biens-fonds double, passant de 7 249 204 \$ à 15 956 799 \$, le conseil fait en sorte que le taux de la taxe foncière générale chute de 50 %. Il passe de 0,40 \$ à 0,20 \$ sur 100 \$ d'évaluation<sup>80</sup>.

Cependant, en 1968, lorsque l'augmentation combinée de l'évaluation et de la taxe foncière correspond à une hausse du compte de taxe oscillant entre 20 et 25 %, un mouvement de protestation s'organise. Un petit groupe de propriétaires mécontents dénoncent « la politique de grandeur du conseil municipal »<sup>81</sup>, faisant ainsi allusion au parc et au fonds industriels. Ce qui inquiète le plus les contribuables n'est pas tant le financement des infrastructures, qui nécessite de nombreux emprunts depuis 1961, mais surtout le niveau d'endettement de la municipalité qui accroît leur fardeau fiscal individuel<sup>82</sup>. Le gérant municipal leur donne en partie raison lorsqu'il déclare que l'administration prévoyait « un gros boum qui ne s'est pas produit, Trois-Rivières-Ouest était vouée à un progrès qui n'est pas venu »<sup>83</sup>. Finalement, en raison du caractère personnel des réclamations des propriétaires et de l'impassibilité du

---

<sup>80</sup> *Finances municipales*, 1963-64 ; *Le Nouvelliste*, 15 mars 1965, p. 3 et 18 mars 1965, p. 3.

<sup>81</sup> *Le Nouvelliste*, 25 mars 1968, p. 3.

<sup>82</sup> En 1968, le service de la dette absorbe 50,75 % des dépenses. Cette proportion atteint 54,13 % en 1970.

<sup>83</sup> *Ibid*, 25 mars 1968, p. 3.

conseil qui reste légitimement sur ses positions, le mouvement de protestation s'effrite<sup>84</sup>.

#### b) les dépenses

Nous avons comptabilisé les dépenses des municipalités de Shawinigan-Sud et Trois-Rivières-Ouest, dans cinq secteurs névralgiques : l'administration générale, la protection publique, les travaux publics, les loisirs, et le service de la dette. Cependant, ces données ne sont disponibles pour les deux municipalités ciblées que pour la période 1963-1974 (annexe D).

À quelles dépenses spécifiques correspondent ces secteurs ? Sur ce point, nous avons utilisé une terminologie comptable détaillée, publiée au début des années 1960 dans une étude statistique du Ministère de l'Industrie et du Commerce concernant les finances municipales<sup>85</sup>. Ainsi, le secteur de l'administration publique comprend le salaire du personnel et les frais inhérents à leur tâche. Celui de la protection publique inclut les salaires et l'entretien des services de police, des incendies, de la justice et de l'éclairage des rues. Le secteur des travaux publics correspond aux salaires, à l'entretien et l'amélioration de la voie publique, à la salubrité en général, à l'enlèvement des ordures ménagères, de la neige, de la glace, au drainage et aux égouts. Le service des loisirs, qu'on appelle aussi les services

---

<sup>84</sup> Une manifestation à l'hôtel de ville qui devait attirer mille personnes, n'en intéresse plus que trois cents. De plus, ils ne réussissent qu'à retarder l'homologation du rôle d'évaluation. Sur les deux cents propriétaires présents la semaine suivante, seulement 83 portent une plainte auprès des évaluateurs. (*Ibid*, 11 avril 1968, p. 3; 12 avril 1968, p. 3 et 17 avril 1968, p. 3).

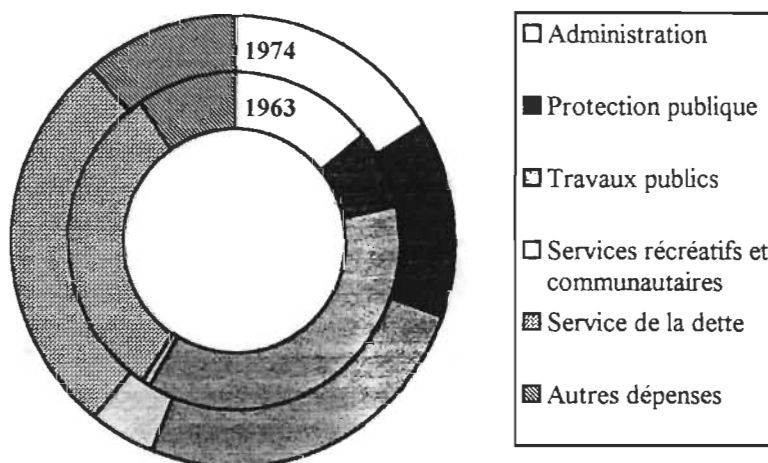
récréatifs et communautaires, comprend « les centres de loisirs, terrains de golf, piscines, plages, parcs d'amusement et terrains de jeux, parcs, bibliothèque, musées, galeries, marchés, etc... »<sup>86</sup>. Finalement, le service de la dette concerne trois types de dette : « a) dette obligataire : remboursement de capital et intérêt(s) dus à l'égard de toutes obligations du fonds général émises par la municipalité ; b) autres dettes à long terme : remboursement de capital et intérêts à l'égard des dettes contractées auprès des banques, gouvernements et autres prêteurs ; c) à court terme : intérêts sur emprunts temporaires »<sup>87</sup>.

**TABLEAU 7**  
**PROPORTION DES DÉPENSES MUNICIPALES DANS DIFFÉRENTS**  
**SECTEURS, SHAWINIGAN, SHAWINIGAN-SUD, TROIS-RIVIÈRES,**  
**TROIS-RIVIÈRES-OUEST, 1963 ET 1974**

<b>1963</b>							
<b>Municipalités</b>	<b>Administ ration (%)</b>	<b>Protection publique (%)</b>	<b>Travaux publics (%)</b>	<b>Loisirs (%)</b>	<b>Service de la dette (%)</b>	<b>Autres (%)</b>	<b>Total des dépenses (%)</b>
<b>Shawinigan</b>	12,87	17,35	29,17	6,41	28,57	5,62	100,00
<b>Shawinigan- Sud</b>	14,12	7,58	37,05	0,82	30,58	9,85	100,00
<b>Trois-Rivières</b>	7,10	16,63	40,06	0,00	26,97	9,24	100,00
<b>Trois-Rivières- Ouest</b>	10,69	6,34	26,31	1,29	36,71	18,66	100,00
<b>1974</b>							
<b>Shawinigan</b>	12,48	15,26	28,95	10,94	23,97	8,40	100,00
<b>Shawinigan- Sud</b>	16,32	14,21	25,70	4,67	27,87	11,23	100,00
<b>Trois-Rivières</b>	6,84	20,64	35,72	11,71	21,40	3,69	100,00
<b>Trois-Rivières- Ouest</b>	14,79	14,45	17,39	7,95	40,73	4,69	100,00
Source : Bureau de la statistique du Québec, <i>Finances municipales</i> , Québec, Ministère de l'Industrie et du Commerce, 1963-1974.							

<sup>85</sup> Gérard-D. Lévesque et René Tremblay, *Finances municipales, 1950-61 : étude statistique*, Québec, Bureau de la Statistique du Québec, 1961, p. XI.

Il faut d'abord considérer, dans leur ensemble, l'évolution des cinq secteurs. De façon générale, le volume des dépenses entre 1963 et 1974 augmente. Cependant, s'il double à Shawinigan-Sud, il quintuple à Trois-Rivières-Ouest. Si bien qu'en 1973, les dépenses de Trois-Rivières-Ouest dépassent celle de Shawinigan-Sud. Cet accroissement exponentiel reflète l'effort de la municipalité afin de fournir des services adéquats à une population qui ne cesse de grandir, mais également de rentabiliser cette croissance en incitant le développement des secteurs industriel et commercial.



**Figure 5. Dépenses de la municipalité de Shawinigan-Sud, par secteurs, 1963 et 1974**

Source : Bureau de la statistique du Québec, *Finances municipales*, Québec, Ministère de l'Industrie et du Commerce, 1963-1974.

Globalement, à Shawinigan-Sud, on remarque une hausse des dépenses. Toutefois, les différents secteurs ne présentent pas tous une proportion équivalente d'un bout à l'autre de la période (tableau 8). En 1963, l'importance relative des

<sup>86</sup> *Idem.*

secteurs, en ordre décroissant se lit comme suit : travaux publics (37,05 %), service de la dette (30,58 %), administration (14,12 %), protection publique (7,58 %), loisirs (0,82 %). À la fin de la période, dans le même ordre : service de la dette (27,87 %), travaux publics (25,7 %), protection publique (14,21 %), administration (16,32 %), loisirs (4,67 %) (figure 5).

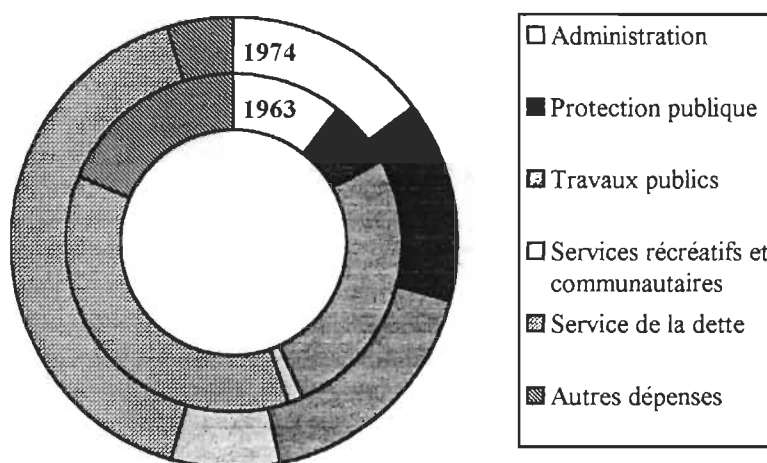
Secteur par secteur, celui de l'administration fluctue beaucoup, pour finalement doubler le montant du début de la période. Dans le domaine de la protection publique, les montants et la part des dépenses augmentent sans cesse, exception faite de 1971, où ils enregistrent un léger recul. Il y a un bond important des dépenses dans les travaux publics entre 1963 et 1965. En cette dernière année, 442 739 \$ sont dépensés dans le cadre du plan quinquennal, amorcé avec un emprunt de trois millions de dollars en 1963. La vocation des loisirs, que la littérature semble vouloir coller aveuglément à la banlieue, ne s'affirme ici que timidement, et représente un peu moins de 5 % des dépenses en 1974. Le service de la dette est certainement celui qui enregistre la hausse la plus considérable en valeur absolue, mais conserve étonnamment sa stabilité tout au long de la période, autour de 30 % des dépenses totales de la municipalité. Finalement, par rapport au total des dépenses en 1963 et 1974, la protection publique est le secteur qui connaît la plus grande augmentation, et celui des travaux publics la baisse la plus importante.

Les dépenses de la ville de Trois-Rivières-Ouest, qui sont multipliées par cinq de 1963 à 1974, suggèrent une augmentation dans tous les secteurs d'activités de la

---

<sup>87</sup> *Idem.*

municipalité. Ce n'est toutefois pas le cas. Il appert que le service de la dette absorbe la majeure partie des dépenses, dans une proportion qui atteint plus de 50 % en 1968 et 1970. Voyons donc, auparavant, l'importance relative des secteurs au commencement et à la fin de la période. En 1963, ce sont, dans l'ordre décroissant, le service de la dette (36,71 %), les travaux publics (26,31 %), l'administration (10,69 %), la protection publique (6,34 %) et les loisirs (1,29 %). En 1974, on retrouve le même ordre, mais dans des proportions différentes : le service de la dette (40,73 %), les travaux publics (17,39 %), l'administration (14,79 %), la protection publique (14,45 %) et les loisirs (7,95 %) (figure 6).



**Figure 6. Dépenses de la municipalité de Trois-Rivières-Ouest, par secteurs, 1963 et 1974**

Source : Bureau de la statistique du Québec, *Finances municipales*, Québec, Ministère de l'Industrie et du Commerce 1963-1974

Si on considère chaque secteur de façon indépendante, les dépenses liées à l'administration sont multipliées par neuf au cours de ces onze années. Toutefois, leur part relative au total des dépenses est stable, et varie entre 10 et 16 %. En ce qui

concerne la protection publique, les dépenses dans ce secteur font aussi un bond prodigieux, grâce à un budget s'accroissant sans cesse, passant de 16 318 \$ en 1963 à 211 407 \$ en 1974. Cependant, la proportion des dépenses dans ce secteur varie beaucoup au cours de cette période. Les travaux publics, qui représentent le second secteur de dépenses en importance entre 1963 et 1974, bénéficient d'augmentations nettes plus spectaculaires que celles de l'administration et de la protection publique. À l'instar de Shawinigan-Sud, d'importants travaux sont effectués dans la première moitié des années 1960, ce qui provoque un accroissement substantiel des dépenses dans ce secteur. Représentant le tiers des dépenses en 1964-1965, il n'en représente pas le cinquième à la fin de la période. En terme d'accroissement, le secteur des loisirs est certainement le plus impressionnant. Il se situe à 3 334 \$ en 1963 pour clôturer à 116 285 \$ en 1974. La construction d'un aréna en 1974 accroît considérablement les dépenses dans ce secteur. Le service de la dette est le secteur de dépenses qui suit le mieux l'évolution du total des dépenses de la municipalité. C'est probablement parce qu'il représente toujours plus du tiers des dépenses, et atteint par moments plus de la moitié. Cet accroissement n'est pas sans inquiéter les contribuables qui perçoivent dans l'endettement de la ville un danger potentiel pour leur compte de taxe. En 1968, par exemple, la population se mobilise pour protester contre l'augmentation de la taxe foncière générale. La même année, la proportion des dépenses du service de la dette atteint pour la première fois plus de 50 % des dépenses totales.

À mesure que la population croît, devant les besoins de meilleurs services collectifs et l'endettement progressif, les conseils municipaux sont à la recherche de

nouvelles sources de revenus. Bien qu'on mette les citoyens à contribution, grâce aux augmentations de taxes ou à l'adoption de l'évaluation scientifique, cela ne s'avère guère suffisant. D'ailleurs, ce n'est pas tant l'augmentation de la dette collective qui effraie les contribuables, que leurs intérêts personnels. Les municipalités lorgnent alors du côté des villes-centre, les tenant en partie responsables de leur situation précaire, mais elles n'en tirent rien. Quelques programmes gouvernementaux permettent le partage de certains frais pour l'implantation d'infrastructures routières ou de services de base, mais ils sont utilisés de façon très inégale dans les deux municipalités. Au bout du compte, la stabilisation de la population, l'implantation d'un hôpital et de quelques industries à Shawinigan-Sud, et l'ouverture d'un centre commercial à Trois-Rivières-Ouest rapportent suffisamment de dividendes pour que les conseils municipaux entrevoyent l'avenir avec sérénité.

### Conclusion

Quelle situation occupent Shawinigan-Sud et Trois-Rivières-Ouest dans leur agglomération ? À quel niveau se situe l'intervention des municipalités de banlieue dans le développement des services et des équipements collectifs ? De quelle façon la gestion locale s'adapte-t-elle à l'urbanisation rapide d'après-guerre ? Ce questionnement, qui nous a accompagné tout au long du présent chapitre, nous permet de faire quelques constatations.

Il semble, en premier lieu, que Trois-Rivières-Ouest tire mieux son épingle du jeu, en dépit de son urbanisation tardive, surtout grâce aux apports extérieurs : le



centre commercial et l'implantation du réseau autoroutier national. Pour sa part, Shawinigan-Sud, plutôt avantagée par sa position géographique entre 1945 et 1960, est ensuite fortement affligée par la faiblesse de son intégration au réseau routier et le déclin industriel de Shawinigan depuis la fin des années 1950. Si les secteurs industriel et commercial se développent faiblement en banlieue, c'est qu'ils sont accaparés par la ville-centre. Cette dernière absorbe la plupart de ces investissements, de façon encore plus évidente entre 1945 et 1960. Durant cette période, les municipalités de banlieue ne possèdent pas de gros employeurs et une bonne partie de la population active locale est très liée à la ville-centre pour son travail. Ces migrations alternantes contribuent cependant au développement d'axes commerciaux qui s'étendent vers et dans la banlieue. Entre 1945 et 1974, s'y développent surtout des activités complémentaires à celles des villes-centre. Bien que la situation des banlieues s'améliore au point de vue industriel et commercial à partir des années 1960, leur fonction reste essentiellement la même, celle de ville-dortoir.

En second lieu, Shawinigan-Sud et Trois-Rivières-Ouest interviennent dans un premier temps là où les urgences se présentent, avant d'intervenir dans l'ensemble des secteurs. Diverses forces agissent sur la transformation de l'espace en banlieue et les municipalités ne sont que l'une de ces forces qui s'adaptent aux besoins et font contrepoids à la virulence des autres. Entre 1945 et 1960, elles jouent davantage le rôle d'arbitre que celui de moteurs de croissance. Elles possèdent des responsabilités dans différents domaines de leur développement, et se permettent d'en céder certaines, de façon temporaire, lorsqu'elles ne parviennent pas à les assumer. Dans les deux cas, les coopératives amorcent la période de développement domiciliaire. À

Shawinigan-Sud, le mouvement s'enclenche de façon définitive, tandis qu'à Trois-Rivières-Ouest, un long intermède jusqu'aux années 1960 ralentit sa progression. On adopte alors quelques règlements de construction, d'abord pour prévenir un développement anarchique, ensuite dans un véritable souci de planification et de vision à long terme.

En matière d'infrastructures routières, les municipalités sont à la merci des paliers de gouvernements supérieurs qui débloquent les fonds nécessaires aux routes nationales. C'est dans ce contexte que Shawinigan-Sud, en plus d'être privée d'un pont adéquat jusqu'en 1962, est écartée du tracé de la Transquébécoise et que Trois-Rivières-Ouest devient la plaque tournante du transport routier au croisement des autoroutes 40 et 55, en plus de constituer un point de liaison avec la rive-sud.

Quant aux services publics, le financement est au cœur des problèmes rencontrés par les deux municipalités. Ni le secours des villes-centre, ni le recours au secteur privé ne sont des solutions viables à long terme. Elles décident donc, après avoir exploré diverses avenues depuis 1945, de prendre en mains les services d'aqueduc et d'égout. Entre 1960 et 1974, la municipalité de Shawinigan-Sud entreprend une période de rattrapage, ses installations étant insuffisantes pour une population qui a sextuplé entre 1941 et 1961, tandis que Trois-Rivières-Ouest, relancée par l'implantation d'un centre commercial, investit dans l'installation et l'amélioration des services et des équipements collectifs.

Ainsi, nous l'avons vu, la suburbanisation force les institutions municipales à s'adapter, à faire souvent plus avec moins. La rapidité avec laquelle le tissu urbain

s'étale sur la banlieue laisse souvent les conseils municipaux dans l'expectative, avec une constante réévaluation des besoins à la hausse, surtout entre 1945 et 1960. Après 1960, les gouvernements proposent de nouveaux outils aux municipalités sans industries (création de *zones désignées*, parc et fonds industriels, etc.) pour accroître ce secteur et augmenter leurs sources de revenus. Les notions d'efficacité, de rentabilité et de productivité revêtent tout leur sens durant cette période. D'ailleurs, elles prennent une dimension humaine avec la création d'une technocratie locale, comme on en retrouve déjà dans d'autres institutions politiques ou financières. La suburbanisation crée de nouveaux besoins, plus spécialisés, qui demandent davantage de savoir, de temps de préparation et une vision d'anticipation à long terme.

Au terme de ce profil socio-économique de Shawinigan-Sud et Trois-Rivières-Ouest, force est de constater que la croissance d'après-guerre s'inscrit dans deux périodes distinctes : l'un de 1945 à 1960, l'autre du début des années 1960 à 1974. Ainsi, en dépit du décalage entre l'essor sud-shawiniganais et ouestrifluvien, c'est au début des années 1960 que les deux municipalités font un effort de modernisation de leur gestion : l'une pour rattraper le temps perdu, l'autre pour soutenir un temps fort de son essor. Cependant, leur rôle reste essentiellement le même, celui de villadorioir.

## **CHAPITRE 3**

### **STRATÉGIES D'AUTONOMIE MUNICIPALE (1945-1974)**

La hausse généralisée du niveau de vie, l'accessibilité à la petite propriété, l'évolution du transport individuel et la croissance du secteur tertiaire dans l'économie nord-américaine créent une conjoncture favorable au développement des municipalités de banlieue. Ce déversement de population des villes-centre vers la périphérie, qui constitue le phénomène urbain le plus remarquable entre 1945 et 1975, ne se fait pas sans heurts. En effet, alors que les villes-centre disposent des infrastructures pour accueillir de nouvelles populations, les municipalités de banlieue en sont privées.

Cette situation, dont quelques événements dramatiques viennent souligner la gravité, devrait favoriser l'annexion des municipalités suburbaines en difficultés. D'ailleurs, c'est le cas pour quelques-unes d'entre elles, mais les plus importantes préservent leur autonomie, malgré les nombreux projets proposés de part et d'autre. Au cours d'entrevues réalisées auprès de personnalités locales s'étant illustrées dans les affaires municipales, c'est la résistance politique qui revient le plus souvent comme cause des échecs aux projets d'annexion. Cependant, l'intervention d'acteurs politiques locaux est-elle suffisante pour expliquer l'échec des discussions ? Il semble, en tous les cas, que le pouvoir municipal en banlieue est en mutation durant cette période.

L'incorporation en ville au début des années 1960 donne un nouvel élan aux politiciens. En effet, de nouveaux pouvoirs accompagnent le statut de ville, leur permettant, entre autres, d'élargir leur base de taxation, de mettre de l'avant des mesures incitatives à l'implantation industrielle et commerciale et de se prévaloir de façon continue des services d'officiers municipaux spécialisés. Dès lors, se précise une stratégie d'autonomie, menée par un corps municipal élargi, qu'on ne perçoit qu'en filigrane avant 1960. Elle suit essentiellement trois grands axes : (1) la préservation du contrôle et de l'intégrité du territoire, (2) le développement des services municipaux et (3) la diversification des activités dans les limites municipales.

#### 1) Préservation du contrôle et de l'intégrité du territoire

De façon générale, l'annexion apparaît comme une alternative au problème de développement tant pour la ville-centre, qui ne peut plus rêver d'expansion, que pour la municipalité de banlieue, qui n'arrive pas à financer les services publics pour tous les résidents. Dans chacune des municipalités à l'étude, la question de l'annexion prend une orientation particulière. La position géographique des deux municipalités de banlieue en est en partie responsable. Trois-Rivières-Ouest, jusqu'en 1963 la Paroisse de Trois-Rivières, qui partage la frontière est et nord avec la ville-centre, est beaucoup mieux disposée aux demandes de Trois-Rivières, qui cherche à agrandir sa zone industrielle et à rectifier ses limites municipales. Des pourparlers dont l'enjeu est d'abord une parcelle de terre, aboutissent invariablement à considérer le territoire tout entier. C'est un scénario toujours présent entre 1945 et 1975, de sorte que l'annexion est un problème latent durant toute la période. Il varie en intensité, mais

laisse plus souvent qu'autrement les banlieusards dans l'expectative. En ce qui concerne Shawinigan-Sud, la cité ne peut s'étaler outre rivière sans prétendre à l'annexion complète du Grand Village. C'est pourquoi on retrouve la question de l'annexion de façon plus ponctuelle dans l'actualité shawiniganaise, laissant ainsi entre chaque projet, des périodes plus ou moins longues d'accalmie.

Or, un survol des politiques municipales de Shawinigan-Sud et de Trois-Rivières-Ouest concernant l'aménagement, l'annexion ou l'amputation de leur territoire nous permet de constater un changement d'attitude au cours de leur évolution. En effet, la période d'avant 1960 est plus propice aux ententes intermunicipales concernant l'acquisition totale ou partielle du territoire suburbain par la ville-centre : les municipalités de banlieue sont en difficultés financières, leur administration est restreinte et les services municipaux sont embryonnaires. À partir de 1960, on constate un redressement des affaires municipales des banlieues. Le statut de ville, qui fait de la Paroisse de Trois-Rivières la nouvelle ville de Trois-Rivières-Ouest (1963) et du plus Grand Village du Canada la ville de Shawinigan-Sud (1961), contribue à ce changement. C'est pourquoi nous avons séparé la période en deux parties distinctes : avant et après 1960.

#### A) Avant 1960

D'abord, on constate dans les agglomérations shawiniganaise et trifluvienne certains regroupements de municipalités. Les villes-centre cherchent à annexer partiellement ou dans leur totalité les territoires adjacents. Elles sont à la recherche d'ententes inconditionnelles qui ne les obligent pas à uniformiser leurs taxes ou leurs

services sur l'ensemble du nouveau territoire. Elles sont donc plus enclines à proposer l'annexion partielle qui leur procure l'espace nécessaire sans répondre aux besoins de tous les banlieusards. En somme, les villes-centre, plus prospères, ne sont pas prêtes à partager avec les municipalités de banlieue en difficulté.

Comme nous l'avons vu dans le chapitre précédent, Shawinigan-Sud constitue une banlieue beaucoup plus importante démographiquement et structurellement plus élaborée, que ne l'est la Paroisse de Trois-Rivières. On a donc affaire à deux types de banlieue, dont les différences s'atténuent à mesure que l'on progresse dans la période. L'une, Shawinigan-Sud, jouit d'organisation administrative et technique suffisamment structurée pour incorporer les territoires contigus. L'autre, la Paroisse de Trois-Rivières, peu structurée, est touchée par le développement inégal de son territoire et par la déstructuration de l'activité principale, l'agriculture, au profit de la spéculation foncière ; elle subit le morcellement de son espace pour la création d'une nouvelle municipalité (Saint-Michel-des-Forges, 1954-1961) qui est annexée par la ville-centre quelques années plus tard.

La banlieue-ouest de Trois-Rivières est particulièrement vulnérable aux requêtes d'annexion, notamment d'amputations partielles qui n'engagent Trois-Rivières qu'envers les contribuables de l'espace intégré. C'est le cas, lorsque la Cité de Trois-Rivières propose l'annexion totale de la Banlieue et des Forges au début de 1948, afin de développer son propre potentiel industriel et commercial<sup>1</sup>, elle reconsidère sérieusement sa proposition lorsqu'elle estime à « quelques centaines de

---

<sup>1</sup> *Le Nouvelliste*, 6 février 1948.

milliers de dollars » l'offre des services, le pavage des rues et la construction d'une caserne de pompiers supplémentaire<sup>2</sup>.

À Shawinigan-Sud, la situation se présente différemment. On ne cherche pas à développer le potentiel industriel et commercial, mais plutôt à accentuer la vocation résidentielle. En fait, la solution au problème shawiniganais serait de procéder à l'annexion de Shawinigan-Nord pour l'industrie et Shawinigan-Sud pour le secteur domiciliaire. Cette vision centralisatrice et réductrice du développement en banlieue et des fonctions dans l'agglomération, est réitérée à plusieurs reprises entre 1952 et 1956, une période critique dans le développement de Shawinigan-Sud. Entre temps, Shawinigan procède à l'annexion de Shawinigan-Nord à des fins industrielles<sup>3</sup>. L'idée d'un Grand Shawinigan réunissant toutes les « extensions » de la ville-centre, véhiculée par la presse régionale depuis le début des années 1950, gagne alors du terrain. Au plus fort de la pénurie d'eau en 1956, pendant que tous les efforts sont entrepris pour convaincre les édiles shawiniganais du bien-fondé de l'annexion, le consensus en banlieue est plutôt fragile. Le maire de Shawinigan-Sud se ravise un temps pour proposer un compromis : la formation d'une Commission métropolitaine groupant les municipalités de Shawinigan, Shawinigan-Sud, Shawinigan-Est et Baie-de-Shawinigan, qui permettrait certaines économies, mais pas suffisamment pour financer les infrastructures nécessaires en banlieue<sup>4</sup>. Par contre, elle préserverait la banlieue-sud d'une spécialisation de l'espace qui la confinerait définitivement au rôle de dortoir. Cela dit, le besoin pressant de services publics dans la banlieue-sud et le

---

<sup>2</sup> *Ibid*, 8 octobre 1948.

<sup>3</sup> Il s'agit d'un terrain de 1300 acres où résident 900 individus. (*L'écho du St-Maurice*, 16 mai 1954).

<sup>4</sup> *Ibid*, 12 décembre 1956, p. 9.



manque de ressources ne permettent pas au conseil de jouer la carte de la marginalité et l'obligent à se rallier, sans quoi le projet d'annexion risque d'être compromis. Finalement, c'est le conseil de ville de Shawinigan qui « sabote » le projet d'annexion en le rejetant à six voix contre quatre<sup>5</sup>. Par conséquent, le projet d'un Grand Shawinigan, qui intègre également la banlieue-sud, est renvoyé aux calendes grecques.

En second lieu, la situation socio-économique des municipalités de banlieue, qui est intrinsèquement liée aux rapports qu'elles entretiennent avec la ville-centre, accentue leur dépendance. C'est un développement exogène qui caractérise Shawinigan-Sud et Trois-Rivières-Ouest depuis leur naissance et il s'est surtout concentré dans la construction domiciliaire. Ces banlieusards vivent quotidiennement en fonction de la ville-centre. Leurs rapports sont constants : pour leur travail, leurs achats et la plupart des services que l'on ne retrouve pas en périphérie. Les municipalités de Shawinigan-Sud et Trois-Rivières-Ouest se tournent donc naturellement vers les villes-centre pour résoudre leurs problèmes de croissance. Les pénuries d'eau, par exemple, sont révélatrices du manque de ressources devant les difficultés de cette nature. À plusieurs reprises, le maire de la Paroisse doit se présenter au conseil de Trois-Rivières afin de demander l'approvisionnement temporaire en eau<sup>6</sup>. Les édiles de Shawinigan-Sud doivent entamer les mêmes démarches lorsque les puits tombent à sec à l'été 1956<sup>7</sup>. De façon générale, les instances des villes-centre répondent favorablement à ces appels de détresse, mais ils

---

<sup>5</sup> *Ibid*, 9 janvier 1957, p. 1.

<sup>6</sup> *Le Nouvelliste*, 20 novembre 1945, p. 3; 25 juillet 1959, p. 3.

<sup>7</sup> *L'écho du St-Maurice*, 20 juin 1956, p. 9.

le font souvent selon des conditions désavantageuses pour la banlieue. Shawinigan-Sud et la Paroisse de Trois-Rivières prêtent ainsi le flanc aux projets d'annexion, qu'ils proviennent de citoyens mécontents des services ou de la ville-centre qui, tant qu'à offrir les services dans la banlieue, préfèrent le faire sur un territoire nouvellement intégré.

Finalement, la vocation presque exclusivement résidentielle des municipalités de banlieue et les difficultés qu'elles rencontrent dues à leur expansion, rend la période propice à l'annexion. Dans les deux municipalités, ce sont les petits propriétaires qui doivent assumer les coûts de développement avec les limites que cela implique.

En effet, l'augmentation de la population et l'approvisionnement en services de base sont des préoccupations dominantes durant cette période. Toutefois, on ne peut résoudre « l'épineux problème »<sup>8</sup> du financement des services publics en augmentant exclusivement l'apport des petits propriétaires sans susciter l'éventualité d'une annexion, ce que les conseils municipaux sont de moins en moins enclin à admettre. Et c'est souvent sur la défensive que s'amorcent les discussions sur une annexion, qu'elle soit totale ou partielle<sup>9</sup>.

C'est particulièrement le cas de la Paroisse de Trois-Rivières qui fait l'objet, depuis la fin des années 1940, de demandes répétées d'annexion partielle par Trois-Rivières. Tant et si bien, qu'à partir de 1949, les édiles de la Paroisse adoptent une position stricte à cet égard. Dans la mesure où de telles amputations portent préjudice

---

<sup>8</sup> *Le Nouvelliste*, 6 février 1951, p. 3.

<sup>9</sup> *Ibid*, 28 décembre 1956, p. 3.

au développement futur de la municipalité entière, cela consiste à soumettre à l'ensemble des contribuables, les projets d'annexion partielle proposés par Trois-Rivières ou par un groupe de citoyens, avant de tenir un référendum dans la partie concernée, tel que le prévoit le Code Municipal. On ne veut pas permettre une amputation du territoire qui ne résoudrait que temporairement ou pas du tout les problèmes de croissance. Souvent, l'évocation d'une consultation à la grandeur de la municipalité, qui s'ajoute à une procédure déjà lourde, suffit à décourager les tenants du projet ou, au contraire, à les encourager à présenter un projet d'annexion totale de la municipalité de banlieue.

En ce qui concerne Shawinigan-Sud, les besoins d'expansion de la ville-centre étant comblés par l'annexion de Shawinigan-Est en 1957, la période est moins favorable à l'unification du Grand Shawinigan, surtout après avoir essuyé un refus mitigé du conseil municipal de Shawinigan au début de 1957. Faute d'une annexion municipale, l'annexion scolaire est pressentie à Shawinigan-Sud, comme dans la Paroisse de Trois-Rivières, afin de rétablir un équilibre entre les grandes écoles bien équipées des cités et celles plus petites et moins bien nanties des municipalités de banlieues ; surtout dans le cas de Shawinigan-Sud, il s'agit d'un moyen détourné afin d'en arriver à une annexion municipale<sup>10</sup>. Cette éventualité étant en quelque sorte rejetée, non seulement par Shawinigan mais par les plus hautes instances gouvernementales, le conseil de Shawinigan-Sud revient à la charge, en vain, avec un projet d'une taxe industrielle extra-territoriale<sup>11</sup>.

---

<sup>10</sup> *Ibid*, 12 novembre 1959, p. 3 et 15 janvier 1960; *L'écho du St-Maurice*, 27 février 1957, p. 1 et 22 mai 1957, p. 1.

<sup>11</sup> *L'écho du St-Maurice*, 19 novembre 1958, p. 1.

## B) Après 1960

Jusqu'en 1960, les édiles de Shawinigan-Sud et de la Paroisse de Trois-Rivières ont surtout été occupés à régler leurs problèmes immédiats, ce qui les empêchait ainsi de planifier leur développement. Pour sa part, la période de 1960 à 1975 en sera une de rattrapage. Dorénavant, les édiles se consacrent davantage au développement local et particulièrement aux travaux publics qui ont été retardés d'année en année.

Déjà à la fin des années 1950, un contre-courant à l'idée que le développement de Shawinigan-Sud et de la Paroisse de Trois-Rivières passe obligatoirement par l'annexion, se manifeste. Il s'agit rarement de citoyens qui sont toujours privés de services adéquats, de routes pavées et d'éclairage de rues. Ce mouvement se dessine plutôt dans les rangs des politiciens locaux ou chez les officiers municipaux proches du pouvoir<sup>12</sup>. Cela exige un certain temps avant que la presse trifluvienne ne partage l'enthousiasme des édiles concernant le développement de la Banlieue. Elle est plutôt portée à souligner les anomalies qu'on y rencontre : le développement irrégulier, l'absence de services, etc.

Le changement de statut à Shawinigan-Sud (1961) et dans la Paroisse de Trois-Rivières (1963) constitue un événement clé de l'essor de ces municipalités de banlieue. La nouvelle image que la presse véhicule est celle de villes progressives. Concrètement, l'incorporation en ville amorce une ère nouvelle dans leur gestion. La Loi des cités et villes est un cadre législatif mieux adapté aux réalités urbaines, nouvelles pour Trois-Rivières-Ouest, mais plus anciennes pour Shawinigan-Sud.

Dorénavant, elles sont en mesure de soutenir financièrement l'érection des infrastructures de services et de participer activement à leur progrès. Bien qu'elles soient toujours aux prises avec des problèmes de croissance, elles disposent des moyens d'acquérir les ressources matérielles et humaines pour y remédier. Shawinigan-Sud et Trois-Rivières-Ouest échappent ainsi à l'emprise des villes-centre dont les visions expansionnistes ne correspondent pas à celles des dirigeants en banlieue.

On constate également une nouvelle préoccupation en matière d'aménagement et d'urbanisme dans les deux banlieues. La timide incursion dans ce domaine avant 1960 est liée à l'absence d'une main-d'œuvre spécialisée nécessaire pour élaborer et faire respecter les nouveaux règlements de construction ou de zonage, ou le plan d'urbanisme. Le recours forcé à des firmes privées représente donc des dépenses inutiles dans l'éventualité d'une annexion et surtout incongrues au moment où les services de bases sont encore insuffisants. Dans les années 1940, Shawinigan-Sud et la Paroisse de Trois-Rivières ne possèdent qu'un règlement de construction<sup>13</sup>. Grâce à une plus grande stabilité de leurs limites territoriales et investis de pouvoirs en raison de leur nouveau statut, on observe un resserrement progressif de leurs normes, c'est-à-dire l'imposition de contraintes à l'expansion physique de la ville en acceptant la construction uniquement là où les services d'aqueduc et d'égout sont rendus, ou des règlements de zonage limitant l'érection de tel ou tel type d'immeubles dans certains quartiers. Déjà, en 1956, les édiles de Shawinigan-Sud et de la Paroisse de Trois-Rivières entreprennent des démarches afin de se munir d'un plan directeur

---

<sup>12</sup> *Ibid*, 3 septembre 1958, p. 1; *Le Nouvelliste*, 14 juillet 1959, p. 3.

d'urbanisme. La question de l'annexion n'étant pas complètement vidée et ces municipalités connaissant toujours des problèmes majeurs d'alimentation en eau, des pressions sont faites auprès des conseils municipaux afin qu'ils se penchent sur des problèmes plus urgents<sup>14</sup>. Ce n'est qu'en 1963 et 1967, après avoir obtenu leur statut de ville, que Shawinigan-Sud et Trois-Rivières-Ouest se dotent finalement d'un plan d'ensemble pour l'avenir. Toutefois, cette mesure ne contrevient pas à l'idée d'annexion.

Or, le conseil de Shawinigan-Sud parvient presque à faire disparaître cette éventualité, lorsqu'il demande « une fois pour toutes » l'annexion à la cité en 1964. Malgré le désintérêt manifeste de Shawinigan et la stigmatisation dans l'opinion publique du refus essuyé en 1957, le conseil municipal cède aux pressions d'une partie de la population qui y croit encore. Aux yeux mêmes de ceux qui ont soutenu l'idée d'un Grand Shawinigan, cela constitue un « brusque et imprévu revirement des choses...et des esprits, si l'on peut ainsi parler »<sup>15</sup>. Avec un dernier refus de négocier le regroupement, le conseil étant divisé, Shawinigan est devenu le bouc émissaire de l'abandon du projet. De sorte qu'après cette date, mis à part un rapport de la Chambre de Commerce concluant à l'impossibilité de l'annexion, il n'en sera plus question, du moins jusqu'en 1975.

Dans l'agglomération trifluvienne, la question de l'annexion de la Paroisse à la ville-centre est latente. Trois-Rivières résout temporairement son problème d'expansion en 1961, en absorbant la municipalité de St-Michel des Forges. Grâce

---

<sup>13</sup> *Règlements municipaux de la Paroisse de Trois-Rivières*, no. 27, 15 avril 1948.

<sup>14</sup> *L'écho du St-Maurice*, 12 décembre 1956; *Le Nouvelliste*, 28 avril 1961, p. 2.

<sup>15</sup> *L'écho du St-Maurice*, 19 août 1964, p. 3.

aux nouveaux investissements commerciaux, les instances de la Paroisse prévoient l'installation des services à moyen terme. Dès lors, on refuse de discuter l'annexion, et même de concéder des amputations partielles « nécessaires » au développement de Trois-Rivières. Les édiles de la Paroisse maintiennent leur position quant à l'intégrité de leur territoire. En août 1960, lorsque se pose à nouveau le « problème » de l'annexion, le conseil de la Paroisse est divisé, mais le maire laisse toutefois entendre que l'annexion ne se fera pas « par tranches »<sup>16</sup>. On constate des réactions similaires en 1968, quand Trois-Rivières cherche à annexer une partie de Trois-Rivières-Ouest à des fins industrielles<sup>17</sup>. La position du conseil se durcit davantage en 1969, lorsque le maire de Trois-Rivières-Ouest demande à l'Union des Municipalités de faire pression auprès du Ministère des Affaires Municipales pour amender la procédure d'annexion partielle prévue par la loi: la soumission du projet d'annexion partielle à l'ensemble des contribuables et le versement d'une compensation obligatoire pour pertes de revenus<sup>18</sup>. De sorte qu'à la fin des années 1960, la municipalité de banlieue ayant reçu l'appui d'organismes régionaux, qui s'opposent au « grignotement de son territoire », Trois-Rivières ne peut qu'envisager l'annexion totale de Trois-Rivières-Ouest. Étant donné le développement « extraordinaire » de cette dernière depuis 1960, on parle de plus en plus de fusion des services. Toutefois, il s'agit souvent d'un tremplin pour les édiles trifluviens pour relancer la question du regroupement municipal<sup>19</sup>.

---

<sup>16</sup> *Le Nouvelliste*, 18 août 1960, p. 3.

<sup>17</sup> *Ibid*, 19 octobre 1968, p. 3.

<sup>18</sup> *Ibid*, 7 mars 1969, p. 3.

<sup>19</sup> *Ibid*, 22 février 1971, p. 3.

En somme, deux éléments centraux viennent bouleverser la mise en place d'une politique d'aménagement du territoire. Primo, il y a la croissance « extraordinaire » des municipalités de Shawinigan-Sud et Trois-Rivières-Ouest, qui entraîne des mesures palliatives, dans un contexte d'urgence; secundo, la question de l'annexion qui se présente différemment dans les deux municipalités.

En raison d'un certain retard pris par les municipalités, qui misaient sur l'annexion pour régler leurs problèmes de croissance, la période 1960-1975 en constitue une de rattrapage. Déjà à la fin des années 1950, se profile un mouvement qui s'impose durant les décennies suivantes. On sent un revirement de la situation, un changement d'attitude des édiles à l'égard de leur développement : l'optimisme y est davantage marqué, mais l'essentiel du travail reste toujours à faire. Dès lors, l'annexion comme alternative de développement est de moins en moins considérée et, si elle persiste, à Trois-Rivières-Ouest cela est principalement attribuable au territoire trifluvien qui se resserre sur la banlieue.

Ainsi, à travers la question de l'annexion, de l'aménagement et de l'urbanisme, on peut saisir la mutation des politiques municipales et l'attitude de plus en plus prévoyante et interventionniste des édiles à l'égard de leur développement.

## 2) Développement des services municipaux

De 1945 à 1974, Shawinigan-Sud et Trois-Rivières-Ouest prennent un essor considérable. En raison des nouvelles exigences, des ressources limitées et du besoin d'équité dans leur utilisation au tournant des années 1950, les municipalités de



Shawinigan-Sud et Trois-Rivières-Ouest sont appelées à jouer un rôle actif dans l'organisation de la vie municipale, en dehors des services traditionnels. Avant même d'obtenir officiellement le statut de ville, elles amorcent le passage d'une administration municipale traditionnelle à une administration moderne. Ainsi, en plus d'offrir les services minimaux que doivent assumer tous gouvernements municipaux (finance, approvisionnement, communication), elles proposent des services municipaux modernes ou interventionnistes (promotion commerciale, industrielle, touristique, transport en commun, loisir, etc.)<sup>20</sup>.

Nous avons donc considéré l'évolution de deux types de services municipaux : l'un lié aux services traditionnels, l'autre aux services municipaux modernes, dit interventionnistes. La municipalisation de ces services s'inscrit dans la transition opérée au début des années 1960. Dans un premier temps, nous ferons la genèse des services de loisirs, de l'Œuvre des Terrains de Jeux (OTJ) en passant par la Commission des Loisirs, en tenant compte de la croissance démographique d'une part et du financement d'autre part. Puis, nous retracerons l'évolution de la protection publique à Shawinigan-Sud et à Trois-Rivières-Ouest, et plus particulièrement de la formation du corps de police.

#### A) Services des loisirs

L'intervention des municipalités de banlieue en matière de loisirs s'inscrit dans la problématique beaucoup plus vaste du rôle de l'administration municipale,

---

<sup>20</sup> Alain Baccigalupo et Luc Réhaume, *op. cit.*, p. 411, 423, 441.

mais également dans celle de l'urbanisation et de l'industrialisation. Les gens ont plus de temps libre en raison de la réduction du temps de travail, le revenu personnel augmente et les dépenses dans le secteur des loisirs également. Par ailleurs, le baby boom d'après-guerre provoque une augmentation considérable du nombre de jeunes au début des années 1960<sup>21</sup>.

#### a) loisirs paroissiaux

Avant 1960, dans les petites municipalités telles que Shawinigan-Sud et la Paroisse de Trois-Rivières, les activités de loisirs se développent surtout autour des noyaux paroissiaux et sont, dans la plupart des cas, coordonnées par le clergé. Leurs initiatives dépassent les limites du divertissement, du repos du corps et de l'esprit. Il s'agit plutôt d'une œuvre éducative « permettant d'élever le niveau intellectuel du peuple et sa moralité »<sup>22</sup>. Ces organisations sont communément appelées « Œuvre des Terrains de Jeux » ou OTJ. On finance ces organismes sans but lucratif à partir des dons de collectes annuelles qui viennent généralement compléter une allocation de la municipalité. Ainsi, avant la municipalisation, le bénévolat est au cœur des activités de loisirs, avec les inégalités entre paroisses que cela comporte.

Selon Sylvie Cossette, auteur d'un recueil historique sur Shawinigan-Sud, il faut attendre la fin des années 1940 pour que l'organisation des loisirs prenne forme. Durant cette période, Shawinigan-Sud connaît sa meilleure croissance démographique. C'est autour d'un groupuscule de religieux et de laïques, fondateurs

---

<sup>21</sup> Pierre Gagnon, *Le loisir et la municipalité : l'heure des choix*. Montréal, Sodem Recherche et Développement / Presses de l'Université du Québec, 1996, p. 23.

d'un « syndicat financier », que se greffent des résidents et des Shawiniganais qui souscrivent au nouvel organisme voué aux loisirs<sup>23</sup>. Le financement étant la pierre angulaire de leur développement, c'est en partie grâce à cet organisme que les loisirs connaissent un tel essor avant 1960. Il permet la coordination d'activités pour toutes les saisons : des courts de tennis (1950), une piscine publique (1961) et un centre de ski au rayonnement régional (1962). L'OTJ de Shawinigan-Sud réussit à dépasser les vertus éducatives et morales des loisirs pour instaurer une organisation dont les éléments essentiels changent peu avec la création d'une Commission.

En ce qui a trait à la période « otéjiste » des loisirs dans la Paroisse de Trois-Rivières, il en est rarement question dans les journaux. D'abord parce que Trois-Rivières-Ouest forme une seule et même paroisse – Ste-Catherine de Sienne – jusqu'en 1971. Ensuite, parce qu'une partie de la population, dans le prolongement du Chemin Ste-Marguerite, est desservie par la paroisse trifluvienne du même nom. Il y a bien quelques organisations sportives dans la Paroisse, supportées par des bénévoles : le conseil municipal subventionne une association sportive ici, un club de hockey ou de base-ball là<sup>24</sup>. Étant donné l'étalement de l'espace bâti, on y retrouve une organisation morcelée, par secteur.

#### b) Commission des loisirs

Le changement de décennie est bénéfique pour les loisirs, puisque dans le flot d'initiatives du début des années 1960, il y a une attention toute particulière pour leur

---

<sup>22</sup> *Ibid*, p. 17.

<sup>23</sup> Sylvie Cossette, *op. cit.*, p. 241.

organisation, avec un budget stable provenant des coffres municipaux. Selon Pierre Gagnon, l'un des éléments déterminants dans la prise en charge des loisirs par la municipalité est « l'intervention du milieu scolaire dans le champ de l'activité physique »<sup>25</sup>. Le retrait progressif de l'Église dans ce secteur d'un côté, et la concertation entre la commission scolaire et le conseil municipal de l'autre, se traduit par la constitution d'un programme de loisirs qui s'inscrit dans le prolongement des activités éducatives. À cet égard, l'état des relations entre ces deux acteurs influence nettement l'exploitation des ressources communes en matière de loisir. « D'une vision instrumentale du loisir, ce dernier servant à atteindre certaines fins, souligne Gagnon, on est passé au loisir comme fin en soi »<sup>26</sup>.

C'est à l'occasion du passage du président de l'Association canadienne des loisirs en mai 1963, que les responsables des loisirs de Shawinigan-Sud décident d'organiser les loisirs en commission. Quelques mois plus tard, une commission des loisirs est créée par règlement<sup>27</sup>. Moins d'un an après sa formation, un jeune professionnel diplômé en éducation physique, en administration et en organisation de la récréation, se joint à eux. Il assume par la suite le poste de directeur<sup>28</sup>.

---

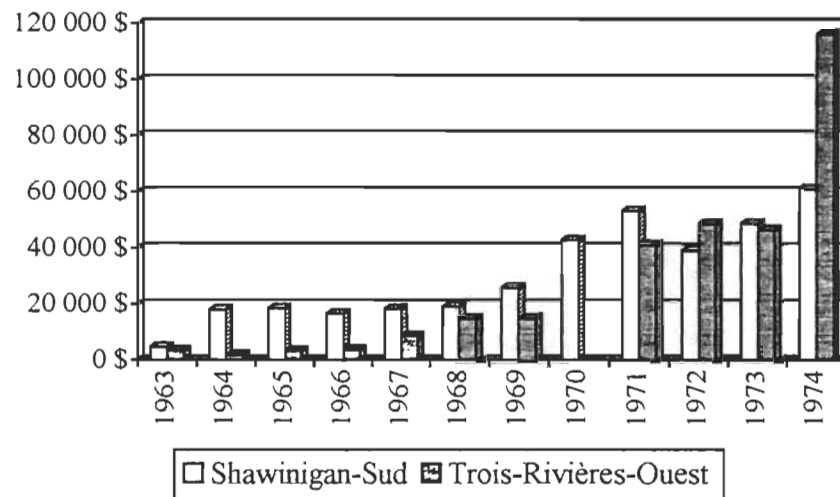
<sup>24</sup> Réal Fleury, *op. cit.*, p. 29.

<sup>25</sup> *Ibid*, p. 17.

<sup>26</sup> *Ibid*, p. 19.

<sup>27</sup> *Règlements municipaux de Shawinigan-Sud*, no. 180, 15 octobre 1963.

<sup>28</sup> *L'écho du St-Maurice*, 20 mai 1964, p. 9.



**Figure 7. Dépenses dans le secteur des services récréatifs et communautaires à Shawinigan-Sud et Trois-Rivières-Ouest, 1963-74**

Source : Bureau de la statistique du Québec, *Finances municipales*, Québec, Ministère de l'Industrie et du Commerce, 1963-1974.

Le dynamisme qu'a démontré l'OTJ de Shawinigan-Sud depuis les années 1940, en établissant des bases solides à l'organisation des loisirs, facilite le travail de la nouvelle Commission, les sports et les autres activités récréatives demeurant essentiellement les mêmes qu'à l'époque de l'OTJ. Son rôle est surtout d'assurer une certaine stabilité et une équité financière entre les paroisses et de piloter certains projets d'envergure, qui nécessitent une prise en charge particulière et des investissements massifs, tel que l'aréna au début des années 1970. Mais la municipalisation des loisirs ne se fait pas sans heurts. Les succès d'antan dans ce domaine, nuisent à l'acceptation d'une telle décision, même si elle se porte garante de l'avenir. En effet, certaines personnes dénoncent les coûts d'une telle entreprise et la

façon cavalière dont les anciens directeurs de l'OTJ sont écartés de la nouvelle Commission des loisirs<sup>29</sup>.

À Trois-Rivières-Ouest, bien que la création d'un tel service soit considérée dès 1961, le désistement de la Chambre de Commerce fait avorter le projet. À la veille du changement de statut, qui est à la fois l'aboutissement du progrès municipal depuis quinze ans et le nouveau souffle à l'expansion, le maire se dit prêt à emprunter 300 000 \$ pour financer une Commission des loisirs<sup>30</sup>. Cela contrevient au concept d'abord envisagé d'un organisme bénévole, qui fonctionne à même les contributions volontaires, mais surtout, c'est un moyen d'unifier une population divisée sur la question du changement de statut. La ville de Trois-Rivières-Ouest naît en août 1963 et la Commission des loisirs moins d'un an plus tard avec un budget municipal de 3 334 \$ pour 1964<sup>31</sup>.

### c) l'exemple de l'aréna

L'investissement massif de deniers publics dans le domaine récréatif, est l'un des changements majeurs qu'engendre la municipalisation des loisirs. D'ailleurs, les projets d'aréna à Shawinigan-Sud et à Trois-Rivières-Ouest, qui sont pilotés par les conseils municipaux, rencontrent une certaine résistance communautaire. D'abord parce que le coût du projet est réparti sur l'ensemble des propriétaires sans égard aux utilisateurs, ensuite parce que cela contrevient aux principes du volontariat qui fait fonctionner les activités récréatives depuis les années 1940. L'ardeur qu'y mettent les

---

<sup>29</sup> *Ibid*, 20 novembre 1963, p. 2.

<sup>30</sup> *Le Nouvelliste*, 28 février 1963, p. 3.

dirigeants s'explique de deux façons : l'épuisement des ressources récréatives dans la ville-centre et l'apport d'un aréna sur la visibilité de la municipalité au plan régional.

En effet, l'aréna de Shawinigan d'une part, le Colisée et le Centre Marcotte de Trois-Rivières d'autre part qui, en plus de desservir une clientèle locale, accueillent déjà des équipes de hockey et d'autres associations de patinage provenant de l'extérieur, souffrent d'une pénurie de temps de glace. Les ressources des villes-centre ne répondant plus aux besoins, les édiles voient dans l'érection d'un aréna, une façon de remédier à leur problème, tout en prenant une place sur la scène régionale, du moins dans la périphérie immédiate.

En 1969, un premier projet d'aréna d'environ 1 000 places et au coût de 300 000 \$ est présenté par Shawinigan-Sud au Commissaire aux sports de la province<sup>32</sup>. Bien qu'un comité chargé d'en évaluer la faisabilité et, éventuellement, de mettre le projet en marche, dévoile un sondage selon lequel 68,9 % des gens seraient disposés à payer 9 \$ annuellement pour le financer, un groupe de contribuables s'oppose à sa réalisation. Le cœur de leur argumentation est que l'aréna est un luxe que ni les contribuables, ni la municipalité ne peuvent se payer. Le refus d'une telle dépense s'explique aussi par le fait que les loisirs furent longtemps administrés, bénévolement, à partir de dons divers et avec un certain succès. Ainsi, bien que d'autres voix se joignent au comité en faveur de l'aréna, notamment celle du club Optimiste local, les opposants au projet gagnent une première manche<sup>33</sup> : le 20 janvier

---

<sup>31</sup> *Ibid*, 17 juillet 1964, p. 2.

<sup>32</sup> *L'écho du St-Maurice*, 27 novembre 1968, p. 3 et 2 juillet 1969, p. 3.

<sup>33</sup> *Ibid*, 14 janvier 1970, p. 8.

1970 le règlement d'emprunt pour l'aréna est rejeté par 171 voix, lors d'un référendum de deux jours sur la question<sup>34</sup>.

Malgré cet échec, qui divise la population sur la question des loisirs et des jeunes, le projet d'un aréna reste latent. De sorte qu'à la fin de 1972, alors que le nouvel hôpital régional vient d'être inauguré, le conseil mise sur ces conditions favorables pour relancer le projet. Il maintient que « les revenus de la ville vont augmenter d'une façon intéressante dans les années qui viennent à cause des nouvelles législations et du développement [qu'ils connaissent] actuellement et celui qui s'annonce pour les prochaines années »<sup>35</sup>. Il décide de procéder par étape, la première étant de présenter un projet de patinoire couverte de 82 000 \$. Au lieu de puiser les argents nécessaires dans le budget municipal, il compte plutôt sur la sollicitation auprès des commerces et des hommes d'affaires. L'ouverture de la patinoire couverte et le succès qu'elle remporte auprès des jeunes (400 joueurs de hockey inscrits dans 27 équipes) préparent la seconde étape, soit sa transformation en véritable aréna. Les efforts du gouvernement local, la générosité populaire et la forte cohésion des secteurs publics et privés permettent finalement sa réalisation. Néanmoins, il aura fallu six ans afin d'intéresser et de convaincre suffisamment d'individus de la nécessité d'un aréna.

À Trois-Rivières-Ouest, le club Kiwanis local sème l'idée d'un aréna. Malgré l'opinion défavorable du directeur du Conseil des Loisirs de la Mauricie, qui croit qu'il faut 20 000 personnes dans une municipalité pour qu'un tel immeuble soit rentable, un comité est formé à partir des intervenants des milieux sportifs,

---

<sup>34</sup> *Ibid*, 28 janvier 1970, p. 3.



municipaux et scolaires<sup>36</sup>. On est d'avis qu'il pourrait desservir un bassin de 80 000 personnes à dix kilomètres à la ronde. D'ailleurs, à l'annonce de la construction de l'aréna, le conseil de ville précise qu'il ne sera pas « égoïstement au service de Trois-Rivières-Ouest, mais plutôt à la disposition de l'agglomération trifluvienne »<sup>37</sup>. Contrairement à Shawinigan-Sud, qui compte surtout sur le secteur privé, la recherche de financement se fait surtout auprès des ~~deux~~ paliers de gouvernement. Afin de démontrer l'intérêt du projet et le sérieux de leur démarche, le conseil adopte une résolution d'emprunt de 370 000 \$<sup>38</sup> pour un aréna qu'il estime alors entre 300 000 \$ et 400 000 \$<sup>39</sup>. Somme qu'il doit promptement réviser à 630 000 \$, lorsqu'il reçoit la seule soumission s'élevant à 577 000 \$. Cette surenchère est loin de plaire à l'ensemble du conseil et certains membres affichent timidement leur dissidence<sup>40</sup>. Néanmoins, le projet se réalise promptement : l'aréna ouvre ses portes à l'automne 1974.

## B) Service de sécurité publique

La protection contre les incendies, la *gendarmerie* et la *sûreté* sont les trois sections qui composent le service de sécurité publique. Son organisation se fait généralement au gré de l'urbanisation. Cependant, il est soumis aux difficultés budgétaires que doivent affronter les municipalités de banlieue jusqu'en 1960. À

---

<sup>35</sup> *Hebdo du St-Maurice*, 11 octobre 1972, p. 17.

<sup>36</sup> *Le Nouvelliste*, 22 février 1972, p. 3.

<sup>37</sup> *Ibid*, 21 août 1973, p. 3.

<sup>38</sup> *Ibid*, 6 septembre 1973, p. 3.

<sup>39</sup> *Ibid*, 27 novembre 1973, p. 3.

<sup>40</sup> *Ibid*, 21 mars 1974, p. 2.

l'instar des autres services (aqueduc et égout, loisirs, etc.), le changement de statut a une incidence sur sa constitution. Bien que le Code municipal permette la création d'un service de police, la Loi des cités et villes l'exige. Le service de protection contre les incendies précède généralement les deux autres. À mesure que les municipalités s'urbanisent, la section *gendarmerie* du corps de police est mise sur pied et celle de la *sûreté* entre progressivement en service. La première s'implique essentiellement au niveau local : patrouille sur le territoire, maintien de l'ordre public. La seconde gère plutôt « les enquêtes criminelles, la lutte contre les homicides, contre la fraude, contre le crime organisé, contre le terrorisme, etc. »<sup>41</sup>. À leur formation, les corps de police s'occupent indistinctement de l'une et l'autre tâche et requiert les services de la Sûreté du Québec s'ils ne sont pas en mesure de le faire.

En ce qui concerne le développement du service de sécurité publique à Shawinigan-Sud, la période antérieure à 1960 est plutôt féconde. À la fin de la Seconde Guerre mondiale, le développement urbain justifie la présence d'une force policière permanente sur place. De sorte que la municipalité de Shawinigan-Sud, qui administre un service de protection contre les incendies depuis 1921 et une force constabulaire depuis 1936, n'est pas prise au dépourvu quand vient le temps de changer de statut.

La période de 1945 à 1953 en est une de consolidation pour la protection contre le feu et de formation pour le corps policier. Il faut souligner qu'elle correspond aussi à un accroissement substantiel de la population de 2282 âmes en

---

<sup>41</sup> Claude Castonguay, *L'urbanisation au Québec, rapport du groupe de travail sur l'urbanisation*, Québec, Éditeur officiel du Québec, 1976 cité dans Alain Baccigalupo et Luc Réhaume, *op. cit.*, p. 425.

1941 à 10 947 en 1956. Elle est marquée par des investissements qui insufflent un nouveau statut au corps de police et de pompiers : l'aménagement d'un poste au rez-de-chaussée de l'hôtel de ville au coût de 83 500 \$<sup>42</sup> et l'achat d'un camion pompe de 12 000 \$<sup>43</sup>, tous deux financés au moyen d'obligations. En ce qui a trait aux effectifs, la protection contre les incendies est assurée entièrement sur une base volontaire : d'une poignée d'hommes au début de la période, on passe à plus d'une vingtaine en 1947 ; tandis que le chef de police et de pompiers, qui assume également la tâche de surintendant des travaux publics jusqu'en 1950, assure seul la permanence. Il y a une grande instabilité à ce poste, quatre personnes s'y succèdent entre 1945 et 1950<sup>44</sup>. Le cumul des fonctions et l'exigence des disponibilités sans possibilité de vacance y sont certainement pour beaucoup. Pour ce qui est de la force constabulaire, elle est entièrement constituée d'employés temporaires. De sorte que le chef de police et de pompiers est le seul à répondre aux appels des citoyens et à administrer les services de sécurité publique jusqu'en 1953<sup>45</sup>.

À partir de 1953, le service de sécurité publique entre dans une nouvelle phase. La municipalité procède à l'engagement de deux policiers, sur une base permanente, qui viennent prêter main forte au chef de police et des pompiers. Depuis 1945, la superficie à patrouiller a plus que triplé, avec l'absorption en phases successives de la Paroisse Notre-Dame de la Présentation d'Almaville. Par mesure d'économie, la municipalité décide de maintenir les deux services intégrés. Au cours des années les effectifs ne cessent d'augmenter et se joignent aux pompiers

---

<sup>42</sup> *Règlements municipaux de Shawinigan-Sud*, no. 81, 11 avril 1948.

<sup>43</sup> *Ibid*, no. 91, 11 décembre 1950.

<sup>44</sup> Sylvie Cossette, *op. cit.*, p. 99.

volontaires à titre de policier-pompiers. En 1969, le groupe de vingt-sept pompiers, composé de douze policier-pompiers et quinze volontaires, reste stable jusqu'à la fin de la période<sup>46</sup>. Le département des enquêtes est inauguré par la nomination d'un premier détective en 1965. Si bien qu'avant la fin des années 1960, la composition du service de sécurité publique est à peu de choses près le même qu'on retrouve à la fin de la période, en termes d'organisation et de personnel.

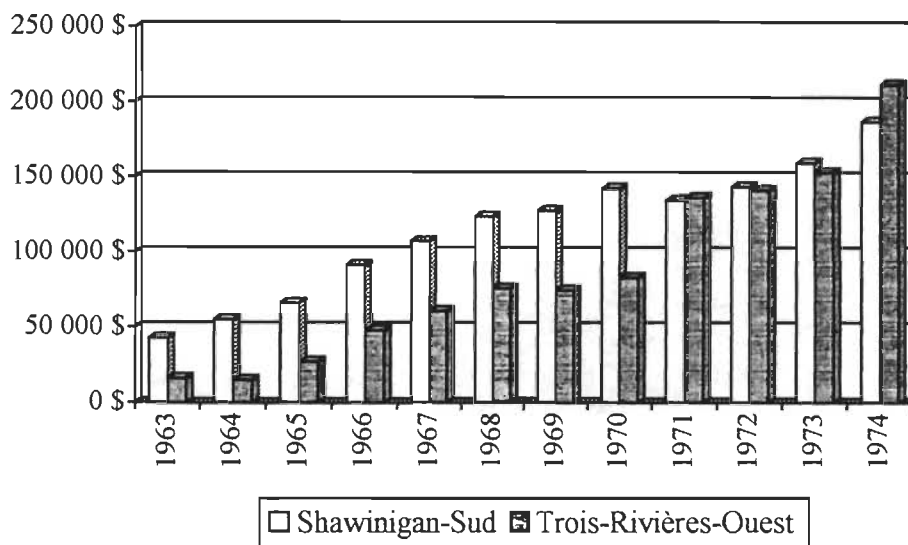
Comme à Shawinigan-Sud, la constitution du service de sécurité publique à Trois-Rivières-Ouest est liée à l'urbanisation et à l'accroissement démographique. Avant 1960, l'administration municipale n'en voit pas la nécessité et n'en a surtout pas les moyens. Bien qu'il existe un corps de pompiers volontaires depuis 1952<sup>47</sup>, la municipalité a recours à la Sûreté du Québec en ce qui a trait aux services de *gendarmerie* et de *sûreté*. La population montre quelques signes de croissance depuis 1956, mais c'est plutôt l'érection d'un centre commercial à la fin des années 1950 qui amène les édiles à se pencher sur la protection des biens et des personnes dans la Paroisse.

---

<sup>45</sup> *Ibid*, p. 98.

<sup>46</sup> Ministère des Affaires municipales / Direction générale de la prévention des incendies, *Répertoire des services municipaux de prévention des incendies du Québec, 1969*, Québec, Éditeur officiel du Québec, 1969, p. 24.

<sup>47</sup> François Delagrave, *Histoire de Trois-Rivières-Ouest*, Trois-Rivières-Ouest, [s. édit], 1980, p. 4.



**Figure 8. Dépenses dans le secteur de la protection publique à Shawinigan-Sud et Trois-Rivières-Ouest, 1963-74**

Source : Bureau de la statistique du Québec, *Finances municipales*, Québec, Ministère de l'Industrie et du Commerce, 1963-1974.

À l'instar de Shawinigan-Sud, l'organisation d'un service de sécurité publique dans la Paroisse de Trois-Rivières a comme base la protection contre les incendies. D'ailleurs, au tournant des années 1950 l'achat d'un camion pour combattre les incendies est une priorité au même titre que la construction d'un hôtel de ville<sup>48</sup>. Aux prises avec des problèmes d'aqueduc et de dépotoir en 1958-59, ce n'est qu'en 1960 que la Paroisse se dote enfin d'un système convenable de lutte contre le feu, et ce grâce aux subsides du gouvernement provincial. Un camion-incendie et de l'équipement sont achetés et, sur le conseil du Département des incendies de la province, les effectifs de pompiers volontaires sont augmentés à trente<sup>49</sup>. Étant donné la configuration des lieux, ils sont divisés en deux brigades : l'une de douze pompiers dans le secteur nord, moins développé, l'autre de dix-huit au sud. Ainsi, la structure

<sup>48</sup> *Le Nouvelliste*, 10 janvier 1958, p. 3.

du service de prévention contre les incendies, érigée au début des années 1960 reste sensiblement la même jusqu'à la fin de la période.

L'érection d'un centre commercial en Banlieue et les pressions faites par les promoteurs pour protéger leurs investissements contre le vol et le vandalisme, poussent les autorités municipales à considérer la création d'un service de police. En août 1961, un représentant de la firme *Riverton Development* de Montréal, propriétaire du centre commercial, est mandaté afin de demander l'engagement d'un ou plusieurs policiers au conseil : un règlement sur la formation d'un corps de police est adopté le mois suivant<sup>50</sup>. Grâce aux pressions répétées du représentant de la firme *Riverton Development*, le conseil procède à l'embauche de quatre policiers, bien que le fonctionnement du corps de police ne soit pas encore très clair<sup>51</sup> et que l'assistant du secrétaire de la municipalité doive encore occuper le poste de directeur de police<sup>52</sup>. En 1964, l'engagement d'un directeur pour une période de cinq ans, procure une certaine stabilité au service de police<sup>53</sup>. De 1963 à 1970, tel que le souligne Réal Fleury, ancien officier municipal de Trois-Rivières-Ouest, « le service de police s'acquitte de son mandat [...] et, son fonctionnement est sans histoire »<sup>54</sup>.

Mais le début des années 1970 coïncide avec une période de grande instabilité au niveau de la direction du service de protection publique : entre janvier 1970 et septembre 1971, cinq personnes assurent l'intérim de la direction. Cela met en péril

---

<sup>49</sup> En effet, le coût du camion-pompe d'une valeur de 12 440 \$, auquel vient s'ajouter 2 500 \$ d'équipement, est défrayé à 50 % par la province. (*Ibid*, 27 mai 1960, p. 3.)

<sup>50</sup> *Règlements municipaux de la Paroisse de Trois-Rivières*, no. 102, 18 septembre 1961.

<sup>51</sup> *Le Nouvelliste*, 31 juillet 1962, p. 11.

<sup>52</sup> *Ibid*, 27 septembre 1962, p. 3.

<sup>53</sup> *Ibid*, 3 mars 1964, p. 3.

<sup>54</sup> Réal Fleury, *op. cit.*, p. 30.

l'autonomie de ce service : on parle de plus en plus de regroupement des effectifs policiers en tant que tel, mais aussi comme moyen détourné pour en arriver à une fusion complète des municipalités. À la fin de 1970, la ville de Trois-Rivières-Ouest, visiblement ébranlée par des problèmes internes, loue les services d'un officier du corps policier trifluvien. Durant son court mandat, on inaugure le service des enquêtes, la *sûreté*, avec la nomination d'un policier au poste de détective. De 1971, année de nomination d'un nouveau directeur de police, à 1975, c'est le statu quo : le conseil municipal reçoit les recommandations d'une étude menée par la Commission de police en 1972, mais les réformes ne sont entreprises qu'après 1975.

L'intervention progressive des municipalités dans des secteurs, qui étaient jusque-là administrés par des organismes paroissiaux, gouvernementaux ou privés, s'inscrit dans le passage d'une administration municipale traditionnelle à une administration dite moderne ou interventionniste. Elle correspond, de façon plus générale, à la transition entre les deux périodes bien identifiées au chapitre précédent. Toutefois, l'évolution des deux services ne se fait pas de façon uniforme dans les deux municipalités. Ils ne sont d'ailleurs pas sensibles aux mêmes événements, ni aux même événements. Le service de sécurité, par exemple, est beaucoup plus lié à l'urbanisation et à la croissance démographique que ne l'est celui des loisirs, qui s'inscrit dans un mouvement plus vaste d'intervention. Nonobstant ces disparités, le changement de statut aura été un point tournant dans les responsabilités et les fonctions que durent assumer les municipalités.

### 3) Diversification des activités

Le passage d'une administration traditionnelle à une administration moderne au début des années 1960 coïncide avec une prise de conscience des édiles du potentiel économique de leur territoire, qui les incitent à intervenir dans des domaines jusque là réservés aux acteurs privés. Ils cherchent des moyens d'élargir leurs sources de revenus pour entretenir et améliorer les services existants et en générer de nouveaux. D'un point de vue autonomiste, il n'y a qu'une façon d'y remédier sans remettre en cause le progrès et l'autonomie de ces municipalités : il faut attirer l'industrie et le commerce. D'ailleurs, c'est dans cette perspective à la fin des années 1950 et au début des années 1960 que naissent des détachements locaux d'organismes commerciaux : la création d'une section de l'Union Commerciale Mauricienne<sup>55</sup> à Shawinigan-Sud et dans la Paroisse de Trois-Rivières, la naissance d'une division indépendante de la Chambre de Commerce en 1961<sup>56</sup>. Cela ne signifie pas, dans les faits, un changement radical de leur vocation d'origine, mais plutôt la mise en valeur d'une potentialité.

Nous avons regroupé en deux thèmes les domaines dans lesquels les municipalités interviennent en dehors de leurs activités traditionnelles : le commerce et l'industrie. Bien que l'on puisse croire dans un premier temps, aux sentiments favorables des édiles dans des projets industriels et commerciaux de tout acabit, nous sommes en mesure de constater qu'ils sont plus sélectifs dès qu'un projet bouleverse leurs croyances profondes, ou leur engagement social ou politique envers un projet concurrent.



### A) Intervention dans le secteur commercial

Dans les municipalités de banlieue, la fonction commerciale est celle qui succède normalement à l'essor domiciliaire. La croissance démographique nourrit une clientèle de plus en plus nombreuse et les besoins quotidiens en biens et services font naître de nouveaux établissements commerciaux à mesure que la population s'accroît. Dès lors, une certaine régulation basée sur l'offre et la demande s'instaure, mais les municipalités disposent de pouvoirs qui peuvent inciter ou limiter l'implantation de commerces, réglementer leurs normes de fonctionnement, favoriser ou interdire leur installation sur certains sites. Donc, la stratégie de diversification des activités commerciales est un mélange de moyens incitatifs (zonage, réglementation des heures d'ouverture, etc.), de moyens dissuasifs (coût de permis, normes élevées, etc.), de conservatisme (achat local, prohibition) et ce combiné aux facteurs extérieurs (géographiques, socio-économiques, etc.).

Or, la particularité du développement commercial à Shawinigan-Sud tient en l'existence d'une seule artère commercialisée. Il s'agit du corridor qui traverse la municipalité vers Shawinigan, la 5<sup>e</sup> avenue. Cette disposition protège les marchands qui y font des affaires, mais limite l'expansion commerciale de la municipalité. Shawinigan a peut-être pris « tout l'espace disponible » en ce qui a trait aux établissements commerciaux, mais les politiques municipales de Shawinigan-Sud ne jouent pas en faveur de l'essor commercial avec des mesures telles que les hausses de permis d'affaire, la prohibition jusqu'en 1974, le maintien du commerce sur une seule artère alors que la 12<sup>e</sup> avenue y est toute disposée.

---

<sup>55</sup> *L'écho du St-Maurice*, 29 octobre 1958, p. 2.

Le rôle de la municipalité, dans la première partie de la période, est de restreindre certaines activités, ou de limiter certains comportements qui y sont reliés. Le maintien de la prohibition à Shawinigan-Sud constitue une résistance à l'établissement de certains commerces « indésirables ». Elle reste en vigueur jusqu'en 1974<sup>57</sup> malgré quelques tentatives d'abrogation<sup>58</sup> ou d'assouplissement<sup>59</sup>. L'observation très irrégulière de ce règlement à Shawinigan-Sud et l'intervention sporadique des policiers pour le faire respecter, crée un déséquilibre entre les épiciers de Shawinigan et Shawinigan-Sud, provoquant notamment la perte d'une partie de la clientèle au profit de la ville-centre. Dans la même veine, les décrets à l'endroit d'activités connexes, salle de danse, salle de pool, peuvent porter préjudice à d'autres établissements commerciaux. Tel est le cas du Cinéma Capitol construit à grands frais sur la 5<sup>e</sup> avenue qui ferme ses portes après sept ans d'exploitation, victime d'une grande désaffection<sup>60</sup>. La contiguïté et la diversité des activités qu'on retrouve dans la ville-centre nuisent à sa survie. Ainsi, malgré l'implantation de nouveaux commerces liés au divertissement à Shawinigan-Sud et leur fréquentation momentanée, les banlieusards reviennent tôt ou tard dans la ville-centre.

L'augmentation du coût des permis d'affaire constitue une autre mesure prohibitive. Elle est aussi l'une des solutions que trouve la municipalité pour boucler son budget au début des années 1950<sup>61</sup>. Si cela se traduit par un gain significatif de revenus à court terme, il peut s'agir d'une mesure coercitive suffisante pour limiter

---

<sup>56</sup> *Le Nouvelliste*, 21 mars 1961, p. 3.

<sup>57</sup> *Règlements municipaux de Shawinigan-Sud*, no. 314, 21 janvier 1974.

<sup>58</sup> *Ibid*, no. 146, 1 juin 1961; no. 207, 3 mai 1965.

<sup>59</sup> *Ibid*, no. 124, 30 août 1956.

<sup>60</sup> *L'écho du St-Maurice*, 21 août 1957, p. 9.

l'émergence de nouveaux établissements commerciaux et entraver le développement général de la municipalité. Par le fait même, cela prive Shawinigan-Sud d'autres gains provenant de la taxe de vente, d'impôts fonciers, etc. C'est probablement pour ces raisons que l'idée d'une association de commerçants germe plus tôt à Shawinigan-Sud qu'à Trois-Rivières-Ouest : on veut certes promouvoir l'industrie et le commerce, mais également protéger les droits et les intérêts des marchands locaux. À partir de 1962, année de fondation de la section sud-shawiniganaise de la Chambre de Commerce, on note une stabilité en ce qui concerne le coût des permis et inversement, une politique municipale à l'avantage des commerçants locaux. Par exemple, cette année-là, le coût d'un permis d'un vendeur itinérant coûte 25 \$ pour un résident et 200 \$ pour un non-résident. De cette façon, le conseil municipal cherche nettement à faire disparaître ou à décourager les vendeurs qui viennent de l'extérieur.

Enfin, la principale solution apportée au développement commercial de la municipalité, est de faire de la 12<sup>e</sup> avenue une artère commerciale. Sous prétexte de vouloir protéger les commerçants de la 5<sup>e</sup> avenue, le conseil songe, dès 1962, à inclure la 12<sup>e</sup> avenue dans la zone résidentielle<sup>62</sup>. De sorte que le protectionnisme issu de la cohésion du conseil et de la Chambre de Commerce, dans lequel s'endorment les commerçants de la 5<sup>e</sup> avenue, limite la concurrence et profite aux marchands locaux et Shawiniganais<sup>63</sup>. En 1969, le débat reprend, dans les journaux notamment où les groupes pour ou contre la « commercialisation » s'affrontent. D'une part, le

---

<sup>61</sup> *L'écho du St-Maurice*, 25 octobre 1951, p. 3.

<sup>62</sup> *Ibid*, 5 décembre 1962, p. 10.

groupe favorable est composé de propriétaires de terrains vacants, de commerçants et de contribuables. Les arguments en faveur font surtout état du potentiel économique de cette initiative : stimulation du commerce, augmentation des revenus provenant des différentes taxes, préservation d'une clientèle locale, projet d'un centre d'achat déjà à l'étude<sup>64</sup>. D'autre part, le groupe qui s'y oppose est formé de contribuables demeurant aux abords de la 12<sup>e</sup> avenue et de commerçants de la 5<sup>e</sup> avenue. La qualité de vie est l'élément qui prime dans leurs discours : démantèlement d'un quartier résidentiel à l'origine, démonstration d'une instabilité au zonage qui peut faire fuir les investisseurs, augmentation de la circulation à proximité d'une zone scolaire, multiplication des rues commerciales qui n'est pas nécessairement un signe de prospérité, utilisation possible des terrains vacants comme parcs<sup>65</sup>. Malgré la stagnation du nombre de commerces depuis 1966, le conseil municipal ne pousse pas les études plus loin et ne considère que deux requêtes, 800 signataires contre et 63 en faveur : la proposition est rejetée. Mais jusqu'à l'aménagement en site récréatif, la question de la « commercialisation » de la 12<sup>e</sup> avenue reste d'actualité.

Contrairement à Shawinigan-Sud, le développement commercial de Trois-Rivières-Ouest ne se concentre pas sur une artère unique. Le prolongement en banlieue de deux importants axes de la ville-centre, a donné naissance à deux voies commerciales majeures, avec des secteurs domiciliaires de part et d'autre, qui alimentent en clientèle les commerces toujours plus nombreux. L'implantation d'un centre commercial à Trois-Rivières-Ouest, un concept novateur et unique au niveau

---

<sup>63</sup> Les édiles reçoivent alors l'appui de la Chambre de Commerce qui prend position pour le zonage résidentiel. (*Ibid*, 20 mars 1963, p. 20).

<sup>64</sup> *Ibid*, 22 janvier 1969, p. 16.

régional, et l'essor du commerce de l'automobile, caractéristique des artères à circulation dense, bénéficie des grandes superficies encore disponibles et de la substantielle croissance démographique d'après 1960.

Bien qu'elle ait d'abord contrôlé les divertissements (danse, alcool) au nom du « respect de la décence des bonnes mœurs et de la paix publique »<sup>65</sup> comme son homologue shawiniganaise, la municipalité ouest trifluvienne n'a pas maintenu aussi longtemps les politiques pouvant nuire aux activités commerciales. Les mouvements sociaux et religieux, qui résistent au changement à Shawinigan-Sud, sont moins nombreux et moins bien organisés dans la Paroisse de Trois-Rivières. D'ailleurs, l'évolution des mentalités et le sens du progrès de certains élus facilitent la libéralisation des mœurs. Ils sont en quelque sorte stimulés par l'annonce d'un projet d'envergure : le « centre d'achat ».

En effet, l'implantation d'un centre commercial est une véritable manne pour la Banlieue. Dès 1959, quelques promoteurs montréalais manifestent leur intention d'établir un « centre d'achats » dans la Paroisse de Trois-Rivières. Les grandes superficies disponibles, l'érection imminente d'un pont joignant les deux rives et la possibilité de desservir un bassin de population régional d'environ 80 000 personnes les y incitent. Tous envisagent d'ériger le centre commercial en bordure de la route no. 2, le boulevard Royal, dans le secteur Ste-Catherine-de-Sienne, là où les travaux d'égout devraient s'amorcer selon les priorités du conseil<sup>67</sup>.

---

<sup>65</sup> *Ibid*, 22 janvier 1969, p. 5.

<sup>66</sup> *Règlements municipaux de la Paroisse de Trois-Rivières*, no. 55-A, 4 février 1957.

<sup>67</sup> *Le Nouvelliste*, 2 septembre 1959, p. 3.

Le temps est une variable importante pour le conseil, qui célèbre l'annonce de deux projets domiciliaires majeurs, sans toutefois posséder le financement utile à l'ouverture des rues et la fourniture des services<sup>68</sup>. C'est pourquoi les édiles donnent la priorité au projet qui débute le premier, en l'occurrence celui de la firme Riverton Development de Montréal, lequel inclut un vaste projet domiciliaire. Il s'agit d'une mise de fonds initiale de 2,5 millions de dollars avec des investissements additionnels de 5 millions de dollars en 1970, afin d'ériger de nouvelles boutiques, aménager un mail extérieur et permettre l'érection d'un nouveau magasin à rayons. Le centre commercial devient le fer de lance du développement en banlieue. Toutefois, un tel projet, qui représente un apport important pour les coffres municipaux et le rayonnement régional de la Paroisse de Trois-Rivières, ne s'effectue pas sans quelques concessions de la part du conseil. La municipalité n'hésite pas à modifier son règlement sur les heures d'ouverture des commerces à la demande des propriétaires du centre, qui soutiennent qu'il faut au moins trois soirs d'ouverture par semaine et non un seul comme c'était le cas jusque-là. Il en va de la survie du centre commercial et de la prospérité de la municipalité, selon Riverton Development<sup>69</sup>. Cette révision de la réglementation soulève l'ire chez les détaillants locaux et régionaux : les uns désapprouvent le favoritisme du conseil envers des intérêts « étrangers »<sup>70</sup>, les autres soulignent la pénalité qu'entraîne une telle mesure envers

<sup>68</sup> La Terrasse Duvernay à la fin de 1958 et le secteur Demontigny en juillet 1959.

<sup>69</sup> *Règlements municipaux de la Paroisse de Trois-Rivières*, no. 79, 17 février 1960.

<sup>70</sup> *Le Nouvelliste*, 18 février 1960, p. 3.

les commerçants des environs qui doivent, par règlement municipal, fermer boutique à 18 heures tous les soirs sauf le vendredi<sup>71</sup>.

Par ailleurs, alors qu'il est encore question d'annexion par Trois-Rivières, le mouvement d'opposition est fermement soutenu par les tenants du « centre d'achats ». Et pour cause, comme le souligne le quotidien *Le Nouvelliste* : « si l'annexion se réalise, le Centre d'Achat sera sur un pied d'égalité avec tous les commerces de Trois-Rivières : mêmes heures d'ouverture et de fermeture, même taxe municipale de 2 % qui n'existe pas actuellement en Banlieue »<sup>72</sup>. Les édiles posent alors un autre geste favorable aux promoteurs en rejetant en conseil la proposition d'annexion de la Cité de Trois-Rivières. En donnant satisfaction aux promoteurs, le conseil se porte garant de la réalisation du projet. D'aucuns jugent qu'ils sont manipulés par Riverton Development<sup>73</sup>.

Au cours de l'année 1960, les travaux ne progressent guère, mais les édiles se portent encore à la défense du centre d'achats. Ils le feront une première fois lorsqu'un projet similaire est sur le point de se concrétiser sur l'île St-Christophe entre Cap-de-la-Madeleine et Trois-Rivières. Le maire de la Paroisse prétend alors que le lieu se prête mal à un tel projet et conviendrait davantage à un hôtel. En fait, le projet lui déplait car une trentaine de magasins doivent être inaugurés avec le projet de Riverton Development et cinquante sont prévus pour celui de l'île : la clientèle

---

<sup>71</sup> *Ibid*, 9 février 1960, p. 3.

<sup>72</sup> *Ibid*, 7 novembre 1960, p. 3.

<sup>73</sup> Un échevin de la cité de Trois-Rivières : « Ils se sont laissés influencer par des publicitaires intéressés. Une proposition a été faite par la cité de Trois-Rivières et je comprends difficilement que la Banlieue se laisse conduire par Riverton Development ». (*Ibid*, 9 novembre 1960, p. 3).

sera-t-elle suffisante<sup>74</sup> ? Pendant quelque temps, le maire s'oppose à l'instauration d'un marché aux denrées dans la municipalité. Malgré les retombées positives d'un tel projet, le maire de la Paroisse propose la création de deux petits marchés qui utiliseraient des bâtisses déjà en place à Trois-Rivières<sup>75</sup>. On peut songer qu'en l'absence d'un projet commercial de plus grande envergure, les autorités municipales se seraient jetées sur l'occasion pour augmenter leurs revenus en taxes et impôts fonciers et leur visibilité régionale.

#### B) Intervention dans le secteur industriel

Même si le nombre d'entreprises industrielles à Shawinigan-Sud et Trois-Rivières-Ouest est fort inégal, la politique industrielle se résume aux mêmes éléments d'interventions. On reconnaît une première période, entre 1945 et 1961, au cours de laquelle les municipalités assistent impuissantes à la timide progression du secteur manufacturier. Une seconde, à partir de 1961 jusqu'à la fin de la période, où les assouplissements du cadre législatif en matière de promotion et d'aide à l'industrie créent un climat favorable à l'intervention des municipalités dans ce domaine. C'est pourquoi les autorités sud-shawiniganaises et ouestrifluviennes adoptent, après avoir obtenu leur statut de ville, une politique industrielle axée sur le recrutement et la stimulation d'une part, le soutien d'autre part. Cela dit, la façon dont elles sont menées entraîne des résultats forts différents.

---

<sup>74</sup> *Ibid*, 24 mars 1960, p. 3.

<sup>75</sup> *Ibid*, 19 mars 1960, p. 3.



Considérons d'abord que depuis le début des années 1920, l'interdiction de venir en aide à l'industrie est la règle générale. Cependant, entre 1941 et 1961, 71 municipalités obtiennent une dérogation à la Loi de l'interdiction de subventions municipales. Devant cette abondance de lois spéciales, le gouvernement provincial envisage d'apporter des assouplissements à la législation<sup>76</sup>. C'est en 1961 qu'est adoptée la Loi des fonds industriels<sup>77</sup>. Elle reprend en quelque sorte l'essentiel des lois spéciales adoptées depuis 1941, soit la permission de créer un fonds industriel et d'y emprunter « pour acquérir à l'amiable ou par expropriation ou construire des immeubles pour fins industrielles »<sup>78</sup>.

Or, l'établissement d'un fonds industriel dans les deux municipalités est mené de manière expéditive après leur changement de statut. Shawinigan ayant déjà son fonds de 100 000 \$ à la fin de 1961, la Chambre de Commerce section Shawinigan-Sud recommande fortement la formation d'une telle réserve de capitaux<sup>79</sup>. La remise d'un rapport rédigé par le commissariat industriel de Shawinigan-Sud vient renforcer cette idée en identifiant le manque d'assistance comme principal facteur de l'absence d'industries dans la municipalité<sup>80</sup>. La Chambre entreprend alors une vaste campagne

<sup>76</sup> Direction de l'infrastructure industrielle – Ministère de l'Industrie et du commerce, « Parcs industriels municipaux et Loi des fonds industriels », dans *Annuaire du Québec 1974*, Québec, Bureau de la statistique, 1975, p. 814.

<sup>77</sup> « Sujet aux approbations ordinaires, toute corporation municipale peut se constituer un fonds d'industrialisation, pour acheter des terrains destinés à faire partie d'une zone industrielle, construire un immeuble industriel, et vendre des terrains et des immeubles industriels, et vendre des terrains et des immeubles aux industries, par versements, avec intérêts, constituer des fonds de roulement pour aider l'industrie, ou acheter les immeubles d'une industrie existante par voie de vente à réméré, et ensuite louer ces immeubles à l'industrie. Les hypothèques sur les biens mobiliers seront permis. 9-10 Elizabeth, 1960-61 ». (Charles Codebecq, *Code de procédure municipale des cités et villes, des corporations municipales et scolaires, et des fabriques*, Montréal, Wilson et Lafleur ltée., 1962, p. 117.)

<sup>78</sup> Direction de l'infrastructure industrielle – Ministère de l'Industrie et du commerce, *op. cit.*, p. 814.

<sup>79</sup> *L'écho du St-Maurice*, 1 août 1962, p. 11.

<sup>80</sup> *Ibid.*, 1 août 1962, p. 13.

de publicité afin de justifier la création d'un fonds industriel de 500 000 \$ et d'expliquer les retombées d'un tel projet<sup>81</sup>. Il y a donc peu d'opposition à la séance du conseil présentant le règlement pour un fonds industriel porté à 300 000 \$<sup>82</sup>. L'institution d'une politique industrielle à Trois-Rivières-Ouest part du même constat fait à Shawinigan-Sud quelques années auparavant : le manque de structures d'accueil pour les activités industrielles. Tel que le mentionne le préambule du règlement, on mise sur une politique industrielle pour stimuler l'emploi local et redistribuer le fardeau financier<sup>83</sup>. Puisque les 300 000 \$ initiaux sont insuffisants pour acheter les terrains nécessaires à la création d'un site industriel, le conseil décrète l'augmentation du fonds à 800 000 \$<sup>84</sup>. En plus de permettre l'acquisition complète du site envisagé, les 500 000 \$ supplémentaires procurent une réserve au fonds industriel pour financer les industries qui veulent s'implanter à Trois-Rivières-Ouest<sup>85</sup>. La mise en disponibilité de capitaux constitue une première étape afin d'inciter les industries à venir s'établir en banlieue.

De fil en aiguille, ce soutien financier s'accompagne d'un site aménagé spécifiquement pour l'implantation industrielle. Dans les deux municipalités de banlieue, on cherche à concentrer ce type d'activité pour éviter la dispersion sur le territoire qui entraîne des coûts supplémentaires en fourniture de services, favoriser la collaboration et l'émergence d'industries ou de services connexes et limiter les

---

<sup>81</sup> Un membre du commissariat industriel résume ainsi son fonctionnement : « ...une industrie qui a besoin de 35 000 \$ arrive ici, trouve un terrain satisfaisant, des services municipaux au point; elle peut s'établir, embaucher notre main d'œuvre et remettre l'argent prêtée par le fonds industriel à tant par mois, sous forme de loyer, avec les intérêts courants ». (*Ibid*, 15 août 1962, p. 3).

<sup>82</sup> *Idem*.

<sup>83</sup> *Règlements municipaux de Trois-Rivières-Ouest*, no. 135-N, 27 décembre 1963.

<sup>84</sup> *Ibid*, no. 135-N-1, 26 juillet 1965.

<sup>85</sup> *Le Nouvelliste*, 28 juillet 1965, p. 3.

externalités négatives à l'endroit des immeubles résidentiels et commerciaux. Au moment de leur création, les sites industriels de Shawinigan-Sud et Trois-Rivières-Ouest sont en retrait des zones habitées. Depuis, les secteurs se sont étendus et refermés sur ces espaces réservés à l'industrie.

<p align="center"><b>TABLEAU 8</b>  <b>CARACTÉRISTIQUES DES PARCS INDUSTRIELS DE</b>  <b>SHAWINIGAN-SUD (1970-71) ET TROIS-RIVIÈRES-OUEST (1969-70)</b></p>		
<b>Caractéristiques</b>	<b>Parc industriel de Shawinigan-Sud</b>	<b>Parc industriel de Trois-Rivières-Ouest</b>
Année d'ouverture	1963	1965
Superficie totale (en acres)	563,5	100
Superficie occupée (en %)	5 %	3,3 %
Nombre de terrains vendus	8	3
Nombre d'établissements	8	3
Capacité portante	2 000 lb/pied carré	1 000 lb/pied carré
Superficie équipée en services municipaux (en %)	20 %	25 %
Desserte ferroviaire	Non	Oui
Desserte routière	Oui	Oui
Aqueduc	Oui	Oui
Égout	Oui	Oui
Gaz naturel	Non	Oui
Électricité	Oui	Oui
Zonage	Industriel	Industriel
Prix de vente au pied carré	0,01\$ - 0,08\$	0,134\$
Propriétaire	Municipalité et particuliers	Municipalité
<p>Source : Direction de l'économie industrielle – Ministère de l'industrie et du commerce, <i>Dossier économique, série 1969-70 : agglomération de Trois-Rivières</i>, Québec, Ministère de l'industrie et du commerce, 1971, p. 39 et <i>Dossier économique, série 1970-71 : agglomération de Shawinigan – Grand-Mère</i>, Québec, 1972, p. 34.</p>		

Dès 1952, le maire de Shawinigan-Sud déplore le manque de terrains convenables pour accueillir l'industrie<sup>86</sup>. Toutefois, ce n'est que dix ans plus tard, grâce à de nouvelles dispositions de la loi provinciale, que la réglementation créant un site industriel est présentée. Environ un dixième des terrains sont achetés par la municipalité<sup>87</sup>, le reste appartient à des particuliers. Contrairement à Shawinigan-Sud, la corporation municipale de Trois-Rivières-Ouest se porte acquéreur de la totalité des terrains : 4 000 000 pieds carrés contigus à la zone industrielle trifluvienne<sup>88</sup>. De cette façon, elle s'assure de dividendes importants en cas d'industrialisation spontanée en banlieue, mais par la même occasion, de la responsabilité financière de biens-fonds inoccupés. De revers en revers, le parc industriel, qui devait faire de Trois-Rivières-Ouest une ville complète, se révèle bientôt un véritable gouffre financier. De sorte qu'à partir de 1969 on songe déjà à le convertir en zone multifamiliale, mais on ne pourrait le faire sans présenter un projet de loi privé<sup>89</sup>.

À cet égard, Shawinigan-Sud s'en tire mieux que Trois-Rivières-Ouest, car elle n'est pas l'unique détentrice des terrains et sa stratégie de promotion industrielle, plus agressive, connaît des succès durables. En effet, le recrutement industriel à Shawinigan-Sud se fait d'abord par le maire et le gérant, que ce soit en recrutant des entreprises jusqu'à l'étranger, en assouplissant les aspects administratifs et techniques de leur implantation ou en agissant en tant qu'intermédiaire auprès des gouvernements fédéral et provincial. Ce n'est qu'en 1970 qu'une première entente

<sup>86</sup> *L'écho du St-Maurice*, 3 juin 1952, p. 6.

<sup>87</sup> *Règlements municipaux de Shawinigan-Sud*, no. 201, 7 décembre 1964; no. 204, 28 janvier 1965.

<sup>88</sup> Des achats consécutifs de terrains entre juillet 1965 et février 1966 pour une somme totalisant 399 000 \$. *Règlements municipaux de Trois-Rivières-Ouest*, no. 172, 19 juillet 1965; no. 177, 22 novembre 1965; no. 184, 17 février 1966.

<sup>89</sup> *Le Nouvelliste*, 22 mars 1969, p. 8.

intervient pour la création d'un comité intermunicipal de promotion économique. Dès lors et jusqu'à la fin de la période, différentes municipalités participent, autour d'un noyau composé de Shawinigan et Shawinigan-Sud, à un comité financé pendant un certain temps, au prorata des budgets municipaux<sup>90</sup>. Paradoxalement, c'est en dehors de cette organisation promotionnelle que la municipalité connaît ses meilleurs succès industriels : de façon stable avec l'entreprise de peintures et solvants Société Chimique Laurentide (1958-)<sup>91</sup> et de manière plus éphémère, la manufacture de textiles Elpée (1967-74).

En matière de promotion industrielle, les efforts de la ville de Trois-Rivières-Ouest s'inscrivent dans un climat de tensions territoriales. Sous prétexte qu'un commissariat conjoint ne peut servir trois municipalités différentes, les autorités municipales de Trois-Rivières-Ouest rejettent l'invitation de la Cité, en 1965, de former un seul bureau de l'industrie et du commerce pour les trois villes-sœur incluant Cap-de-la-Madeleine<sup>92</sup>. Un comité local, dont la composition et le fonctionnement varient au cours des ans, se charge de la promotion et de l'accueil d'industries. Il est à l'origine de la création d'un site industriel et lance un premier dépliant promotionnel en 1966<sup>93</sup>. Entre 1966 et 1974, ce comité démontre une efficacité douteuse et enregistre des résultats mitigés. En raison des sommes déjà engouffrées par la municipalité et en dépit de la question latente de l'annexion, la municipalité de Trois-Rivières-Ouest se joint au Commissariat industriel

---

<sup>90</sup> *Règlements municipaux de Shawinigan-Sud*, no. 267, 14 mai 1970.

<sup>91</sup> Il faut savoir que la Société Chimique Laurentide appartient à un ingénieur résident à Shawinigan-Sud qui a préféré développer son entreprise sur place.

<sup>92</sup> *Le Nouvelliste*, 22 novembre 1965, p. 3.

<sup>93</sup> *Ibid*, 11 octobre 1966, p. 3.

métropolitain en 1974<sup>94</sup>. Depuis la mise en place d'une politique industrielle et jusqu'à la fin de la période, on ne constate pas de succès industriel notable.

### Conclusion

Après avoir exploré trois grands axes du développement de Shawinigan-Sud et Trois-Rivières-Ouest, peut-on toujours parler de stratégies d'autonomie municipale ? Si on parle de stratégies, c'est-à-dire d'objectifs et de moyens, on constate à l'examen qu'ils sont très mouvants au cours des années. Les municipalités de banlieue cherchent d'abord à assurer leur fonctionnement technique et administratif tout en préservant leur existence. Entre 1945 et 1960, l'idéologie de survie est donc beaucoup plus forte que celle d'autonomie. Il s'agit donc de stratégies informelles, sans discours, qui se mettent en place. Nul doute que la personnalité des élus locaux, notamment celle du premier magistrat, influence l'orientation de la politique municipale durant cette période, alors que le partage du pouvoir, dû à l'intégration d'une technocratie municipale au cours des années 1960, perpétue cette vision primaire d'autonomie en l'inscrivant presque dans ses institutions (ex. : gérance). Ainsi, ces stratégies s'expriment dans un comportement, une attitude, une façon de s'adapter, de se positionner face à une problématique de développement rapide.

Il faut aussi relativiser cette quête d'autonomie. Les municipalités de banlieue, bien qu'indépendantes administrativement, restent liées à la ville-centre sous bien des aspects. Elles cherchent surtout à atténuer les liens qui risquent d'engendrer une

---

<sup>94</sup> *Ibid*, 21 février 1974, p. 2.

dépendance ou d'entraver le développement tel qu'ils se présentent à la fin de la guerre ou au début des années 1960, selon le cas. Or, à quels moments cette politique a-t-elle réellement pour but de préserver l'autonomie municipale ?

L'étude des trois principaux axes de développement nous ramène essentiellement à une période déterminée, le début des années 1960, mais aussi à un événement beaucoup plus lourd de conséquence : le changement de statut. Il faut voir comment la question de l'annexion, le développement des services municipaux et la diversification des activités se transforment depuis cette date. Avec l'incorporation en ville, l'égalité est créée entre les constituantes. Elles sont dans l'obligation d'assurer certains services et de rechercher de nouvelles sources de revenus pour développer leur territoire.

Le changement de statut inaugure une ère nouvelle en matière de responsabilités et pouvoirs municipaux. On passe également d'un cumul de fonctions dans les mains d'une poignée d'administrateurs à une spécialisation des tâches. L'arrivée d'une technocratie au sein de l'administration municipale répond aux problèmes de développement et à un besoin d'encadrement. Cela leur permet, entre autres, de mieux contrôler et de participer plus activement à leur progrès. Elle correspond aussi à une période où les municipalités cherchent à se tailler une place dans leur agglomération. Par ailleurs, avec un interventionnisme grandissant de l'État dans les affaires municipales, les relations villes – banlieues s'effritent au profit d'un dialogue municipalité – État. En plus de briser le lien de dépendance centre – périphérie, cet interventionnisme accentue la concurrence entre les villes qui ont dorénavant des droits égaux aux yeux de l'État. Un nouveau concept, celui des villes-

sœur, émerge justement durant cette période. Ainsi, l'incorporation en ville n'influence pas uniquement le fonctionnement interne, mais également les rapports entre entités administratives.

Le développement des services municipaux s'insère dans la période d'effervescence qui suit l'incorporation en ville des deux municipalités de banlieue. Toutefois, les initiatives ne sont pas toujours heureuses, ou donnent des résultats très inégaux. À cet égard, la création d'un service municipal des loisirs, bien qu'il soit une véritable nécessité à Trois-Rivières-Ouest, remplace un système qui fonctionnait très bien à Shawinigan-Sud. Pour plusieurs, ce n'est pas qu'une nouvelle institution, c'est tout un mode de fonctionnement qu'on tente de substituer aux organisations religieuses et au volontariat. À Shawinigan-Sud, où les mouvements sociaux et les groupes de citoyens sont plus nombreux, il y a plus de résistance et davantage de débats (commercialisation, prohibition, aréna, toponyme, etc.) qui divisent l'opinion publique. Cela traduit bien la préservation de certains principes ou l'attachement à certaines caractéristiques de la banlieue. À Trois-Rivières-Ouest, la vie sociale étant moins développée et le changement plus brusque, il y a peu d'hésitation, en autant que les projets locaux ne provoquent pas une inflation du compte de taxe.

Finalement, il faut attendre la fin des années 1950 pour qu'apparaisse une véritable prise de conscience du potentiel des municipalités de banlieue. Un temps trop occupé par le présent, l'administration municipale, flanquée d'un nouveau groupe de fonctionnaires, développe une vision à long terme, particulièrement axée sur la promotion et l'accueil d'activités industrielles. Si l'idée d'annexion survit au changement de statut à Shawinigan-Sud, c'est qu'on n'y retrouve pas de projet



d'envergure comme le centre commercial à Trois-Rivières-Ouest. Cependant, l'optimisme est au rendez-vous avec l'annonce de la construction d'un hôpital au cours des années 1960.

Bref, la stratégie d'autonomie municipale, intégrée à la politique de développement local, tend d'abord à assurer la pérennité de la municipalité. Puis, à mesure que les opportunités se présentent ou que les besoins l'exigent, l'administration locale s'adapte, soit en fournissant de nouveaux services, soit en faisant appel, de façon temporaire, à de l'aide extérieure. Enfin, lorsque le moment est opportun grâce, notamment, au changement de statut, la municipalité se dote d'une fonction publique municipale ou d'outils de développement pour l'avenir. Ainsi, les municipalités de banlieue contribuent à soutenir de véritables stratégies d'autonomie municipale.

## CONCLUSION

Jean-Bernard Racine constate, au début des années 1970 que « la mobilité [devient] l'un des traits essentiels de l'existence d'un citadin qui commence à prendre conscience du fait qu'il vit un moment de grande mutation de la civilisation humaine, puisque après tout, l'homme a mis quelques 2000 ans pour de nomade devenir sédentaire et voici qu'en 20 ans, de sédentaire, il est devenu nomade »<sup>1</sup>. La suburbanisation est-elle un fait de civilisation ? À tout le moins, c'est un phénomène qui touche la plupart des villes nord-américaines.

L'étude de l'émergence de deux municipalités de banlieue de villes moyennes met en lumière la problématique de la croissance en zone suburbaine, jusqu'ici étudiée pour des villes de plus grande envergure. Elle révèle les différents problèmes rencontrés lors du déploiement des nouveaux équipements collectifs, plus particulièrement celui du financement, ainsi que l'importance de l'interaction politique avec la ville-centre dans le rythme des transformations. La recherche effectuée auprès de *deux* municipalités suburbaines de la Mauricie, donne une certaine lourdeur à l'analyse, mais lui confère toute la représentativité nécessaire pour en tirer des conclusions d'ordre général. À travers une variété d'archives de sources diverses (gouvernementale, municipale, journalistique), elle nous confirme

l'existence de deux périodes et nous révèle les modalités de transition de l'une à l'autre.

Le Québec d'après-guerre jouit d'une forte croissance économique sur fond de duplessisme. Cet enrichissement collectif combiné à une poussée démographique, due au *baby boom* et à l'immigration, favorise l'étalement urbain. À l'instar de Montréal et Québec, la zone suburbaine est en expansion autour des villes moyennes. Depuis 1945, le faible taux de chômage, l'augmentation des salaires et les mesures instaurées par le gouvernement fédéral permettent à de nombreux travailleurs d'y acquérir une première maison. C'est une période marquée par la croissance de la construction domiciliaire et des infrastructures urbaines. La gestion des municipalités de banlieue est rendue difficile par l'absence de biens-fonds d'importance qui compenserait pour les coûts disproportionnés des infrastructures liées à ce développement. Qui plus est, les municipalités suburbaines sont plus souvent qu'autrement dirigées par un personnel qui n'a pas les qualifications requises. Les problèmes que rencontrent Shawinigan-Sud et Trois-Rivières-Ouest durant la première moitié de la période sont principalement dus à l'incapacité des élus locaux de contrôler l'expansion résidentielle et de préparer un plan directeur des développements futurs. Néanmoins, entre 1945 et 1960, Trois-Rivières-Ouest est encore essentiellement agricole tandis que Shawinigan-Sud est en partie urbanisée.

Au début des années 1960, l'écart existant entre le développement des deux municipalités se rétrécit en raison, d'une part, du ralentissement de la construction domiciliaire à Shawinigan-Sud, attribuable au déclin des activités industrielles à

---

<sup>1</sup> Jean-Bernard Racine, « I. Les observations traditionnelles », *op. cit.*, p. 46.

Shawinigan, et d'autre part de l'accroissement démographique de Trois-Rivières-Ouest, stimulé par l'implantation d'un centre commercial et la multiplication des projets immobiliers. Ces municipalités de plus en plus urbanisées obtiennent le statut de ville, ce qui leur permet, entre autre, d'embaucher du personnel compétent et d'élargir la gamme de services offerts. De sorte que les municipalités sont de plus en plus en concurrence les unes avec les autres : elles tentent d'attirer le plus d'investissements afin d'amortir les coûts des services engendrés par la croissance rapide des dernières années. Mais ces changements ne se font pas de façon régulière : le rythme des transformations s'accélère à partir des années 1950, mais surtout, après 1960.

En fait, il y a cette zone grise au cours de leur expansion, qui va de la fin des années 1950 au milieu des années 1960, durant laquelle la politique municipale encourage la constitution d'institutions locales. C'est ce qu'Alain Baccigalupo identifie comme le passage d'une administration traditionnelle à une administration moderne. Au cours de ces années, Shawinigan-Sud et Trois-Rivières-Ouest émergent d'une période de dépendance et d'instabilité. Il ne s'agit pas de changements superficiels mais de bouleversements profonds qui changent le rôle de l'administration et réorientent le développement local d'un fatalisme annexionniste à une stratégie d'autonomie municipale. Nous l'avons vu, la prédominance des forces extérieures (gouvernements, entreprises privées, etc.) y est pour beaucoup.

Cette période de transition est caractérisée par la multiplication des services et la diversification des activités locales dans la recherche d'un équilibre des différents secteurs économiques. Au niveau de l'administration municipale, par la spécialisation

des tâches dans la gestion, qui se traduit par une intervention progressive des municipalités dans l'aménagement local, ainsi qu'une plus grande sensibilité aux projets des promoteurs immobiliers et commerciaux. Qui dit changement, dit résistance, et durant cette période, on assiste à de nombreux débats sur la scène locale quant aux coûts des transformations et l'incompatibilité entre le développement économique et la préservation d'un certain style de vie. Néanmoins, les préoccupations individuelles, et particulièrement celles se rapportant à la taxe foncière, ressortent davantage dans l'acceptation ou l'opposition de certaines politiques locales.

Nouvelles réalités, donc nouveaux besoins, mais les ressources font défaut. La dynamique ville-banlieue repose sur ces lacunes et la capacité de les atténuer. Dans un premier temps, prédominent les échanges entre les constituantes ; par la suite, la banlieue bénéficie de ses propres sources de revenus (commercial, industriel, etc.). Avant 1960, les besoins imminents en nouveaux services créent une période propice à l'annexion. Les villes-centre sont souvent les premiers recours vers lesquels se tournent les dirigeants de la banlieue en cas de crise. L'annexion répond donc aux besoins d'expansion des unes et aux besoins de services des autres. Les villes-centre, qui annexent certains territoires adjacents, ajoutent de la pression sur les municipalités de banlieue plus importantes. La question latente de l'annexion retarde leur passage d'une d'administration traditionnelle à moderne, surtout à Shawinigan-Sud, qui présente une certaine maturité urbaine, mais une inclinaison envers cette solution aux problèmes de croissance.

Le changement de statut au début des années 1960 modifie définitivement l'attitude des autorités locales envers leur développement. Dorénavant, les villes-centre et les municipalités de banlieue sont considérées comme réciproquement égales aux yeux du gouvernement. Les projets d'annexion proposés par la ville-centre correspondent de moins en moins aux visés des conseils municipaux en banlieue. Outre la « boulimie » territoriale de Trois-Rivières, qui provoque la radicalisation de la position des dirigeants ouestrifluviens, il y a le projet d'un Grand Shawinigan qui ferait de Shawinigan-Sud un immense quartier à vocation résidentielle ; ce qu'elle est, mais n'entend pas rester. Quant aux citoyens, qui subissent une pénurie de services essentiels depuis longtemps, ils ont besoin de signes concrets de progrès. L'éventualité d'une annexion est d'autant plus intéressante pour les citoyens que la structure de paiement en banlieue pour les améliorations locales est largement basée sur les petits propriétaires. Qui plus est, une bonne partie de la population suburbaine est soumise aux migrations quotidiennes pour leur travail, leur scolarité, leur consommation en biens et services.

Avec l'incorporation en ville et la venue de nouvelles compétences, l'administration municipale de banlieue peut désormais se concentrer sur les équipements durables et la recherche de nouvelles sources de revenus. Les autorités locales, qui se montrent intransigeantes en ce qui a trait à l'intégrité politique et physique de leur municipalité, sont d'une souplesse étonnante envers les investisseurs, en aménageant des sites et en disposant des capitaux nécessaires pour attirer l'industrie. Toutefois, c'est un pari que les municipalités de banlieue ne gagnent pas et que viennent renflouer certains investissements du secteur public.

L'appel à des investissements exogènes exige une certaine flexibilité dans le contexte de compétitivité entre municipalités. À force de vouloir échapper à l'influence de la ville-centre, les municipalités de banlieue se tournent vers d'autres pouvoirs. La pénétration des représentants du centre commercial dans la politique ouestrifluviennne en est un exemple éloquent.

Le développement des services et la diversification des activités économiques locales répondent donc aux nouvelles exigences de la vie urbaine et s'inscrivent dans la modernisation des institutions municipales. Cependant, les initiatives locales ne donnent pas toujours les résultats escomptés. Ainsi, même si Shawinigan-Sud connaît un certain essor industriel et Trois-Rivières-Ouest, un apport considérable du secteur commercial, elles n'en demeurent pas moins des villes-dortoirs et le problème du financement des services les plus élémentaires reste entier. D'ailleurs, Shawinigan-Sud et Trois-Rivières-Ouest ont du mal à s'entendre avec les villes-centre sur l'origine de ces difficultés. La relation de pouvoir ville-banlieue, intense avant 1960, ne cesse de s'effriter au profit d'une incursion étatique grandissante dans les affaires municipales : les municipalités suburbaines, qui avaient le réflexe de se tourner vers les villes-centre pour résoudre leurs problèmes, se tournent désormais vers l'État. Les solutions amenées par les paliers de gouvernement supérieurs reçoivent un accueil mitigé en banlieue : les nombreux emprunts qu'effectuent les corporations municipales après 1960 en témoignent.

Le regroupement des services est une autre alternative à la réduction des dépenses municipales. Ainsi, la question du financement, de la structure directive et de la qualité des études, semble de plus en plus n'être qu'un prétexte pour

l'empêcher. Néanmoins, elle maintient une certaine cohérence dans la position des édiles contre une perte de contrôle au profit de la ville-centre, particulièrement dans le cas de Trois-Rivières-Ouest : la fusion des services municipaux représente un délestage de leurs droits à l'égard d'un tiers dont les plans ne sont pas nécessairement conformes aux aspirations du conseil et de la population locale. De plus, les intentions manifestes de la ville-centre, qui désire en venir progressivement à la fusion complète, services et territoires, contrevient à l'idéal de développement, à la préservation et l'intégrité du territoire, que prône le conseil depuis la fin des années 1950. Pour l'administration municipale, l'annexion, la fusion ou le regroupement des services ne sont plus des options politiques : ce sont les derniers retranchements en cas d'incapacité extrême à se gouverner.

La spécialisation des tâches est un aspect important de la période de transition au début des années 1960. Le fonctionnement de l'administration municipale précédant l'embauche d'un personnel compétent est inefficace : cumul des fonctions, surcharge de travail, appel constant à des firmes privées. La création d'une technocratie locale implique une augmentation des effectifs et un accroissement des responsabilités des non-élus. Force est de constater qu'elle est davantage déterminée par les besoins d'expertise et d'encadrement que par le changement de statut : Shawinigan-Sud, touchée plus tôt par la vague de suburbanisation procède à l'engagement d'un ingénieur dès 1951, tandis qu'il faut attendre en 1962 pour que Trois-Rivières-Ouest prenne une mesure semblable. Le personnel cadre, légitimé par un savoir et prétendant à une certaine objectivité, est perméable aux influences politiques en plus de former un élément de résistance supplémentaire aux projets



d'annexion. Directement visée par le regroupement des services municipaux et éventuellement touchée par une annexion, la fonction publique locale tend à reproduire le discours autonomiste des dernières années.

Finalement, Shawinigan-Sud et Trois-Rivières-Ouest connaissent la plus forte croissance démographique de leur histoire entre 1945 et 1974 et se font reconnaître comme des villes à part entière. Dotées de vastes étendues, qui font l'envie des municipalités voisines, elles n'en réalisent la valeur et le potentiel qu'au moment où l'État leur donne les moyens de les exploiter. Le développement d'institutions municipales similaires à partir de 1960 n'est pas fortuit : Trois-Rivières-Ouest relancé par le centre commercial entrevoit l'avenir avec optimisme tandis que Shawinigan-Sud est au sommet de sa croissance. Le statut de ville et d'autres mesures gouvernementales, notamment en ce qui a trait au développement industriel, encadrent leurs initiatives pour stimuler les secteurs en difficultés. Leur structure économique étant à peu de choses près la même, les disparités entre municipalités résident dans l'orientation choisie par les autorités locales, dans le peu de latitude qui leur reste, et l'apport des gouvernements dans le domaine des transports (Trois-Rivières-Ouest) et de la santé (Shawinigan-Sud).

Quels enseignements peut-on tirer de l'étude de deux municipalités suburbaines de la Mauricie pour l'ensemble des banlieues de villes moyennes au Québec ? Les problèmes de croissance d'après-guerre dans les municipalités suburbaines ne consolident pas les rapports ville-banlieue. Au contraire, il y a une distanciation marquée des municipalités de banlieue. D'abord, grâce au contexte favorable à la multiplication des entités administratives et le fractionnement de

l'espace urbain entre 1945 et 1974, qui crée des écarts dans la qualité des services, en dépit d'une relative continuité dans l'espace bâti. Ensuite, par la vague de « rationalisme technocratique » qui touche le secteur municipal, comme d'autres institutions politiques et financières, et renforce les particularismes locaux. Enfin, par l'absence de coordination des gouvernements fédéral et provincial mettant en place des dispositifs de développement qui contredisent plus souvent qu'autrement leurs politiques de regroupement. On peut avancer que les rapports préexistants entre la ville-centre et la banlieue sont en quelque sorte détournés par l'État provincial qui encourage l'autonomie locale en accordant le statut de ville aux municipalités suburbaines, et leur assure une certaine pérennité en permettant le dédoublement de services qui pourraient être organisés à la grandeur de l'agglomération. Quelle est l'incidence de la transformation du mode de gestion des institutions publiques sur la manifestation des particularismes locaux ? Nous n'avons qu'effleuré le sujet, mais cela pourrait constituer une piste de recherche intéressante.

## **ANNEXE A**

Questionnaires d'enquête vierges

Shawinigan-Sud et Trois-Rivières-Ouest

Date : \_\_\_\_\_

Nom : \_\_\_\_\_

Prénom : \_\_\_\_\_

Lieu de naissance : \_\_\_\_\_

Année d'arrivée dans la municipalité de  
Shawinigan-Sud : \_\_\_\_\_

Fonction(s) dans la vie municipale de Shawinigan-Sud, entre 1945 et 1975 :

### Organisation, service, comité, etc.

## Fonction

## Années

[illegible]

Parmi les événements, les causes auxquels vous avez participé entre 1945 et 1975, lesquels ont contribué le plus au développement de la municipalité ?

[illegible]

Quels sont les autres événements marquants entre 1945 et 1975 qui ont contribué à l'essor de votre municipalité mais auxquels vous n'avez pas participé directement ?

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

Quels sont les événements qui sont venus perturber, entraver le développement de la municipalité de Shawinigan-Sud entre 1945 et 1975 ?

---

---

---

---

---

Quels ont été les impacts de la réalisation d'un nouveau pont sur le St-Maurice entre Shawinigan et Shawinigan-Sud ?

---

---

---

---

---

Croyez-vous que le nombre et l'état des liens routiers entre Shawinigan et Shawinigan-Sud ont influencé les rapports entre les deux villes ?

---

---

---

Considérant la proximité de Shawinigan et de Shawinigan-Sud, comment expliquez-vous que nous n'ayons pas assisté à un regroupement de certains services (ex. : protection publique, loisirs, etc.) ?

---

---

---

---

---

Selon vous, quelles sont les raisons pour lesquelles les villes de Shawinigan-Sud et Shawinigan ne se sont jamais fusionnées ?

---

---

---

Quelles étaient vos positions au sujet de l'annexion de Shawinigan-Sud à Shawinigan au cours des années considérées (1945-1975) ?

---

---

---

Aujourd'hui vos positions au sujet de l'annexion ont-elles changé ?

---

---

---

Croyez-vous que le déclin industriel de Shawinigan à partir de la fin des années 1950 a eu des effets sur Shawinigan-Sud ?

---

---

---

Dans les années 1950, l'activité résidentielle de Shawinigan-Sud a connu des progrès importants. Pour quelles raisons les gens s'établissaient-ils à Shawinigan-Sud ?

---

---

---

---

---

---

---

Autres commentaires, suggestions, etc. :

---

---

---

---

---

Merci de votre collaboration !

Yannick GENDRON  
Centre d'études québécoises  
Université du Québec à Trois-Rivières

Date : \_\_\_\_\_

Nom : \_\_\_\_\_

Prénom : \_\_\_\_\_

Lieu de naissance : \_\_\_\_\_

Année d'arrivée dans la municipalité concernée : \_\_\_\_\_

Fonction(s) dans la vie municipale de Trois-Rivières-Ouest entre 1945 et 1975 :

### Organisation, service, comité, etc.

## Fonction

## Années

[illegible]

Parmi les événements, les causes auxquels vous avez participé entre 1945 et 1975, lesquels ont contribué le plus au développement de la municipalité ?

[illegible]



Quels sont les autres événements marquants entre 1945 et 1975 qui ont contribué à l'essor de la municipalité mais auxquels vous n'avez pas participé directement ?

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

Quels sont les événements qui sont venus perturber, entraver le développement de la municipalité Trois-Rivières-Ouest entre 1945 et 1975 ?

---

---

---

---

---

Quels ont été les impacts de la réalisation du pont Laviolette, reliant la rive-sud et la rive-nord du St-Laurent, sur la municipalité de Trois-Rivières-Ouest ?

---

---

---

---

---

Croyez-vous que le nombre et l'état des liens routiers entre Trois-Rivières et Trois-Rivières-Ouest ont influencé les rapports entre les deux villes ?

---

---

---

---

Considérant la proximité de Trois-Rivières et de Trois-Rivières-Ouest, comment expliquez-vous que nous n'ayons pas assisté à un regroupement de certains services (ex. : protection publique, loisirs, etc.) ?

---

---

---

---

Selon vous, quelles sont les raisons pour lesquelles les villes de Trois-Rivières-Ouest et Trois-Rivières ne se sont jamais fusionnées ?

---

---

---

Quelles étaient vos positions au sujet de l'annexion de Trois-Rivières-Ouest à Trois-Rivières au cours des années considérées (1945-1975) ?

---

---

---

Aujourd'hui vos positions au sujet de l'annexion ont-elles changé ?

---

---

---

Croyez-vous que le ralentissement industriel de Trois-Rivières à partir des années 1960 a eu des effets sur Trois-Rivières-Ouest ?

---

---

---

Dans les années 1960, l'activité résidentielle de Trois-Rivières-Ouest a connu des progrès importants. Pour quelles raisons les gens s'établissaient-ils à Trois-Rivières-Ouest ?

---

---

---

---

---

---

Autres commentaires, suggestions, etc. :

---

---

---

---

---

---

Merci de votre collaboration !

Yannick GENDRON  
Centre d'études québécoises  
Université du Québec à Trois-Rivières

## ANNEXE B

ÉTABLISSEMENTS ET EMPLOYÉS DANS LE SECTEUR INDUSTRIEL À SHAWINIGAN, SHAWINIGAN-SUD ET TROIS-RIVIÈRES, 1945-1974						
Années	Shawinigan		Shawinigan-Sud		Trois-Rivières	
	Établisse- ments	Employés	Établisse- ments	Employés	Établisse- ments	Employés
1945	41	5 220	6	22	73	6 989
1946	40	4 726	7	24	78	6 937
1947	43	5 120	6	23	81	7 320
1948	42	5 748			80	7 539
1949	46	4 853	7	21	85	6 969
1950	45	4 863	7	20	80	6 979
1951	47	5 712	10	34	90	7 705
1952	50	6 070	10	41	94	7 434
1953	49	5 870	10	45	97	7 364
1954	50	5 634	10	45	90	7 558
1955	46	5 834	11	52	90	7 808
1956	48	6 112	10	54	86	8 495
1957	46	6 257	10	60	94	9 213
1958	47	5 787	10	66	89	8 384
1959	47	5 589	10	91	82	8 143
1960	45	5 645	10	94	89	7 981
1961	45	5 522	9	82	82	7 837
1964	37	5 069	18	147	82	8 701
1965	31	5 289	16	142	80	8 835
1966	34	5 348	16	142	75	9 099
1967	36	5 134	16	138	70	8 961
1968	35	4 942	17	206	68	8 597
1969	36	4 844			71	8 954
1970	36	4 831	11	215	70	8 645
1971	36	4 407	10	233	68	7 983
1972	35	4 230	11	281	69	7 774
1973	38	4 453	12	290	69	7 482
1974	41	4 363	13	245	68	8 555

Source : Pierre Lanthier et Alain Gamelin, *L'industrialisation de la Mauricie, dossier statistique et chronologique, 1870-1975*, Trois-Rivières, Groupe de recherche sur la Mauricie, Cahier no. 6, 1981.

## ANNEXE C

ÉTABLISSEMENTS COMMERCIAUX, 1941-1971					
Années	Nombre	Effectifs	Ventes (000\$)	Stocks à la fin de l'année (000\$)	Rémunération totale (000\$)
<b>Shawinigan</b>					
1941	231	532	5 936,50	1 119,20	445,00
1951	377	n.d.	23 214,50	3 660,80	1 809,30
1961	358	1055	28 918,70	4 006,50	2 464,60
1966	336	992	35 794,80	4 548,00	3 018,30
1971	313	920	46 193,00	6 719,00	4 261,00
<b>Shawinigan-Sud</b>					
1941	17	27	226,50	33,90	12,00
1951	58	n.d.	1 586,60	238,10	99,30
1961	73	167	5 364,00	566,50	375,60
1966	75	215	8 979,00	921,00	721,60
1971	77	188	11 207,00	1 563,00	869,00
<b>Trois-Rivières</b>					
1941	557	1270	13 493,80	2 232,20	1 083,00
1951	633	n.d.	44 314,40	6 113,80	3 903,90
1961	521	2382	59 157,30	8 399,90	5 693,70
1966	527	2611	71 870,00	10 412,50	6 942,30
1971	503	2084	87 596,00	12 515,00	9 030,00
<b>Trois-Rivières-Ouest</b>					
1966	63	348	10 272,50	1 240,00	1 059,70
1971	86	784	26 303,00	4 618,00	2 669,00
Source : <i>Recensements du Canada</i> , 1941, vol. X, tab. 8 ; 1951, vol. VII, tab. 4; 1966, vol. VI, tab. 6 ; 1971, vol. VII, tab. 5.					

## ANNEXE D

DÉPENSES DES MUNICIPALITÉS, 1963-1974							
Années	Administra tion	Protection publique	Travaux publics	Loisirs	Service de la dette	Autres	Total des dépenses
<b>Shawinigan</b>							
1963	344 021	463 835	779 555	171 401	763 727	150 302	2 672 841
1964	429 721	471 975	785 341	184 819	854 191	330 191	3 056 238
1965	383 855	500 094	841 231	227 607	829 658	775 511	3 557 956
1966	554 218	557 930	855 418	253 627	897 237	90 278	3 208 708
1967	637 319	591 737	879 263	345 156	916 970	684 986	4 055 431
1968	540 452	588 191	962 620	461 017	941 768	157 845	3 651 893
1969	711 882	609 153	924 527	455 779	989 703	70 431	3 761 475
1970	685 255	664 641	817 099	461 079	932 668	59 758	3 620 500
1971	657 203	578 432	1 163 915	390 829	1 013 109	123 349	3 926 837
1972	686 380	639 363	1 522 079	433 292	1 085 198	114 208	4 480 520
1973	508 993	728 102	1 267 806	522 466	1 198 059	416 937	4 642 363
1974	664 703	812 451	1 541 501	582 538	1 276 456	447 456	5 325 105
<b>Shawinigan-Sud</b>							
1963	79 338	42 608	208 195	4 603	171 875	55 358	561 977
1964	109 560	54 731	193 564	17 974	174 471	42 788	593 088
1965	112 307	66 052	442 739	18 518	172 275	78 859	890 750
1966	141 855	91 143	177 529	16 550	211 983	111 466	750 526
1967	243 879	106 823	111 272	18 311	216 763	136 873	833 921
1968	156 387	123 499	250 217	19 072	276 677	82 338	908 190
1969	158 515	127 270	274 343	25 657	301 939	41 272	928 996
1970	148 649	141 614	217 335	42 534	307 427	98 975	956 534
1971	134 338	134 112	298 275	53 104	297 676	84 655	1 002 160
1972	151 012	143 031	327 065	39 220	335 033	129 301	1 124 662
1973	160 062	159 150	352 491	48 654	341 559	133 934	1 195 850
1974	214 477	186 658	337 738	61 400	366 200	147 551	1 314 024
<b>Trois-Rivières</b>							
1963	422 955	990 921	2 387 096	0	1 607 338	550 596	5 958 906
1964	488 021	1 110 667	2 469 968	311 654	1 815 315	295 888	6 491 513
1965	620 028	1 094 918	2 973 370	439 372	1 800 543	770 343	7 698 574
1966	552 406	1 341 170	3 065 767	398 354	2 052 132	575 887	7 985 716
1967	580 021	1 362 597	1 953 822	361 264	2 211 334	1 535 905	8 004 943
1968	561 316	1 465 889	1 914 361	411 625	2 015 722	684 938	7 053 851
1969	596 986	1 490 454	1 718 044	564 983	2 278 828	1 725 347	8 374 642
1970	482 778	1 816 866	2 671 020	1 048 381	1 923 780	983 552	8 926 377
1971	889 110	1 803 894	2 998 330	1 094 239	2 165 758	551 784	9 503 115
1972	1 010 812	1 986 088	3 207 787	867 545	2 262 987	557 924	9 893 143
1973	998 776	2 279 041	3 508 018	1 171 664	2 550 587	439 007	10 947 093
1974	843 891	2 544 767	4 403 845	1 443 460	2 637 952	455 572	12 329 487



## ANNEXE E

« TRAVAUX D'HIVER » ET « D'ENCOURAGEMENT », 1945-1975				
Hivers	Estimés des travaux (en \$)	Subventions totale (en \$)	% du montant des travaux	Nature des travaux
<b>Shawinigan-Sud</b>				
1961-62	n.d.	29 133	n.d.	Trottoirs.
	3 200	2 880	90,00	Réservoirs d'huile.
	25 000	7 200	28,80	Poste de police.
	26 150	7 785	29,77	Étude du sol.
1962-63	6 466	5 819	90,00	Aqueduc, arrêts, divers
	17 800	10 876	61,10	Trottoirs, dépotoir, divers
	1 050	945	90,00	Monte-pente de ski.
	8 400	6 480	77,14	Sondage du sol.
1963-64	1 102 129	n.d.	n.d.	n.d.
	47 460	8 000	16,86	Réparation d'égout.
	1 430	400	27,97	Compteurs d'eau.
1964-65	1 002 846	223 410	22,27	Réservoir, drainage, divers.
	9 260	7 840	84,67	Mur de soutènement.
	219 352	30 000	13,68	Aqueduc.
1965-66	600 932	224 060	37,29	Trottoirs, fossés, divers.
	23 000	9 000	39,13	Égout, aqueduc.
	4 700	3 500	74,47	Aqueduc.
1966-67	182 456	88 420	48,46	Égout, divers.
	2 000	2 000	100,00	Démolition d'un réservoir
1967-68	175 000	83 250	47,57	Garde-fou, loisirs, divers.
1968-69	21 468	6 633	30,90	Aqueduc, égout, divers.
1971-72	51 966	39 456	75,93	Aménagement des loisirs.
	84 824	23 868	28,14	Trottoirs, aqueduc, aréna.
1972-73	141 918	41 418	29,18	Aréna, pente de ski.
	77 528	26 208	33,80	Aqueduc.
<b>Trois-Rivières-Ouest</b>				
1962-63	116 935	41 634	35,60	Pavage.
	9 900	3 318	33,52	Égout, ponceau.
1963-64	575 000	143 000	24,87	Égout.
1964-65	42 000	8 640	20,57	Terrassement.
1966-67	123 000	6 750	5,49	Égout.
Source : <i>Livres des procès verbaux du conseil</i> , Ville de Shawinigan-Sud, 1945-1975 ; <i>Livres des procès verbaux du conseil</i> , Ville de Trois-Rivières-Ouest, 1945-1975.				



## BIBLIOGRAPHIE

### 1. Sources :

#### A) Archives municipales

*Livres des procès-verbaux du conseil*, Ville de Shawinigan-Sud, 1945-1975.

*Livres des procès-verbaux du conseil*, Ville de Trois-Rivières-Ouest, 1945-75.

*Règlements municipaux de la Paroisse de Trois-Rivières*, Ville de Trois-Rivières-Ouest, 1945-1963.

*Règlements municipaux de la ville de Trois-Rivières-Ouest*, Ville de Trois-Rivières-Ouest, 1963-1975.

#### B) Archives gouvernementales

*Recensements du Canada*, 1941, 1951, 1961, 1966, 1971, 1976.

Gouvernement du Québec, Bureau de la statistique du Québec. *Finances municipales*, Québec, 1964-1976.

Gouvernement du Québec, Ministère de l'industrie et du commerce, Direction de l'économie industrielle. *Dossier économique, série 1969-70 : agglomération de Trois-Rivières*, Québec, Ministère de l'industrie et du commerce, 1971.

Gouvernement du Québec, Ministère de l'industrie et du commerce, Direction de l'économie industrielle. *Dossier économique, série 1970-71 : agglomération de Shawinigan – Grand-Mère*, Québec, Ministère de l'industrie et du commerce, 1972.

Gouvernement du Québec, Ministère des affaires municipales, Direction générale de la prévention des incendies. *Répertoire des services municipaux de prévention des incendies du Québec, 1969*, Québec, Éditeur officiel du Québec, 1969,

#### C) Presse écrite

*L'Écho du Saint-Maurice / L'Hebdo du Saint-Maurice*, janvier 1945 à décembre 1975.

*Le Nouvelliste*, janvier 1945 à décembre 1975.

## 2. Articles et ouvrages

- BACCIGALUPO, Alain et Luc RÉHAUME. *Les administrations municipales québécoises des origines à nos jours : anthologie administrative*. Montréal, Agence d'Arc, 1984, 611 p.
- BACCIGALUPO, Alain. *Système politique et administratif des municipalités québécoises. Une perspective comparative*. Montréal, Agence d'Arc, 1990, 567 p.
- BAILLY, Antoine S. *Stratégies spatiales. Comprendre et maîtriser l'espace*. Montpellier, Reclus, coll. « Alidade », 1995, 211 p.
- BAILLY, Antoine S. *Les concepts de la géographie humaine*. Paris, Masson, 1991, 247 p.
- BALDASSARE, Mark. *Trouble in Paradise. The Suburban Transformation in America*. New York, Columbia University Press, 1986, 251 p.
- BALME, Richard. « La participation aux associations et le pouvoir municipal ». *Revue française de sociologie*, vol. XXVIII (1987), p. 601-639.
- BEAUJEU-GARNIER, Jacqueline et Georges CHABOT. *Traité de géographie urbaine*. Paris, Armand Colin, 1963, 493 p.
- BEAUJEU-GARNIER, Jacqueline. « Essai sur le "système urbain" ». *L'information géographique*, no. 48 (1984), p. 64-70.
- BEAUJEU-GARNIER, Jacqueline. *Géographie urbaine*. Paris, Armand Colin, 1995, 349 p.
- BEESELEY, Ken B. et Lorne H. RUSSWURM. *The Rural-Urban Fringe: Canadian Perspectives*. Downsview, York University, Atkinson College, 1981, 468 p.
- BLANC, M. « Concertation, sociologie urbaine, citoyenneté ». *Les Annales de la recherche urbaine*, no. 38 (1988), p. 104-112.
- BORCHERT, James. « Residential City Suburbs: the Emergence of a New Suburban Type, 1880-1930 ». *Journal of Urban History*, vol. 22, no. 3 (mars 1996), p. 283-307.
- BORDELEAU, André Jean et al. *Sous les soleils passés... Shawinigan-Sud*, [s.édit.], 1987, p.
- BOURDIN, Alain et Monique HIRSCHHORN, dir. *Figures de la ville : autour de Max Weber*. Paris, Aubier. Coll. « Champ urbain », 1985, 200 p.
- BROUILLETTE, Normand. *Le déclin industriel de Shawinigan: ses conséquences sur l'organisation de la vie urbaine*. Thèse de maîtrise, Québec, Université Laval, 1971, 230 p.

- BRUNEAU, Pierre. *Les villes moyennes au Québec : leur place dans le système socio-spatial*. Sillery, Presses de l'Université du Québec, 1989, 195 p.
- BRUNEAU, Pierre. « La nouvelle urbanité américaine ou la ville "inversée" ». *Norois*, t. 41, no. 161 (1994), p. 73-90.
- BRUNET, Roger, Robert FERRAS et Hervé THÉRY. *Les mots de la géographie : dictionnaire critique*. 3<sup>e</sup> éd. rev. et augm. Paris, Reclus – La Documentation Française, Coll. « Dynamique du territoire », 1993, 518 p.
- BRUNET, Jean-Paul. « Les rapports entre emploi et résidence ». *Villes en parallèle*, no. 10 (juin 1986), p. 167-170.
- BRUNET, Yves. « L'exode urbain, essai de classification de la population exurbaine des Cantons de l'Est ». *Le Géographe Canadien*, vol. XXIV, no. 4 (1980), p. 385-405.
- BURGEL, Guy. *La ville aujourd'hui*. Paris, Hachette, 1993, 220 p.
- BURGEL, Guy. « Sur quelques pistes en banlieue ». *Villes en parallèle*, no. 11 (octobre 1986), p. 279-282.
- BURGEL, Guy, dir. *Peuplements en banlieue*. Coll. « Villes en parallèle », no. 15-16 (juin 1990), 339 p.
- BURGEL, Guy. « La périphérie urbaine revisitée ». *Espace, populations, sociétés*, no. 2 (1991), p. 359-366.
- CABANNE, Claude, dir. *Lexique de géographie humaine et économique*. 2<sup>e</sup> éd. Paris, Daloz, 1992, 449 p.
- CASTONGUAY, Claude. *L'urbanisation au Québec. Rapport du groupe de travail sur l'urbanisation*. Québec, Ministère des affaires municipales, 1976, 347 p.
- CASTELLS, Manuel. *Luttes urbaines et pouvoir politique*. Paris, François Maspero, Coll. « Cahiers libres », 1973, 131 p.
- CERVERO, Robert. *Suburban Gridlock*. Rutgers, The State University of New Jersey, 1986, 248 p.
- COATES, Bryan Ellis, Paul Leslie KNOX et Ronald John JOHNSTON. *Geography and Inequality*. London, Oxford University Press, 1977, 292 p.
- CODEBECQ, Charles. *Code de procédure municipale des cités et villes, des corporations municipales et scolaires, et des fabriques*. Montréal, Wilson et Lafleur ltée., 1962, 695 p.
- COLLIN, Jean-Pierre et Jacques GODBOUT. *Les organismes populaires en milieu urbain: contre-pouvoir ou nouvelle pratique professionnelle*. Montréal, INRS – Urbanisation, 1975, 239 p.

- COLLIN, Jean-Pierre. *Le développement résidentiel suburbain et l'exploitation de la ville centrale*. Montréal, INRS - Urbanisation, 1981, 141 p.
- COLLIN, Jean-Pierre. « La Cité sur mesure : spécialisation sociale de l'espace et autonomie municipale dans la banlieue montréalaise, 1875-1920 ». *Revue d'histoire urbaine*, vol. XIII, no. 1 (juin 1984), p. 19-34.
- COLLIN, Jean-Pierre. *La cité coopérative canadienne-française : Saint-Léonard-de-Port-Maurice, 1955-63*. Montréal, PUQ, 1986, 184 p.
- COSSETTE, Sylvie. *Shawinigan-Sud, une histoire entre nous*. Shawinigan, [s.édit.], 1983, 321 p.
- DANSEREAU, Francine. « Différenciation des quartiers et changement social » dans John R. Miron, dir., *Habitation et milieu de vie. L'évolution du logement au Canada, 1945 à 1986*. Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 1994, p. 323-341.
- DELAGRAVE, François. *Histoire de Trois-Rivières-Ouest*. Trois-Rivières-Ouest, [s.édit.], 1980, 10 p.
- DELAGRAVE, François et la Corporation communautaire Saint-Michel des Forges. *Au pays des cyclopes : Saint-Michel des Forges, 1740-1990*. Trois-Rivières, Corporation communautaire de Saint-Michel des Forges, 1990, 1095 p.
- DESHAIES, Laurent. *L'influence de l'ouverture du pont de Trois-Rivières sur les commerces et les services de la rive sud du Saint-Laurent*. Thèse de maîtrise, Québec, Université Laval, 1972, 254 p.
- DESMARAIS, Robert. « Considérations sur les notions de petite ville et de ville moyenne ». *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 28, no. 75 (décembre 1984), p. 355-364.
- DEZÉS, Marie-Geneviève. « Stratégies d'entreprises, mutations technologiques, politiques urbaines: analyse synthétiques des débats ». *Villes en parallèle*, no. 11 (octobre 1986), p. 269-277.
- DINGEMANS, Dennis. « La révolution tranquille dans le contrôle de l'utilisation du sol urbain aux Etats-Unis ». *Travaux de l'Institut de Géographie de Reims*, no. 29-30 (1977), p. 55-66.
- DIVAY, Gérard et Claude CASTONGUAY. *Les niveaux de services municipaux au Québec*. Montréal, INRS – Urbanisation, 1976, 79 p.
- DORION, Charles-Nap. *Loi concernant les cités et les villes, annotée avec jurisprudence au 1<sup>er</sup> janvier 1956*. Montréal, Wilson & Lafleur, Ltd., 1956.
- FAURE, Alain. « La ville et sa banlieue. Variations sur le thème de la dépendance. », dans Guy Burgel, dir., *Peuplements en banlieue*. Coll. « Villes en parallèle », no. 15-16 (juin 1990), p. 16-21.

- FÉRRÉOL, Gilles. « Espace administré et espace vécu: une mise en perspective » dans *Géographie sociale. Dynamiques urbaines, actes du colloque du Mans (20-21 avril 1989)*. Angers-Caen-Le Mans-Nantes-Rennes, URA-CNRS 915, 1991, p. 223-240.
- FILTEAU, Gérard. *L'épopée de Shawinigan*. Shawinigan, [s.édit.], 1944, 415 p.
- FLEURY, Réal. *Trois-Rivières-Ouest: 25 ans*. Trois-Rivières-Ouest, [s.édit.], 1988, 25 p.
- GAGNON, Pierre. *Le loisir et la municipalité : l'heure des choix*. Montréal, Sodem Recherche et Développement / Presses de l'Université du Québec, 1995, 420 p.
- GAMELIN, Alain et al. *Trois-Rivières illustré*. Trois-Rivières, Corporation des fêtes du 350e anniversaire, 1984, 228 p.
- GARON, Lise, Gérard HÉBERT et François POUSSARD. *Étude comparative des organismes métropolitains*. Québec, Ministère des Affaires Municipales, [s.d.], 127 p.
- GEORGE, Pierre. « Les franges urbaines: les effets marginaux de l'urbanisation ». *Espace, populations, sociétés*, no. 3 (1989), p. 357-364.
- GEORGE, Pierre. « À propos du terme banlieue », dans Marcel Roncayolo et Thierry Paquot, dir., *Villes & civilisations urbaines, XVIII-XXe siècle*. Paris, Larousse, Coll. « Textes essentiels », 1992, p. 521-525.
- Gouvernement du Québec, Ministère de l'Industrie et du Commerce, Direction de l'infrastructure industrielle. « Parcs industriels municipaux et Loi des fonds industriels », dans *Annuaire du Québec 1974*, Québec, Bureau de la statistique, 1975, p. 814-820.
- GRAFMEYER, Yves. *Sociologie urbaine*. Paris, Nathan, 1994, 127 p.
- GRÉSILLON, Michel. « La ville et nous géographes (en 1995) ». *L'information géographique*, no. 60 (1996), p. 81-85.
- HARRIS, Richard et Matthew P. SENDBUEHLER. « Hamilton's East End : the Early Working-Class Suburb ». *Le géographe canadien*, vol. 36, no. 4 (1992), p. 381-386.
- HÉROUX, Luc. *Évolution de la problématique de la circulation à la Terrasse Duvernay Trois-Rivières-Ouest, 1963-1989*. Mémoire de baccalauréat (géographie), Trois-Rivières, Université du Québec à Trois-Rivières, 1989, 28 p.
- HOULE, René. *Inventaire des ressources biologiques et récréatives à Trois-Rivières-Ouest*. Trois-Rivières, [s.édit.], 1978, 86 p.

- HUGHES, James W. « Dilemmas of Suburbanization and Growth Controls » dans Louis H. Masotti, dir., « The Suburban Seventies ». *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, Philadelphie, The American Academy of Political and Social Science, 1975, p. 61-76.
- HULBERT, François. *Essai de géopolitique urbaine et régionale : la comédie urbaine de Québec*. 2<sup>e</sup> éd. Laval, Méridien, 1994, 653 p.
- JOHNSTON, Ronald John. *City and Society: an Outline for Urban Geography*. Dover, Hutchinson, 1984, 296 p.
- KAPLAN, Harold. « In Defence of Metropolitan Sprawl » dans Ralph R. Krueger et R. Charles Bryfogle, *Urban Problems: a Canadian Reader*. Toronto et Montréal, Holt, Rinehart and Winston, Ltd., p. 123-127.
- KAPLAN, Harold. « Development Problems in Suburban Municipalities » dans Ralph R. Krueger et R. Charles Bryfogle, *Urban Problems: a Canadian Reader*. Toronto et Montréal, Holt, Rinehart and Winston, Ltd., p. 128-132.
- KNOX, Paul Leslie. *Urbanization: an Introduction to Urban Geography*. Engelwood Cliffs, Prentice-Hall, 1994, 436 p.
- LABRECQUE, Claude. *Les espaces commerciaux des villes de Trois-Rivières et Trois-Rivières-Ouest*. Mémoire de baccalauréat (géographie), Trois-Rivières, Université du Québec à Trois-Rivières, 1982, 43 p.
- LANTHIER, Pierre et Alain GAMELIN. *L'industrialisation de la Mauricie: dossier statistique et chronologique, 1870-1975*. Trois-Rivières, Groupe de recherche sur la Mauricie, Cahier no. 6 (1981), 489 p.
- LAPIERRE, René. « La règle banale ». *Liberté*, no. 173, (oct. 1987), p. 96-99.
- LÉVESQUE, Gérard-D. et René TREMBLAY. *Finances municipales, 1950-61 : étude statistique*. Québec, Bureau de la Statistique du Québec, 1961.
- LINTEAU, Paul-André. *Maisonnette : ou comment des promoteurs fabriquent une ville (1883-1918)*. Montréal, Boréal Express, 1981, 280 p.
- LINTEAU, Paul-André et Alan F.J. ARTIBISE. *L'évolution de l'urbanisation au Canada: une analyse des perspectives et des interprétations*. Winnipeg, University of Winnipeg - Institute of Urban Studies, 1984, 49 p.
- LINTEAU, Paul-André. « Canadian Suburbanization in a North American Context - Does the Border Make a Difference? » dans Gilbert I. Stelter, *Cities and Urbanization: a Canadian Perspective*. Mississauga, Copp Clark Pitman Ltd., 1990, p. 208-224.
- LOMBARD-JOURDAN, Anne. « Oppidum et banlieue, sur l'origine et les dimensions du territoire urbain ». *Annales*, (mars-avril 1972), no. 2, p. 373-395.

- LORD, Guy et Daniel CHÉNARD. *Les structures politiques et administratives des municipalités urbaines du Québec*. Montréal, Centre de recherche en droit public / Université de Montréal, 1974, 156 p.
- MANSEAU, Hulbert. « La croissance récente des petites agglomérations du Québec (1951-1971) ». *Cahiers de géographie de Québec*, vol. 19, no. 48 (avril 1975), p. 39-59.
- MASSOTTI, Louis H.. « The Suburban Seventies » dans Richard D. Lambert et Alan W. Heston, dir., *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, Philadelphia, The American Academy of Political and Social Science, 1975, 218 p.
- McGRATH, Tom. *History of Canadian Airports*. Ottawa, Lugus, 1992, 332 p.
- MEYNAUD, Jean et Jacques LÉVEILLÉ. *Quelques expériences de fusion municipale au Québec*. Montréal, Nouvelles Frontières, 1972, 135 p.
- MIRON, John R. *Habitation et milieu de vie. L'évolution du logement au Canada 1945 à 1986*. Montréal et Toronto, McGill-Queen's University Press / SCHL, 1994, 503 p.
- MULLER, Peter O. *The Outer City: Geographical consequences of the Urbanization of the Suburbs*. Washington D.C., Association of American Geographers, 1976, 54 p.
- NOPPEN, Luc. *Architecture, forme urbaine et identité collective*. Sillery, Septentrion, 1995, 267 p.
- O'SHAUGHNESSY, Wilson. *La problématique du regroupement municipal au Québec. Processus d'analyse d'un projet de fusion entre deux municipalités*. Trois-Rivières, Université du Québec Trois-Rivières, 1982, 176 p.
- PATERSON, Ross. « The Development of an Interwar Suburb : Kingsway Park, Etobicoke ». *Revue d'histoire urbaine*, vol. XIII, no. 3 (février 1985), p. 225-235.
- PAQUOT, Thierry. « Villes et banlieues, d'hier et d'aujourd'hui ». *Études* (septembre 1991), p. 191-201.
- PETRELLI, Robert et Sylvain DUBOIS. *Les collectivités territoriales au Québec : une vision d'avenir. Volet 3 : Le regroupement municipal au Québec*. Montréal, Comité conjoint UQAM-CSN-FTQ, 1994, 105 p.
- PHILIPONNEAU, Michel. « Pouvoir municipal et géographie urbaine ». *Travaux de l'Institut de géographie de Reims*, no. 29-30 (1977), p. 31-38.
- POLÈSE, Mario. *Économie urbaine et régionale: logique spatiale des mutations économiques*. Paris, Economica, 1994, 400 p.

- RACINE, Jean-Bernard. « L'évolution récente du phénomène périurbain nord-américain. I. Les observations traditionnelles ». *Revue de géographie de Montréal*, vol. XXIV, no. 1 (1970), p. 43-54.
- RACINE, Jean-Bernard. « L'évolution récente du phénomène périurbain nord-américain. II. Les prémices d'un nouveau style de vie ». *Revue de géographie de Montréal*, vol. XXIV, no. 2 (1970), p. 143-163.
- RAYMOND, Jacques. *Évolution de l'utilisation du sol à Trois-Rivières-Ouest: 1964-1975*. Mémoire de baccalauréat (géographie), Trois-Rivières, Université du Québec à Trois-Rivières, 1981, 55 p.
- RITCHOT, Gilles, Guy MERCIER et Sophie MASCOLO. « L'étalement urbain comme phénomène géographique: l'exemple de Québec ». *Cahiers de Géographie du Québec*, vol. 38, no. 105 (décembre 1994), p. 261-300.
- RONCAYOLO, Marcel. *La ville et ses territoires*. Paris, Gallimard, 1990, 278 p.
- ROSSI, Angelo. *La décentralisation urbaine en Suisse*. Lausanne, Presse polytechniques romandes, 1983, 196 p.
- ROUSSEAU, Yvan et Roger LEVASSEUR. *Du comptoir au réseau financier. L'expérience historique du mouvement Desjardins dans la région du Centre du Québec, 1909-1970*. Montréal, Boréal, 1995, 388 p.
- ROUQUETTE, Michel-Louis. « Les faubourgs de la cité ». *Cahiers internationaux de Sociologie*, vol. XCI (1991), p. 395-398.
- SAINT-PIERRE, Diane. *L'évolution municipale du Québec des régions : un bilan historique*. Sainte-Foy, UMRCQ, 1994, 198 p.
- SANSCARTIER, Ghislain. *Des artères commerciales spécialisées: les boulevards Royal et Jean XXIII de l'agglomération trifluvienne*. Mémoire de baccalauréat (géographie), Trois-Rivières, Université du Québec à Trois-Rivières, 1989, 29 p.
- SCOTT, Thomas. « Implications of Suburbanization for Metropolitan Political Organization », dans Louis H. Massoti, dir. « The Suburban Seventies ». *Annals of The American Academy of Political and Social Science*, Philadelphie, The American Academy of Political and Social Science, 1975, p. 37-44.
- STANBACK, Thomas et Richard V. KNIGHT. *Suburbanization and the City*. Montclair, Allanheld, Osmun & Co. Publishers, 1976, 230 p.
- STANBACK, Thomas. *The New Suburbanization. Challenge to the Central City*. San Francisco, Westview Press, 1991, 126 p.
- STELTER, Gilbert et Alan F.J. ARTIBISE. *Power and Place: Canadian Urban Development in the North American Context*. Vancouver, University of British Press, 1986, 398 p.



- TERMOTE, Marc G. et Jaël MONGEAU. « L'ampleur de la contre-urbanisation au Québec » dans Yves Brunet, dir. *L'exode urbain, ses causes, ses implications, son avenir*, no. 83 - 01, Notes et documents, Département de géographie de l'Université de Montréal, (avril 1983), p. 77-88.
- TRÉPANIÉ, Cécyle. « La mobilité dans l'agglomération de Trois-Rivières ». *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 22, no. 57 (déc. 1978), p. 377-392.
- TRUDEL, Jean-Pierre. *Caractéristiques de l'organisation de l'espace à Shawinigan-Sud*. Trois-Rivières, Université du Québec à Trois-Rivières, 1982, 31 p.
- VAN NUS, Walter. « The Role of Suburban Government in the City-Building Process: The Case of Notre-Dame de Grâce, Québec, 1876-1910 ». *Revue d'histoire urbaine*, vol. XIII, no. 2 (octobre 1984), p. 91-103.